



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 24 juillet 1971

Québec, Saturday, July 24, 1971

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE
27 JUIL 1971
PUBLICATIONS
OFFICIELLES

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notice, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Lettres patentes

Letters Patent

Allard & Brissette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, Pierre Dureault, 1172, Franchère, et Jacques Larivière, 352, boulevard Quinn, tous quatre avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Allard & Brissette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16, rang du Ruisseau Nord, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2746-1971

Ancfor Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Conrad Côté, vendeur, 3795, Michelet, Micheline Cantin, secrétaire, épouse de Jacques LeBel, 152, Chevalière, tous deux de Québec, et Yves Dumas, inspecteur, 82, des Champs Élysées, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Ancfor Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2766-1971

**Association des entrepreneurs
en déneigement inc.
Association of snow Removal
Contractors Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1971, constituant en corporation: William G. Morris, 115, avenue Westcliffe, Pointe Claire, Richard Nadeau, 10795, Esplanade, Montréal, et Michel Robin, 2170, Berthier, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer toutes activités commerciales dans le domaine du déneigement, sous le nom de « Association des entrepreneurs en déneigement inc. — Association

Allard & Brissette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, Pierre Dureault, 1172 Franchère, and Jacques Larivière, 352 Quinn Boulevard, all four lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Allard & Brissette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 16 Ruisseau Range North, Beloeil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2746-1971

Ancfor Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Côté, salesman, 3795 Michelet, Micheline Cantin, secretary, wife of Jacques LeBel, 152 Chevalière, both of Québec, and Yves Dumas, inspector, 82 des Champs Élysées, St. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, ironmongery and building material, under the name of "Ancfor Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2766-1971

**Association des entrepreneurs
en déneigement inc.
Association of snow Removal
Contractors Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William G. Morris, 115 Westcliffe Avenue, Pointe Claire, Richard Nadeau, 10795 Esplanade, Montreal, and Michel Robin, 2170 Berthier, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on a business in snow-removal contracting, under the name of "Association des entrepreneurs en déneigement inc. — Association of Snow Removal

of Snow Removal Contractors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 2326-1971

Assurances Jean Lachapelle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean Lachapelle, courtier d'assurances, 695, Franchère, Laval, Paul Lesage, 200, de Gaspé, Ile-aux-Soeurs, et Gaston Gamache, 2921, Quévillon, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Jean Lachapelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 120 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,880 actions privilégiées de classe « A » de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 1946-1971

Les ateliers Horizon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Poirat, 902, Jumonville, Boucherville, Arthur de Breynne, 307, avenue Merton, Robert Blizard, 575, Sanford, tous trois hommes d'affaires, Mabel E. Quinn, ménagère, épouse de W. G. Quinn, 245, rue Alexandre, et Philip McGinnis, rentier, 245, Notre-Dame, ces quatre derniers de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Entreprendre et soutenir des projets et programmes d'atelier pour la formation, l'occupation et l'emploi de personnes adultes et mentalement déficientes, sous le nom de « Les ateliers Horizon inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 2630-1971

Atlas Masonry Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Thomas, avocat, 250, des Écores,

Contractors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 2326-1971

Assurances Jean Lachapelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Lachapelle, insurance broker, 695 Franchère, Laval, Paul Lesage, 200 de Gaspé, Ile-aux-Soeurs, and Gaston Gamache, 2921 Quévillon, Montreal, the latter two lawyers, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Assurances Jean Lachapelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 120 common shares of \$10 each, 1,880 class "A" preferred shares of \$10 each and 200 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 1946-1971

Les ateliers Horizon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gustave Poirat, 902 Jumonville, Boucherville, Arthur de Breynne, 307 Merton Avenue, Robert Blizard, 575 Sanford, all three businessmen, Mabel E. Quinn, housewife, wife of W. G. Quinn, 245 Alexandre Street, and Philip McGinnis, annuitant, 245 Notre-Dame, the latter four of Saint-Lambert, for the following purposes:

To undertake and support work-shop projects and programs for the training, occupation and employment of mentally handicapped adults, under the name of "Les ateliers Horizon inc.".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 2630-1971

Atlas Masonry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Thomas, lawyer, 250 des Écores, Laval,

Laval, Jean Saulnier, stagiaire, 8628, St-Denis, Montréal, et Alexandre Howath, entrepreneur, 26, Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Atlas Masonry Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2500-1971

41146-o

Atomic Compression Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Charron, garagiste, 8625, 12e Avenue, Germaine St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 3510, Sherbrooke est, app. 2, tous deux de Montréal, et Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 6115, Honfleur, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Organiser, planifier, administrer, gérer, financer des commerces ou des industries, et généralement faire des affaires dans les domaines connexes aux moteurs et accessoires d'automobiles et autres véhicules motorisés, sous le nom de « Atomic Compression Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2226-1971

41146-o

Au Petit Golfleur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Adrien Lemoine, restaurateur, Déovic St-Germain, flicteur, tous deux de Sainte-Anne-de-Sorel, et Gilles Casavant, contremaitre, 2244, Baldwin, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain de golf miniature, sous le nom de « Au Petit Golfleur inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2016-1971

41146-o

L'Auberge la Petite Bastille de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

Jean Saulnier, articed student, 8628 St. Denis, Montreal, and Alexandre Howath, contractor, 26 Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Atlas Masonry Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

Atomic Compression Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Charron, garage operator, 8625, 12th Avenue, Germaine St-Pierre, secretary, spinster, 3510 Sherbrooke East, Apt. 2, both of Montreal, and Paul-J.-R. Durocher, administrator, 6115 Honfleur, St. Léonard, for the following purposes:

To organize, plan, administer, manage and finance businesses or industries, and to generally carry on business in fields related to motors and accessories for automobiles and other motorized vehicles, under the name of "Atomic Compression Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

Au Petit Golfleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Lemoine, restaurateur, Déovic St-Germain, statistician, both of Sainte-Anne-de-Sorel, and Gilles Casavant, forman, 2244 Baldwin, Montreal, for the following purposes:

To operate a miniature golf course, under the name of "Au Petit Golfleur inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

L'Auberge la Petite Bastille de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Bourdeau, animateur, 720, St-Olivier, Ghislaine Fréchette, épouse de Gilbert Rouzier, 539, St-Olivier, tous deux de Québec, et Gaston Truchon, 2530, Place Monceaux, Sillery, ces deux derniers étudiants, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un ou des centres d'accueil et de loisirs, sous le nom de « L'Auberge la Petite Bastille de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-0

2610-1971

Autobus Messier Chibougamau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Rolland Messier, entrepreneur, Henriette Hamel, maîtresse de maison, épouse dudit Rolland Messier, tous deux de 131, 5^e Avenue, et Jean Hamel, mineur, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Autobus Messier Chibougamau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-0

2714-1971

Automobiles André Fournier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Fournier, commerçant, Claudette Fournier, ménagère, épouse dudit André Fournier, et Mariette Baillargeon, rentière, veuve de Charles-Auguste Fournier, tous trois de 1505, Caron, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, et tous les accessoires et parties, sous le nom de « Automobiles André Fournier inc. », avec un capital total de \$70,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-0

2380-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Bourdeau, animator, 720 St. Olivier, Ghislaine Fréchette, wife of Gilbert Rouzier, 539 St. Olivier, both of Québec, and Gaston Truchon, 2530 place Monceaux, Sillery, the latter two students, for the following purposes:

To establish and operate one or several meeting places and recreation centres, under the name of "L'Auberge la Petite Bastille de Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2610-1971

Autobus Messier Chibougamau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Messier, contractor, Henriette Hamel, housewife, wife of said Rolland Messier, both of 131, 5th Avenue, and Jean Hamel, miner, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Autobus Messier Chibougamau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2714-1971

Automobiles André Fournier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Fournier, trader, Claudette Fournier, housewife, wife of said André Fournier, and Mariette Baillargeon, annuitant, widow of Charles-Auguste Fournier, all three of 1505 Caron Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, motors, and all related parts and accessories, under the name of "Automobiles André Fournier inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Waterloo, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2380-1971

B & F Ebenek inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: René Beaudry, ébéniste, Gisèle Gagnon, ménagère, épouse dudit René Beaudry, tous deux de 1373, Ste-Marguerite, Trois-Rivières, Jean-Pierre Fortin, comptable, et Carmen Plante, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Fortin, ces deux derniers de 3675, Montpellier, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « B & F Ebenek inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2196-1971

Beaton-Saulnier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Donat Saulnier, pharmacien, Yvannette Poirier, ménagère, épouse dudit Donat Saulnier, tous deux de 521, Stuart, Lachute, et Jean-Marc Poulin, avocat, 3345, Savard, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Beaton-Saulnier inc. », avec un capital total de \$40,00, divisé en 1,400 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,860 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2639-1971

**Biraghi-entrepise Itée
Biraghi-Entrepise Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Godin, 800, boulevard Houde, Saint-Lambert, Gabriel Lapointe, 1260, McGregor, apt. 1007, tous deux avocats, Hélène Chevalier, préposée aux filières, 65, rue Sherbrooke est, app. 2010, tous deux de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, 219, Simcoe, Pincourt, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, exporter, importer, modifier l'acier et les métaux, sous le nom de « Biraghi-entrepise Itée — Biraghi-Entrepise Ltd. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en

B & F Ebenek inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Beaudry, cabinet maker, Gisèle Gagnon, housewife, wife of said René Beaudry, both of 1373 Ste. Marguerite, Trois-Rivières, Jean-Pierre Fortin, accountant, and Carmen Plante, housewife, wife of said Jean-Pierre Fortin, the latter two of 3675 Montpellier, Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "P & F Ebenek inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three-Rivers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2196-1971

Beaton-Saulnier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donat Saulnier, pharmacist, Yvannette Poirier, housewife, wife of said Donat Saulnier, both of 521 Stuart, Lachute, and Jean-Marc Poulin, lawyer, 3345 Savard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Beaton-Saulnier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,400 common shares of \$1 each and 3,860 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2639-1971

**Biraghi-entrepise Itée
Biraghi-Entrepise Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Godin, 800 Houde Boulevard, St. Lambert, Gabriel Lapointe, 1260 McGregor, Apt. 1007, both lawyers, Hélène Chevalier, filing clerk, 65 Sherbrooke Street East, Apt. 2010, both of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, 219 Simcoe, Pincourt, the latter two spinsters, for the following purposes:

To purchase, sell, export, import and work steel and metals, under the name of "Biraghi-entrepise Itée — Biraghi-Entrepise Ltd.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value

1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2821-1971

Bouchard & Vaudrin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-Yves Bouchard, épiciers, 997, Cartier, René Bouchard, ingénieur, 3930, de la Sapinière, et Jacques Vaudrin, artiste, 627, Niverville, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Bouchard & Vaudrin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 997, rue Cartier, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

1937-1971

Boulevard Kennedy auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gérard Fortin, industriel, 18, boulevard de la Paix, Robert Fréchette, courtier d'assurances, rue Notre-Dame, tous deux de Saint-Henri, et Monique Fortin, maîtresse de maison, épouse de Gaston Fortin, 3273, des Tilleuls, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Boulevard Kennedy auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18, boulevard de la Paix, Saint-Henri, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2707-1971

Jacqueline L. Boutet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacqueline Lemieux, agent d'immeubles, épouse divorcée de Jean-Louis Boutet, 2590, Plaza, François Rainville, 1270, Ernest-Lavigne, tous deux de Sillery, et Jacques Taschereau, 315, Laurier, Québec, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Jacque-

and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2821-1971

Bouchard & Vaudrin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Bouchard, grocer, 997 Cartier, René Bouchard, engineer, 3930 de la Sapinière, and Jacques Vaudrin, artist, 627 Niverville, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Bouchard & Vaudrin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and, 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 997 Cartier Street, Trois-Rivières, judicial district of Three-Riviers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1937-1971

Boulevard Kennedy auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Fortin, manufacturer, 18 Paix Boulevard, Robert Fréchette, insurance broker, Notre-Dame Street, both of St. Henri, and Monique Fortin, housewife, wife of Gaston Fortin, 3273 des Tilleuls, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Boulevard Kennedy auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 18 Paix Boulevard, St. Henri, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2707-1971

Jacqueline L. Boutet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacqueline Lemieux, realty agent, divorced wife of Jean-Louis Boutet, 2590 Plaza, François Rainville, 1270 Ernest-Lavigne, both of Sillery, and Jacques Taschereau, 315 Laurier, Québec, the latter two notaries, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and investment company, under the name of "Jacqueline

line L. Boutet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2591-1971

41146-o

Tancrède Boyer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Tancrède Boyer, épicier, Doris Daigneault, secrétaire, épouse dudit Tancrède Boyer, tous deux de 70, Roy, Ormstown, et Léonard Bergeron, commis de bureau, 110, chemin Larocque, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Tancrède Boyer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 72, rue Roy, Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2069-1971

41146-o

La brasserie de la Place inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mount-Royal, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, tous deux avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, brasseries, casse-croûtes et salles à manger, sous le nom de « La brasserie de la Place inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place du Canada, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2449-1971

41146-o

Cadrin machines inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Maurice Cadrin, Lucien Cadrin, tous deux négociants, de Saint-Anselme, et Marcel Têtu, comptable, 7962, Place des Jésuites, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines distributrices de toutes sortes, sous le nom de « Cadrin machines inc. »,

L. Boutet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2591-1971

41146

Tancrède Boyer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tancrède Boyer, grocer, Doris Daigneault, secretary, wife of said Tancrède Boyer, both of 70 Roy, Ormstown, and Léonard Bergeron, office clerk, 110 Larocque Road, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of Tancrède Boyer inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 72 Roy Street, Ormstown, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2069-1971

41146

La brasserie de la Place inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, both lawyers, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, taverns, snack bars, and dining-rooms, under the name of "La brasserie de la Place inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Place du Canada, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2449-1971

41146

Cadrin machines inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Cadrin, Lucien Cadrin, both traders, of St. Anselme, and Marcel Têtu, accountant, 7962 Place des Jésuites, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in distributing machines of all kinds, under the name of "Cadrin machines inc.", with a total capi-

avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anselme, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2444-1971

**Centre d'enseignement intensif de langues
(Montréal) inc.
Intensive Language Teaching Center
(Montreal) Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gérard Gravel, avocat, 388, rue Bonair, Beloeil, William H. Reynolds, 4202, rue Van Horne, Montréal, et Marcel Giroux, 1317, rue Brochu, Saint-Laurent, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et diriger un centre d'éducation linguistique avec les services d'études et de recherches appropriés, sous le nom de « Centre d'enseignement intensif de langues (Montréal) inc. — Intensive Language Teaching Center (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4586, boulevard Décarie, appartement 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

1434-1971

Centre d'escompte du couvre-plancher inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, et Jacques Larivière, 352, boulevard Quinn, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de couvre-planchers de toutes sortes, sous le nom de « Centre d'escompte du couvre-plancher inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2716-1971

Céramique Sainte-Agathe-des-Monts inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mai 1971, constituant

tal stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Anselme, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2444-1971

**Centre d'enseignement intensif de langues
(Montréal) inc.
Intensive Language Teaching Center
(Montreal) Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Gravel, lawyer, 388 Bonair Street, Beloeil, William H. Reynolds, 4202 Van Horne Street, Montreal, and Marcel Giroux, 1317 Brochu Street, St. Laurent, the latter two notaries, for the following purposes:

To organize, maintain and direct a linguistic teaching center with appropriate study and research services, under the name of "Centre d'enseignement intensif de langues (Montréal) inc. — Intensive Language Teaching Center (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4586 Décarie Boulevard, Apartment 4, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1434-1971

Centre d'escompte du couvre-plancher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, and Jacques Larivière, 352 Quinn Boulevard, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor coverings of all kinds, under the name of "Centre d'escompte du couvre-plancher inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at St. Luc, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2716-1971

Céramique Sainte-Agathe-des-Monts inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: Robert Fleurant, 148, Ste-Agathe, Arthur Fleurant, tous deux commerçants, et Berthe Légaré, ménagère, épouse dudit Arthur Fleurant, ces deux derniers de 150, Ste-Agathe, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire la pose et le commerce sous toutes ses formes de céramiques, de tuiles en céramique et toutes autres tuiles, sous le nom de « Céramiques Sainte-Agathe-des-Monts inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 150, rue Ste-Agathe, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2489-1971

Chandely Sportswear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation: Denis Tremblay, René Tremblay, tous deux commerçants, et Agathe Primeau, ménagère, épouse dudit René Tremblay, tous trois de Saint-Chrysostome, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles de toutes sortes, sous le nom de « Chandely Sportswear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Chrysostome, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2384-1971

Charbonneau, Allard, Pelletier & Forey Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean Charbonneau, 365, Barton, Mont-Royal, Yves Allard, 7, Albert, et Pierre Pelletier, 1425, Cap Éternité, ces deux derniers de Laval, tous trois courtiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Charbonneau, Allard, Pelletier & Forey Itée », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 40,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2928-1971

Cinetel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

ing: Robert Fleurant, 148 St. Agathe, Arthur Fleurant, both dealers, and Berthe Légaré, housewife, wife of the said Arthur Fleurant, the latter two of 150 St. Agathe, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To manufacture, lay, and deal in, ceramics, ceramic tiles and all other tiles, in all their forms, under the name of "Céramiques Sainte-Agathe-des-Monts inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 150 St. Agathe Street, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2489-1971

Chandely Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Tremblay, René Tremblay, both traders, and Agathe Primeau, housewife, wife of said René Tremblay, all three of Saint-Chrysostome, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and articles of all kinds, under the name of "Chandely Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Chrysostome, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2384-1971

Charbonneau, Allard, Pelletier & Forey Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Charbonneau, 365 Barton, Mount Royal, Yves Allard, 7 Albert, and Pierre Pelletier, 1425 Cap Éternité, the latter two of Laval, all three brokers, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Charbonneau, Allard, Pelletier & Forey Itée", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value and 40,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2928-1971

Cinetel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilles Morin, directeur, 2103, Bedford, Saint-Bruno-de-Montarville, Tolly Reviv, Havre des Iles, Pavillon A, app. 707, Laval, Roger Moride, 5169, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Claude Roussel, 2069, de Maisonneuve, app. 17, et Gilbert Gratton, 1975, de Maisonneuve, app. 2006, ces trois derniers de Montréal, ces quatre derniers cinéastes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et cinéastes et faire la reproduction d'images, photographies et cinématographies de toutes sortes, sous le nom de « Cinetel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

1132-1971

Club de raquetteurs Le Laval de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Le Couffe, 4735, St-Hubert, Bernard Aidans, tous deux opérateurs, Magella Saint-Laurent, ménagère, épouse dudit Bernard Aidans, tous deux de 4607, Mentana, Alice Daoust, commis, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Adrien St-Jacques, 3504, Désiry, et Claude Dufresne, menuisier, 2552, Monsabre, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Conserver les meilleures coutumes et les chansons de nos ancêtres, sous le nom de « Club de raquetteurs Le Laval de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,500.

Le siège social de la corporation est 4607, rue Mentana, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

1546-1971

Club sportif les Copains de Buckingham inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Gauthier, commerçant, 420, Principale, Guy Carrière, secrétaire, 105, Market, Jean-Guy Lalonde, gérant, 109, MacLaren ouest, Donat Dubuc, électricien, 581, Brady, Loyola Boisvert, constable, 846, Georges, Raymond Fillion, professeur, 200, 4e Concession, Robert Larivière, boucher, 162, Dorchester, Anatole Bouladier, entrepreneur, 675, Maple, tous huit de Buckingham, Bernard-J. McDonnell, officier PP, Angers, et Edward

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Morin, director, 2103 Bedford, Saint-Bruno-de-Montarville, Tolly Reviv, Havre des Iles, Pavillon A., Apt. 707, Laval, Roger Moride, 5169 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Claude Roussel, 2069 de Maisonneuve, Apt. 17, and Gilbert Gratton, 1975 de Maisonneuve, Apt. 2006, the latter three of Montreal, the latter four cinematographers, for the following purposes:

To carry on business as photographers and cinematographers and to reproduce pictures, photographs and films of all kinds, under the name of "Cinetel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1132-1971

Club de raquetteurs Le Laval de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roch Le Couffe, 4735 St-Hubert, Bernard Aidans, both operators, Magella Saint-Laurent, housewife, wife of said Bernard Aidans, both of 4607 Mentana, Alice Daoust, clerk, wife legally separated as to bed and board, of Adrien St-Jacques, 3504 Désiry, and Claude Dufresne, joiner, 2552 Monsabre, all of Montreal, for the following purposes:

To preserve the best customs and songs of our forbears, under the name of "Club de raquetteurs Le Laval de Montréal inc."

The amount to which is limited the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire or hold, is \$1,500.

The head office of the corporation is at 4607 Mentana Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1546-1971

Club sportif les Copains de Buckingham inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Gauthier, trader, 420 Main, Guy Carrière, secretary, 105 Market, Jean-Guy Lalonde, manager, 109 MacLaren West, Donat Dubuc, electrician, 581 Brady, Loyola Boisvert, constable, 846 Georges, Raymond Fillion, teacher, 200, 4th Concession, Robert Larivière, butcher, 162 Dorchester, Anatole Bouladier, contractor, 675 Maple, all eight of Buckingham, Bernard-J. McDonnell, P.P. Officer, Angers, and Edward Findlay,

Findlay, commis, route rurale 1, Masson, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social et sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club sportif les Copains de Buckingham inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 420, rue Principale, Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

226-1971

Codeco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Duchaine, 3326, de Périgny, Jacques-A. Boucher, 711, Place Horizon, tous deux conseillers en administration, Alain Schwartz, administrateur, 1603, avenue de Ranvozye, et Claude Tessier, étudiant, 714, Moreau, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Codeco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2403-1971

**Coffrage Capital Itée
Capital Formwork Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation: Marcel Laforest, entrepreneur, 8861, Viau, Saint-Léonard, Andrée Demers, fille majeure, 2250, 24e Rue, Laval, et Ginette Leblanc, épouse de Ligouri Thibeault, 10521, Sackville, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Coffrage Capital Itée — Capital Formwork Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8861, boulevard Viau, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2690-1971

clerk, Rural Route 1, Masson, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports club and to promote snowmobiling in particular, under the name of "Club sportif les Copains de Buckingham inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 420 Main Street, Buckingham, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

226-1971

Codeco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Duchaine, 3326 de Périgny, Jacques A. Boucher, 711 Place Horizon, both management consultants, Alain Schwartz, administrator, 1603 Ranvozye Avenue, and Claude Tessier, student, 714 Moreau, all four of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Codeco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2403-1971

**Coffrage Capital Itée
Capital Formwork Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Laforest, contractor, 8861 Viau, Saint-Léonard, Andrée Demers, spinster, 2250, 24th Street, Laval, and Ginette Leblanc, wife of Ligouri Thibeault, 10521 Sackville, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of material, under the name of "Coffrage Capital Itée — Capital Formwork Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 8861 Viau Boulevard, Saint-Léonard, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2690-1971

Commander Nickel Copper Mines Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Seymour D. Steinman, 5706, avenue Parkhaven, Côte Saint-Luc, Jean Lefrançois, 41, avenue Morrison, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, tous deux de Mont-Royal, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, tous quatre avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de «Commander Nickel Copper Mines Ltd.» (No personal liability), avec un capital total de \$7,500,000, divisé en 7,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du services des compagnies,

ROCH RIOUX,

2822-1971

41146

Les constructions Langevin inc.
Langevin Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Laurent Langevin, administrateur, Suzanne Langevin, ménagère, épouse dudit Laurent Langevin, tous deux de 364, Carrette, Thetford Mines, et Reynald Langevin, surintendant, 115, du Temple, Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions Langevin inc. — Langevin Construction Inc. » avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 115, rue du Temple, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

2691-1971

41146-o

Corporation Sanibec (Bas St-Laurent)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31, Wood, Ginette Talbot, 488, London, et Pierrette Mercier, 2294, de Rouville, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce et fournir des services sanitaires de tout genre, y compris des services de conciergerie, sous le nom de « Corporation Sanibec (Bas St-Laurent) », avec un capital total de \$40,000, divisé en

Commander Nickel Copper Mines Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour D. Steinman, 5706 Parkhaven Avenue, Côte Saint-Luc, Jean Lefrançois, 41 Morrison Avenue, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, both of Mount Royal, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, all four advocates, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Commander Nickel Copper Mines Ltd." (No personal liability), with a total capital stock of \$7,500,000, divided into 7,500,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

2822-1971

41146-o

Les constructions Langevin inc.
Langevin Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Langevin, administrator, Suzanne Langevin, housewife, wife of said Laurent Langevin, both of 364 Carrette, Thetford Mines, and Reynald Langevin, superintendent, 115 du Temple, Beauport, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions Langevin inc. — Langevin Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 115 du Temple Street, Beauport, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

2691-1971

41146

Corporation Sanibec (Bas St-Laurent)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31 Wood, Ginette Talbot, 488 London, and Pierrette Mercier, 2294 de Rouville, the latter three secretaries spinsters, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of providing sanitary services of all kinds, including janitor service, under the name of "Corporation Sanibec (Bas St-Laurent)", with a total capital stock of \$40,000, divided into

1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 76, 12e Avenue sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2481-1971

Diplomat Mining & Exploration Ltd.
(No personal liability)

Compagnie d'exploration minière Diplomate ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 29 avril 1971, constituant en corporation: Diane Benny, secrétaire, épouse de Gilbert Maheux, 6437, rue Marie Victorin, Montréal, Roland Buisson, 1544, avenue des Érables, Shawinigan, et Norman Lawson, 566, rue Bartleman, Timmins, ces deux derniers prospecteurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie minière, sous le nom de « Diplomat Mining & Exploration Ltd. » (No personal liability) — « Compagnie d'exploration minière Diplomate ltée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 1117 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 923, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146

2257-1971

Disques Majaro inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roger Magnan, chanteur-interprète, Xavier Monnerot-Dumaine, artiste, tous deux de 1227 Bernard ouest, app. 25, Outremont, et Jacques Théroix, homme d'affaires, 360, Laporte, Joliette, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de disques, cassettes, rubans sonores ou magnétoscopiques et tous autres moyens sonores de production ou de reproduction, sous le nom de « Disques Majaro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, suite 2315, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2411-1971

1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 76, 12th Avenue South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2481-1971

41146

Diplomat Mining & Exploration Ltd.
(No personal liability)

Compagnie d'exploration minière Diplomate ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diane Benny, secretary wife of Gilbert Maheux, 6437 Marie Victorin Street, Montreal, Roland Buisson, 1544 Maple Avenue, Shawinigan, and Norman Lawson, 566 Bartleman Street, Timmins, the latter two prospectors, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Diplomat Mining & Exploration Ltd." (No personal liability) — "Compagnie d'exploration minière Diplomate ltée" (Libre de responsabilité personnelle), with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, suite 923, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2257-1971

41146-o

Disques Majaro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Magnan, singer, Xavier Monnerot-Dumaine, artist, both of 1227 Bernard West, Apt. 25, Outremont, and Jacques Théroix, businessman, 360 Laporte, Joliette, for the following purposes:

To manufacture and deal in disc and tape recordings, audio and video tapes, and all other means of sound production and reproduction, under the name of "Disques Majaro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 2315, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2411-1971

41146

Distributions A. P. F. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Pineault, 440, Sherbrooke est, app. 1103, Gérard Fiset, 6752, 13^e Avenue, tous deux hommes d'affaires, et Blandine Arpin, femme d'affaires, épouse de Laurent Arpin, 3428, Colonial, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, revues, journaux et autres objets connexes, sous le nom de « Distributions A. P. F. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1030, rue Cherrier, suite 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2456-1971

Le Domaine de l'Étoile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Louis-Charles Fournier, stagiaire, 83, rue Notre-Dame, Laterrière, Gérald Aubin, 843, rue Bouchette, et Marc-André Bédard, 781, rue Baillargeon, ces deux derniers avocats, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Le Domaine de l'Étoile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2381-1971

Duravel Coverings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Guy Quesnel, 43, 15^e Rue, Roxboro, André Deslongchamps, 12215, Le Mesurier, et Serge Dubé, 4021, Vendôme, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de l'application de fibres de nylon sur diverses surfaces par procédés électro-statiques, sous le nom de « Duravel Coverings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Distributions A. P. F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Pineault, 440 Sherbrooke East, Apt. 1103, Gérard Fiset, 6752, 13th Avenue, both businessmen, and Blandine Arpin, businesswoman, wife of Laurent Arpin, 3428 Colonial, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in books, magazines, newspapers and other related articles, under the name of "Distributions A. P. F. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1030 Cherrier Street, suite 203, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2456-1971

Le Domaine de l'Étoile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Charles Fournier, article student, 83 Notre-Dame Street, Laterrière, Gérald Aubin, 843 Bouchette Street, and Marc-André Bédard, 781 Baillargeon Street, the latter two lawyers, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Le Domaine de l'Étoile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 110 Racine Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2381-1971

Duravel Coverings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Quesnel, 43, 15th Street, Roxboro, André Deslongchamps, 12215 Le Mesurier, and Serge Dubé, 4021 Vendôme, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and carry on business in the application of nylon fibres to various surfaces by electrostatic processes, under the name of "Duravel Coverings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 10394A, boulevard Gouin ouest, Roxboro, district judiciaire de Montreal.

The head office of the company is at 10394A Gouin Boulevard West, Roxboro, judicial district of Montreal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2143-1971

Director of the Companies Service.

ROCH RIOUX,

41146

2143-1971

Édifice Benoit Morin inc.

Édifice Benoit Morin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Benoit Morin, pharmacien, Claire Duquette, ménagère, épouse dudit Benoit Morin, tous deux de 555, 2e Avenue, et Gilles Morin, employé de pharmacie, 209, 1re Avenue, tous trois de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Morin, pharmacist, Claire Duquette, housewife, wife of the said Benoit Morin, both of 555, 2nd Avenue, and Gilles Morin, pharmacy employee, 209, 1st Avenue, all three of St. Georges East, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifice Benoit Morin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Édifice Benoit Morin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

The head office of the company is at St. Georges, judicial district of Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2653-1971

Director of the Companies Service.

ROCH RIOUX,

41146

2653-1971

Edper (Québec) Ltd.

Edper (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, autorisant la fusion de la compagnie « Beaconsfield Estate Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de juillet 1962, de la compagnie « Coldstream Development Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de juin 1961, de la compagnie « Contrecoeur Industrial Development Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour d'avril 1959, de la compagnie « Mont Tore Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de juin 1959, de la compagnie « Mont Tore Estates Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de juin 1959, de la compagnie « Investissements Plateau inc. — Plateau Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour de novembre 1963, et de la compagnie « St. Adèle Shopping Centre Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour d'avril 1958; toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Beaconsfield Estates Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of July, 1962, "Coldstream Development Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of June, 1961, "Contrecoeur Industrial Development Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of April, 1959, "Mont Tore Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 9th day of June, 1959, "Mont Tore Estates Corp.", incorporated by letters patent dated the 9th day of June, 1959, "Investissements Plateau inc. — Plateau Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of November, 1963, and "St. Adèle Shopping Centre Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of April, 1958, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, portefeuille et de mise en valeur, sous le nom de « Edper (Québec) Ltd. », avec un capital-actions divisé en 14,000 actions ordinaires sans valeur au pair, lesquelles peuvent être émises pour une considération maximum de \$40,000.

To carry on the business of an investment, holding and development company under the name of "Edper (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 14,000 common shares without par value which may be issued for a maximum consideration of \$40,000.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à 2055, rue Peel, local 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

41146

5282-70

Les élevages de St-Donat ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1971, constituant en corporation: J.-Michel Caron, professeur, Mercédès Servant, caissière, fille majeure, tous deux de 273, St-Robert, et Paul-Arthur Gendreau, avocat, 40, des Flandres, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

L'exploitation de toutes formes d'agricultures, y compris l'élevage, la sylviculture, l'apiculture, l'érablière, la culture fourragère et maraîchère, sous le nom de « Les élevages de St-Donat ltée », avec un capital divisé en 1,500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Donat, district judiciaire de Rimouski.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

41146-o

2480-1971

Les entrepôts Côté inc. Côté Warehouses Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Ronald Côté, gérant, 634, Lecavelier, Paul Côté, marchand, et Yolande Beauvillier, ménagère, épouse dudit Paul Côté, ces deux derniers de 3391, rue Rochambeau, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les entrepôts Côté inc. — Côté Warehouses Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

41146-o

1947-1971

Les entreprises Arpin & Legault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Roland Arpin, éducateur, 561, Leroyer,

The head office of the new company is at 2055 Peel Street, Suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41146-o

5282-70

Les élevages de St-Donat ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Michel Caron, teacher, Mercédès Servant, cashier, spinster, both of 273 St-Robert, and Paul-Arthur Gendreau, lawyer, 40 des Flandres, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business in all forms of agriculture, including stock-breeding, sylviculture, apiculture, maple-sugar industry, fodder and garden cultivation, under the name of "Les élevages de St-Donat ltée", with a capital stock divided into 1,500 common shares without nominal value and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Donat, judicial district of Rimouski.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

41146

2480-1971

Les entrepôts Côté inc. Côté Warehouses Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Côté, manager, 634 Lecavelier, Paul Côté, merchant, and Yolande Beauvillier, housewife, wife of the said Paul Côté, the latter two of 3391 Rochambeau Street, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors, tractors, farm machinery, farming implements and all their accessories and parts, under the name of "Les entrepôts Côté inc. — Côté Warehouses Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

41146

1947-1971

Les entreprises Arpin & Legault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Arpin, teacher, 561 Leroyer, St. Lambert,

Saint-Lambert, Fernand Legault, 364, Montclair, Rosemère, et Robert Arpin, 1184, Deauville, Laval, ces deux derniers restaurateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les entreprises Arpin & Legault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 411, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2419-1971

Entreprises Claveau Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gérard Claveau, entrepreneur, route rurale #1, Sainte-Luce, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, épouse de Paul Paquin, 5841, rue Chabot, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Entreprises Claveau Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Luce, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2454-1971

Les entreprises L.R.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Lemire, 7373, de La Malicorne, Anjou, Jean-Marie Rouillard, 3596, rue Ste-Famille, tous deux taverniers, et Bernard Bouchard, courtier d'assurances, 5670, boulevard l'Assomption, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les entreprises L.R.B. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9005, rue Sherbrooke est, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2793-1971

Les entreprises Navajo Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Fernand Legault, 364 Montclair, Rosemère, and Robert Arpin, 1184 Deauville, Laval, the latter two restaurant-keepers, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Les entreprises Arpin & Legault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 411 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2419-1971

Entreprises Claveau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Claveau, contractor, Rural Route #1, Sainte-Luce, Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, Lucille Roy, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, and Fernande Perreault, wife of Paul Paquin, 5841 Chabot Street, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Entreprises Claveau Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Luce, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2454-1971

Les entreprises L.R.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lemire, 7373 de La Malicorne, Anjou, Jean-Marie Rouillard, 3596 St. Famille Street, both tavern keepers, and Bernard Bouchard, insurance broker, 5670 Assomption Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les entreprises L.R.B. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9005 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2793-1971

Les entreprises Navajo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financia

patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Rodrigue Lemay, 1679, Trépanier, Loïc Pagé, 3585, Breard, tous deux ingénieurs, de Brossard, et Laval Rondeau, représentant, 1588, O'Brien, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Navajo ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 340 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1679, rue Trépanier, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2624-1971

**Les entreprises R.J.P.M. inc.
R.J.P.M. Enterprises Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Forest, 32, Laval, Francine Therrien, fille majeure, 444, Branly, tous deux professeurs, de Laval, et Jean-Louis Yockell, vendeur, 4590, Marquette, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises R.J.P.M. inc. — R.J.P.M. Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 32, rue Laval, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2625-1971

Les entreprises Robert Côté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Côté, industriel, 580, 80^e Rue ouest, Jacques Demers, comptable, 150, 73^e Rue ouest, tous deux de Charlesbourg, et Pierre Martin, avocat, 265, des Lilas ouest, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires et systèmes électriques de tous genres, sous le nom de « Les entreprises Robert Côté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 104, Godbout est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2629-1971

Épidermal limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodrigue Lemay, 1679 Trépanier, Loïc Pagé, 3585 Breard, both engineers, of Brossard, and Laval Rondeau, representative, 1588 O'Brien, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Navajo ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 340 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1679 Trépanier Street, Brossard, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2624-1971

**Les entreprises R.J.P.M. inc.
R.J.P.M. Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Forest, 32 Laval, Francine Therrien, spinster, 444 Branly, both teachers, of Laval, and Jean-Louis Yockell, salesman, 4590 Marquette, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises R.J.P.M. inc. — R.J.P.M. Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 32 Laval Street, Laval, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2625-1971

Les entreprises Robert Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Côté, manufacturer, 580, 80th Street West, Jacques Demers, accountant, 150, 73rd Street West, both of Charlesbourg, and Pierre Martin, lawyer, 265 des Lilas West, Québec, for the following purposes:

To deal in electrical accessories and systems of all kinds, under the name of "Les entreprises Robert Côté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 104 Godbout East, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2629-1971

Épidermal limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Daniel Grégoire, représentant, Hélène Bourgoïn, secrétaire, épouse dudit Daniel Grégoire, tous deux de 65, Sherbrooke est, et Charles-A. Grégoire, vétérinaire, 6880, 10e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits cosmétiques de toutes sortes, sous le nom de « Épidermal limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3250, Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o 2407-1971

Équipements électriques Turbide Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Lionel Turbide, entrepreneur, Lac-au-Saumon, Bertin Beaupré, électricien, et Annette Tremblay, ménagère, épouse dudit Bertin Beaupré, ces deux derniers de Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres-électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Équipements électriques Turbide Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o 2647-1971

Excavation Barabé Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation: Laurent Phoenix, rue St-Joseph, Isidore Barabé, tous deux industriels, et Jeannette T. Barabé, ménagère, épouse dudit Isidore Barabé, ces deux derniers de 899, Jacques-Cartier sud, tous trois de Farnham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Excavation Barabé Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 899, Jacques-Cartier sud, Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146 2479-1971

Excavation Loiselle & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Grégoire, representative, Hélène Bourgoïn, secretary, wife of the said Daniel Grégoire, both of 65 Sherbrooke East, and Charles-A. Grégoire, veterinarian, 6880, 10th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in cosmetics of all kinds, under the name of "Épidermal limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3250 Jean-Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 2407-1971

Équipements électriques Turbide Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Turbide, contractor, Lac-au-Saumon, Bertin Beaupré, electrician, and Annette Tremblay, housewife, wife of the said Bertin Beaupré, the latter two of Amqui, for the following purposes:

To carry on business as master electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Équipements électriques Turbide Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amqui, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 2647-1971

Excavation Barabé Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Phoenix, St. Joseph Street, Isidore Barabé, both manufacturers, and Jeannette T. Barabé, housewife, wife of the said Isidore Barabé, the latter two of 899 Jacques-Cartier South, all three of Farnham, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Excavation Barabé Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 899 Jacques-Cartier South, Farnham, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 2479-1971

Excavation Loiselle & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Réal Loiselle, opérateur, Saint-Timothée, Lucien Loiselle, homme d'affaires, et Yves Loiselle, étudiant, ces deux derniers de Sainte-Barbe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Excavation Loiselle & frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2127-1971

Fabrecon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michel St-Arnaud, ingénieur, route rurale #1, Vaudreuil, J.-Denis Bourdeau, contrôleur, 264, 7^e Avenue, et Georges Veillette, comptable, 100, boulevard des Prairies, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Fabrecon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3333, chemin du Souvenir, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2686-1971

Les fabricants de compacteurs de Montréal ltée

Montreal Compactors Manufacturers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Paul-Émile Cyr, administrateur, Gilles Cyr, contremaître, tous deux de 9166, 57^e Rue, et Jean-Paul Larouche, gérant, 5310, Desmarreau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils servant à la collection, l'entreposage et la destruction des vidanges et rebuts de toutes sortes, sous le nom de « Les fabricants de compacteurs de Montréal ltée — Montreal Compactors Manufacturers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2628-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Loiselle, operator, St. Timothée, Lucien Loiselle, businessman, and Yves Loiselle, student, the latter two of St. Barbe, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Excavation Loiselle & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Timothée, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2127-1971

Fabrecon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel St-Arnaud, engineer, Rural Route #1, Vaudreuil, J.-Denis Bourdeau, comptroller, 264, 7th Avenue, and Georges Veillette, accountant, 100 des Prairies Boulevard, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Fabrecon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3333 Souvenir Road, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2686-1971

Les fabricants de compacteurs de Montréal ltée

Montreal Compactors Manufacturers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Cyr, administrators, Gilles Cyr, foreman, both of 9166, 57th Street, and Jean-Paul Larouche, manager, 5310 Desmarreau, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in apparatus used for the removed, storage and destruction of garbage and waste material of all kinds, under the name of "Les fabricants de compacteurs de Montréal ltée — Montreal Compactors Manufacturers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2628-1971

**Fédération Québécoise des clubs de moto-neige
Québec Federation of Snowmobile Clubs**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond-F. Laguë, administrateur, Suzanne de Tremblay, ménagère, épouse dudit Raymond-F. Laguë, tous deux de 1365, avenue du Vallon, Beloeil, Gaston-P. Marchand, courtier d'assurances, 3967, Édouard Montpetit, Montréal, et Jean-Claude Gravel, comptable, 4373, Amos, app. 3, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Fédération Québécoise des clubs de moto-neige — Québec Federation of Snowmobile Clubs ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
1995-1971

41146-0

Flexodyne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gerhard Pflaum, homme d'affaires, 9346, Basile Routhier, Montréal, Frank Feith, ingénieur, 216, St-Denis, Saint-Lambert, et Jacques LaPlante, agent de relations extérieures, 7738, Lévesque, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils électriques, de chauffage, de machinerie de ferme ou de quelque autre nature, sous le nom de « Flexodyne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,850 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10746, avenue Salk, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2356-1971

41146-0

Garage Poirier et Lavoie Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Lavoie, garagiste, Jeannine Vaillancourt, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Lavoie, tous deux de 4666, boulevard Gouin, Montréal, Gaétan Poirier, garagiste, et Ghislaine Dorval, ménagère, épouse dudit Gaétan Poirier, ces deux derniers de 78, 17e Rue, Laval, pour les objets suivants:

**Fédération Québécoise des clubs de moto-neige
Québec Federation of Snowmobile Clubs**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond-F. Laguë, administrator, Suzanne de Tremblay, housewife, wife of said Raymond-F. Laguë, both of 1365 du Vallon Avenue, Beloeil, Gaston-P. Marchand, insurance broker, 3967 Édouard Montpetit, Montreal, and Jean-Claude Gravel, accountant, 4373 Amos, Apt. 3, Montreal North, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the material, cultural and social interests of its members, under the name of "Fédération Québécoise des clubs de moto-neige — Québec Federation of Snowmobile Clubs".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

Director of the Companies Service.

ROCH RIOUX,

1995-1971

41146

Flexodyne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerhard Pflaum, businessman, 9346 Basile Routhier, Montreal, Frank Feith, engineer, 216 St. Denis, St. Lambert, and Jacques LaPlante, external relations agent, 7738 Lévesque, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of electric appliances, heating systems, farm machinery and machinery of any other kind, under the name of "Flexodyne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$1 each and 3,850 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10746 Salk Avenue, Montreal North, judicial district of Montreal.

Director of the Companies Service.

ROCH RIOUX,

2356-1971

41146

Garage Poirier et Lavoie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Lavoie, garage operator, Jeannine Vaillancourt, housewife, wife of the said Jean-Claude Lavoie, both of 4666 Gouin Boulevard, Montreal, Gaétan Poirier, garage operator, and Ghislaine Dorval, housewife, wife of the said Gaétan Poirier, the latter two of 78, 17th Street, Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Poirier et Lavoie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2535-1971

Goulet Sport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Claude Masse, administrateur, Lorraine Legault, ménagère, épouse dudit Claude Masse, tous deux de 171, boulevard Clermont, Yvan Lapointe, nettoyeur, et Reine Verdon, ménagère, épouse dudit Yvan Lapointe, ces deux derniers de 109, de Gelais, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements et articles de sports de toutes sortes, sous le nom de « Goulet Sport inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8839, rue Basile-Routhier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2318-1971

Gratton, Saucier & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, boulevard McManamy, Sherbrooke, et Solange Crête, 202, Monseigneur Durand, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la vente d'assurances de tous genres, sous le nom de « Gratton, Saucier & associés inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 98,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 906, rue Pratt, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

41146-o

3345-1971

J. J. Geoffrion inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1971, constituant

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Garage Poirier et Lavoie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2535-1971

Goulet Sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Masse, administrator, Lorraine Legault, housewife, wife of the said Claude Masse, both of 171 Clermont Boulevard, Yvan Lapointe, cleaner, and Reine Verdon, housewife, wife of the said Yvan Lapointe, the latter two of 109 de Gelais, all four of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports clothes and articles of all kinds, under the name of "Goulet Sport inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8839 Basile-Routhier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2318-1971

Gratton, Saucier & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy Boulevard, Sherbrooke, and Solange Crête, 202 Monseigneur Durand, Coaticook, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To sell all kinds of insurance, under the name of "Gratton, Saucier & associés inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 98,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 906 Pratt Street, Outremont, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

41146

3345-1971

J. J. Geoffrion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incor-

en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « J. J. Geoffrion inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 780, Carré Thibault, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2361-1971

Habitation économiques Montarville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: René Ricard, administrateur, 11925, Dorchester est, Pointe-aux-Trembles, Bertrand Rousseau, commis, 5063, Amos, Montréal-Nord, et Raoul Paradis, vendeur, 10740, Lajeunesse, app. 319, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Habitations économiques Montarville inc. », avec un capital total de \$400,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2627-1971

**Hamelin Enterprises Inc.
Les Entreprises Hamelin inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Hamelin, vendeur, 289, de Jumonville, Boucherville, Claude Hamelin, opérateur, 2737, Mercier, Montréal, et Jocelyne Gravel, secrétaire, fille majeure, 915, avenue Suzanne, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Hamelin Enterprises Inc.—Les entreprises Hamelin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

1967-1971

porating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, St. Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch manufacturers, and carry on other like commerce, under the name of "J. J. Geoffrion inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,700 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 780 Carré Thibault, St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2361-1971

Habitation économiques Montarville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Ricard administrator, 11925 Dorchester East, Pointe-aux-Trembles, Bertrand Rousseau, clerk, 5063 Amos, Montreal North, and Raoul Paradis, salesman, 10740 Lajeunesse, Apt. 319, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials under the name of "Habitations économiques Montarville inc.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 100,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2627-1971

**Hamelin Enterprises Inc.
Les Entreprises Hamelin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Hamelin, salesman, 289 de Jumonville, Boucherville, Claude Hamelin, operator, 2737 Mercier, Montreal, and Jocelyne Gravel, secretary, spinster, 915 Susanne Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of all kinds, under the name of "Hamelin Enterprises Inc.—Les entreprises Hamelin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1967-1971

Heine et frère ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michel Pothier, avocat, 1657, Girouard, Jacques Pothier, stagiaire, 2580, Girouard, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Marie-Paule Cadorette, secrétaire, épouse de Jean-Guy Cadorette, 1505, Beauregard, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Heine et frère ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Liboire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

41146-o

1665-1971

Hôtel-Motels G. & G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yvette Villeneuve, secrétaire, épouse de Jean-Paul Emond, 3197, 6e Rue, Laval, Gaëtan Dupont, administrateur, et Jacqueline O'Leary, ménagère, épouse dudit Gaëtan Dupont, ces deux derniers de 644, Laurie-Crescent, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtels-Motels G. & G. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 644, Laurie-Crescent, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

41146-o

2768-1971

Impression B.T.V. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1971, constituant en corporation: Georges Dubé, 1105, avenue Belvédère, Québec, Roger Vallières, 2643, Brome, tous deux avocats, et Jean Beaulieu, étudiant, 960, rue Myrand, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la photographie et de la reproduction d'images, de documents, de plans, et de photographies de toutes sortes, sous le nom de « Impression B.T.V. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 18,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Heine et frère ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Pothier, lawyer, 1657 Girouard, Jacques Pothier, articulated student, 2580 Girouard, both of Saint-Hyacinthe, and Marie Paule Cadorette, secretary, wife of Jean Guy Cadorette, 1505 Beauregard, Saint-Joseph, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Heine et frère ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Liboire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

1665-1971

Hôtel-Motels G. & G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvette Villeneuve, secretary, wife of Jean-Paul Emond, 3197, 6th Street, Laval, Gaëtan Dupont, administrator, and Jacqueline O'Leary, housewife, wife of said Gaëtan Dupont, the latter two of 644 Laurie-Crescent, Greenfield Park, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtels-Motels G. & G. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 90,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 644 Laurie-Crescent, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2768-1971

Impression B.T.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Dubé, 1105 Belvédère Avenue, Québec, Roger Vallières, 2643 Brome, both lawyers, and Jean Beaulieu, student, 960 Myrand Street, the latter two of St-Foy, for the following purposes:

To carry on the business of photography and reproduction of pictures, documents, plans, and all kinds of photographs, under the name of "Impression B.T.V. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 18,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,200 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2354-1971

Jeune Chambre de St-Ambroise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Doris Tremblay, hôtelier, 456, Simard, Yvon Duchesne, caissier, rang 7, et Florent Tremblay, électronicien, 76, Tremblay, tous trois de Saint-Ambroise, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « Jeune Chambre de St-Ambroise inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2504-1971

Joaillerie La Bonne Pendule inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: André-P. Casgrain, 226, Sapinière, Marcel Crevier, 255, St-Jean Baptiste est, tous deux avocats, et Gisèle Labbé, secrétaire, fille majeure, 161, St-André, app. 6, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Agir comme joailliers, bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Joaillerie La Bonne Pendule inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2528-1971

Édouard Jobidon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Joseph-Édouard Jobidon, entrepreneur, Lorraine Verreault, ménagère, épouse dudit Joseph-Édouard Jobidon, tous deux de 2235, Gérin-Lajoie, Québec, et Suzanne Dumas, secrétaire, fille majeure, 2761, Louisbourg, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de ma-

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2354-1971

Jeune Chambre de St-Ambroise inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Doris Tremblay, hotel keeper, 456 Simard, Yvon Duchesne, cashier, Range 7, and Florent Tremblay, electronics worker, 76 Tremblay, all three of Saint-Ambroise, for the following purposes:

To interest the young in the economic, social and civic progress of their neighbourhood, under the name of "Jeune Chambre de St-Ambroise inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Ambroise, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2504-1971

Joaillerie La Bonne Pendule inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-P. Casgrain, 226 Sapinière, Marcel Crevier, 255 St. Jean Baptiste East, both lawyers, and Gisèle Labbé, secretary, spinster, 161 St. André, Apt. 6, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond dealers, watch manufacturers and carry on other like commerce, under the name of "Joaillerie La Bonne Pendule inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2528-1971

Édouard Jobidon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Édouard Jobidon, contractor, Lorraine Verreault, housewife, wife of the said Joseph-Édouard Jobidon, both of 2235 Gérin-Lajoie, Québec, and Suzanne Dumas, secretary, spinster, 2761 Louisbourg, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of

tériaux, sous le nom de « Édouard Jobidon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2626-1971

Laboratoire Jean-Pierre Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1971, constituant en corporation: François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, et Yvon Brizard, 1100, McGregor, app. 710, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits tels que rouges, rouge à lèvres, lotions toniques, crèmes et autres produits de toute sorte, sous le nom de « Laboratoire Jean-Pierre Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

1834-1971

Lacaille & Lapointe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gisèle Tourville, secrétaire, fille majeure, 3241, Forest Hill, Montréal, Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, et Benoit Rivet, 325, Joliette, app. 910, Longueuil, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Lacaille & Lapointe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$20 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2227-1971

Pierre Laguë Auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Laguë, Montréal, Pierre Laguë, tous deux hommes d'affaires, et Huguette Laguë, ména-

« Édouard Jobidon inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2626-1971

Laboratoire Jean-Pierre Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, and Yvon Brizard, 1100 McGregor, Apt. 710, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in products such as rouges, lipsticks, tonic lotions, beauty creams and other products of all kinds, under the name of "Laboratoire Jean-Pierre Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1834-1971

Lacaille & Lapointe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gisèle Tourville, secretary, spinster, 3241 Forest Hill, Montreal, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, and Benoit Rivet, 325 Joliette, Apt. 910, Longueuil, the latter two lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Lacaille & Lapointe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$20 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2227-1971

Pierre Laguë Auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Laguë, Montreal, Pierre Laguë, both businessmen, and Huguette Laguë, housewife, wife of

gère, épouse dudit Pierre Laguë, ces deux derniers de 395, chemin Richelieu, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Pierre Laguë Auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 395, chemin Richelieu, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 2648-1971

Larocque Sounding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michel Terreault, avocat, 275, Houle, Saint-Eustache, Gisèle Paquette, fille majeure, 6, 9e Avenue, Sainte-Thérèse-Ouest, et Elaine Roussin, épouse de Gilles Roussin, 54, Place Caron, Sainte-Thérèse, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de toutes sortes, sous le nom de « Larocque Sounding Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1215, rue Henri, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 2650-1971

Lave-auto Moderne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Denis Cadieux, avocat, Thérèse Marleau, ménagère, épouse dudit Jean-Denis Cadieux, tous deux de 10590, Bélair, Pierrefonds, et Roland Archambault, médecin, 11, Chauret, Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de lavage d'autos et de camions, contenants (containers) ainsi que l'outillage et la fabrication de toutes autres sortes d'appareils de lave-auto, sous le nom de « Lave-auto Moderne inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, St-Jacques ouest, suite 501, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 2767-1971

Leblanc distribution inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

the said Pierre Laguë, the latter two of 395 Richelieu Road, St. John's, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Pierre Laguë Auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 395 Richelieu Road, St. John's, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 2648-1971

Larocque Sounding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Terreault, lawyer, 275 Houle, St. Eustache, Gisèle Paquette, spinster, 6, 9th Avenue, St. Thérèse-West, and Elaine Roussin, wife of Gilles Roussin, 54 Place Caron, St. Thérèse, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on a general mining and quarrying business, under the name of "Larocque Sounding Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1215 Henri Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 2650-1971

Lave-auto Moderne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Denis Cadieux, lawyer, Thérèse Marleau, housewife, wife of said Jean-Denis Cadieux, both of 10590 Bélair, Pierrefonds, and Roland Archambault, physician, 11 Chauret, Sainte-Geneviève, for the following purposes:

To carry on the business of car, truck and container washing, and also that of equipment and manufacture of all other kinds of car-washing apparatus, under the name of "Lave-auto Moderne inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 60 St. James West, suite 501, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 2767-1971

Leblanc distribution inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Joseph-Eugène Dufour, fonctionnaire provincial, 3467, Carré Rochon, Gabriel Girard, employé de Simpson-Sears, 1654, Delaunay, tous deux de Sainte-Foy, et Bernard LeBlanc, coiffeur, 1650, avenue Rémy, Québec, pour les objets suivants:

Agir comme distributeur de publications publicitaires, sous le nom de « Leblanc distribution inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1650, avenue Rémy, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2215-1971

41146-o

Leduc Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Réjean Leduc, menuisier, Lilianne Charbonneau, ménagère, épouse dudit Réjean Leduc, tous deux de 345, Claude de Ramsay, Maurice Leduc, menuisier, et Fernande Aubertin, ménagère, épouse dudit Maurice Leduc, ces deux derniers de 342, Claude de Ramsay, tous quatre de Marieville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Leduc Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2071-1971

41146-o

M.S.J., électrique ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Maurice St-Jean, entrepreneur-électricien, Claire Saucier, ménagère, épouse dudit Maurice St-Jean, tous deux de 197, Champlain, et Pierre Fortin, comptable, 52, Joliette, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité et chauffage, sous le nom de « M.S.J., électrique ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 467 et 473, rue Perreault, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riève.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2744-1971

41146-o

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Eugène Dufour, Provincial civil servant, 3467 Carré Rochon, Gabriel Girard, Simpsons-Sears employee, 1654 Delaunay, both of St. Foy, and Bernard LeBlanc, hairdresser, 1650 Rémy Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on business as advertising publication distributors, under the name of "Leblanc distribution inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1650 Rémy Avenue, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2215-1971

41146

Leduc Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Leduc, joiner, Lilianne Charbonneau, housewife, wife of said Réjean Leduc, both of 345 Claude de Ramsay, Maurice Leduc, joiner, and Fernande Aubertin, housewife, wife of said Maurice Leduc, the latter two of 342 Claude de Ramsay, all four of Marieville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company under the name of "Leduc Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2071-1971

41146

M.S.J., électrique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice St-Jean, electrical contractor, Claire Saucier, housewife, wife of the said Maurice St-Jean, both of 197 Champlain, and Pierre Fortin, accountant, 52 Joliette, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as electrical and heating contractors, under the name of "M.S.J., électrique ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 467 and 473 Perreault Street, Sept-Iles, judicial district of Haute-riève.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2744-1971

41146

Maçonnerie Laurentide (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1971, constituant en corporation: Claude Boyer, 11754, Poutrincourt, Montréal, Gérard Latulippe, 8147, d'Aunis, Saint-Léonard, et Pierre Larue, 227, Monseigneur Charbonneau, Boucherville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Maçonnerie Laurentide (1971) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 570, boulevard des Prairies, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

681-1971

Maçonnerie Laurentide (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Boyer, 11754 Poutrincourt, Montreal, Gérard Latulippe, 8147 d'Aunis, St. Léonard, and Pierre Larue, 227 Monseigneur Charbonneau, Boucherville, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Maçonnerie Laurentide (1971) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 570 Boulevard des Prairies, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

681-1971

**Le marché d'alimentation G. & C. inc.
G. & C. Food Marquet Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Latour, courtier d'assurances, Yvon Desormeaux, notaire, tous deux de 37, St-Eustache, et Nicole Nicolas, secrétaire, fille majeure, 294, Renaud, app. 4, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter un marché d'alimentation, sous le nom de « Le marché d'alimentation G. & C. inc.—G. & C. Food Market Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 509, chemin Oka, Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2688-1971

**Le marché d'alimentation G. & C. inc.
G. & C. Food Marquet Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Latour, insurance broker, Yvon Desormeaux, notary, both of 37 St. Eustache, and Nicole Nicolas, secretary, spinster, 294 Renaud, Apt. 4, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To operate a food market, under the name of "Le marché d'alimentation G. & C. inc.—G. & C. Food Market Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 509 Oka Road, Deux-Montagnes, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2688-1971

Georges Mathieu Auto Center Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Favreau, gérant, 8195, Lafontaine, app. 2, Montréal, Georges Mathieu, garagiste, et Ghislaine Picard, ménagère, épouse dudit Georges Mathieu, ces deux derniers de 386C, 8e Avenue, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Georges Mathieu Auto Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Georges Mathieu Auto Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Favreau, manager, 8195 Lafontaine, Apt. 2, Montreal, Georges Mathieu, garage operator, and Ghislaine Picard, housewife, wife of the said Georges Mathieu, the latter two of 386C, 8th Avenue, Lasalle for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Georges Mathieu Auto Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2646-1971

**Les mines Somed Itée
(Libre de responsabilité personnelle)
Somed Mines Ltd.
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes en date du 6^e jour de mai 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Les mines Somed Itée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Somed Mines Ltd. » (No personal liability), avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2370-1971

**Nick's Discount Department Store Ltd.
Magasin à rayon et à escompte Nick Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Peter Parthimos, 90, Mozart ouest, Nick Parthimos, tous deux commerçants, et Angela Parthimos, ménagère, épouse dudit Nick Parthimos, ces deux derniers de 7262, Champagneur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Nick's Discount Department Store Ltd. — Magasin à rayon et à escompte Nick Itée », avec un capital total de \$4,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2116-1971

Olympiad-Motor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Vachon, marchand, Géraldine Labbé, ménagère, épouse dudit Gilles Vachon, tous deux de 3167, 7^e Rue, et Thomas Théorêt, teneur de

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2646-1971

**Les mines Somed Itée
(Libre de responsabilité personnelle)
Somed Mines Ltd.
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both lawyers, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Les mines Somed Itée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Somed Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2370-1971

**Nick's Discount Department Store Ltd.
Magasin à rayon et à escompte Nick Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Parthimos, 90 Mozart West, Nick Parthimos, both traders, and Angela Parthimos, housewife, wife of said Nick Parthimos, the latter two of 7262 Champagneur, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Nick's Discount Department Store Ltd. — Magasin à rayon et à escompte Nick Itée", with a total capital stock of \$4,000 divided into 40 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2116-1971

Olympiad-Motor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Vachon, merchant, Géraldine Labbé, housewife, wife of the said Gilles Vachon, both of 3167, 7th Street, and Thomas Théorêt, bookkeeper, 600

livres, 600, Franchère, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs, avions, véhicules à neige de toutes sortes, équipement à neige, articles de sport en général, et toutes leurs parties et accessoires, sous le nom de « Olympiad-Motor Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 9,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9166, boulevard Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1931-1971

41146-o

Les palettes St-Janvier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre Thomas, 250, des Écores, Laval, Armand Poupart fils, 6177, Despreaux, Saint-Léonard, et Luc Racicot, 146, St-Alexandre, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les palettes St-Janvier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Janvier-de-Lacroix, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

1216-1971

41146-o

Les placements Bromont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Émile Verdier, agent d'immeuble, Michel Désourdy, comptable, tous deux de Bromont, et René Pepin, vendeur, Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Bromont inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

2174-1971

41146-o

**Placements Trialex inc.
Trialex Investments Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Franchère, all three of Laval, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, motors, aeroplanes, snow vehicles of all kinds, snow equipment, sports articles in general, and all related parts and accessories, under the name of "Olympiad-Motor Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9166 Lajeunesse Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1931-1971

Les palettes St-Janvier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Thomas, 250 Des Écores, Laval, Armand Poupart, junior, 6177 Despreaux, Saint-Léonard, and Luc Racicot, 146 St-Alexandre, Longueuil, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les palettes St-Janvier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Janvier-de-Lacroix, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1216-1971

Les placements Bromont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Verdier, real estate agent, Michel Désourdy, accountant, both of Bromont, and René Pépin, salesman, Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Bromont inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2174-1971

**Placements Trialex inc.
Trialex Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 10^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Hamel, notaire, 5567, avenue Verdun, Verdun, Simon Sabourin, administrateur, 475, Red Cross, et Fernand Caron, commerçant, 8479, boulevard Lasalle, ces deux derniers de Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Trialex inc.—Trialex Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 19,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2431-1971

**Les plastiques Norab inc.
Norab Plastic Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: André-H. Baron, industriel, 4735, rue St-Zotique est, Barnabas Vizkelety, avocat, 4426, Circle Road, et Helen Adam, secrétaire, épouse de Manfred Adam, 4462 Padoue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matières plastiques et chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Les plastiques Norab inc.—Norab Plastic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1850, rue Nicolet Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2733-1971

André Picard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Gauthier, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Daniel Blanchette, 3, Goya, Candiac, tous deux avocats, et Pierre Poupart, stagiaire, 1567, de Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des clubs en vue de la pratique et de la promotion des sports et de la culture physique, sous le nom de « André Picard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Hamel, notary, 5567 Verdun Avenue, Verdun, Simon Sabourin, administrator, 475 Red Cross, and Fernand Caron, trader, 8479 Lasalle Boulevard, the latter two of Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Trialex inc.—Trialex Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 19,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2431-1971

**Les plastiques Norab inc.
Norab Plastic Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-H. Baron, manufacturer, 4735 St. Zotique Street East, Barnabas Vizkelety, lawyer, 4426 Circle Road, and Helen Adam, secretary, wife of Manfred Adam, 4462 Padoue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and chemicals of all kinds, under the name of "Norab Plastic Inc.—Les plastiques Norab inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1850 Nicolet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2733-1971

André Picard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gauthier, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Daniel Blanchette, 3 Goya, Candiac, both lawyers, and Pierre Poupart, articulated student, 1567 de Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To operate clubs for the practice and promotion of sports and physical training, under the name of "André Picard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2119-1971

Place Casot Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Isidore Parent, 1191, Eugène Hamel, Eugène Parent, 2360 de la Promenade, Henri Parent, 3623, Espéranto, et Yvon Faucher, 3583 Bois de Chêne, tous quatre constructeurs de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Place Casot Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1041, route de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2689-1971

Place Y. Girard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yvon Girard, hôtelier, 539, Hughes, Rolande Ouellet, secrétaire, épouse de Onil Landry, 4, Marc-Aurèle Fortin, et Maurice Ferland, gérant, 648, Pouliot, #3, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Place Y. Girard inc. » avec un capital total de \$35,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3496, boulevard Dagenais, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2748-1971

Plomberie C.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Florian Décarie, 198, Dumont, Beloeil, Georges-Aimé Chagnon, tous deux plombiers, et Liette Mailhot, ménagère, épouse dudit Georges-Aimé Chagnon, ces deux derniers de 3215, boulevard Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie C.D. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et en 399 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Rural Route Number 1, St. Donat, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2119-1971

Place Casot Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isidore Parent, 1191 Eugène Hamel, Eugène Parent, 2360 de la Promenade, Henri Parent, 3623 Espéranto, and Yvon Faucher, 3583 Bois de Chêne, all four builders of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Place Casot Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1041 Route de l'Église, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2689-1971

Place Y. Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Girard, innkeeper, 539 Hughes, Rolande Ouellet, secretary, wife of Onil Landry, 4 Marc Aurèle Fortin, and Maurice Ferland, manager, 648 Pouliot, #3, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a realty company, under the name of "Place Y. Girard inc.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 350 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3496 Dagenais Boulevard, Laval, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2748-1971

Plomberie C.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Florian Décarie, 198 Dumont, Beloeil, Georges-Aimé-Chagnon, both plumbers, and Liette Mailhot, housewife, wife of the said Georges-Aimé Chagnon, the latter two of 3215 Lévesque Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie C.D. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each and 399 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 3215, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2520-1971

Polyger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Bourgoïn, contrôleur, 114, Joly, #9, Denis Chouinard, principal adjoint, 5, St-Jean Baptiste, Paul-André Bastille, 38, St-Cyrille, Marc d'Amours, 36C, Alexandre, Camille Roy, 126, Laval, Gilles Couture, 220, St-Pierre, #7, Yvon Couillard, 10, St-Georges, Gérard Ross, 71, Fraser, Michel Lafrance, 188A, Témiscouata, Jacques Rioux, 132, St-André, Serge Dumont, 16, Charles, Roger Fournier, 188B, Témiscouata, tous douze de Rivière-du-Loup, Raynald Dumont, Saint-Alexandre, et Régis Malenfant, Saint-Antonin, ces douze derniers professeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Polyger inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

848-1971

Poncet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant en corporation: Luc Parent, 560, avenue Carlyle, Mont-Royal, Pierre Laforest, 4858, Côte des Neiges, tous deux avocats, et Berthe Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 1656, boulevard St-Joseph, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « Poncet inc. », avec un capital de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2457-1971

Prêts St-Charles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gratien Boily, 950, Bougainville, Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette,

The head office of the company is at 3215 Lévesque Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2520-1971

Polyger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Bourgoïn, comptroller, 114 Joly, #9, Denis Chouinard, chief assistant, 5 St. Jean Baptiste, Paul-André Bastille, 38 St. Cyrille, Marc d'Amours, 36C Alexandre, Camille Roy, 126 Laval, Gilles Couture, 220 St. Pierre, #7, Yvon Couillard, 10 St. Georges, Gérard Ross, 71 Fraser, Michel Lafrance, 188A Témiscouata, Jacques Rioux, 132 St. André, Serge Dumont, 16 Charles, Roger Fournier, 188B Témiscouata, all twelve of Rivière-du-Loup, Raynald Dumont, Saint-Alexandre, and Régis Malenfant, Saint-Antonin, the latter twelve teachers, for the following purposes:

To carry on business as an investment, real estate, building and holding company, under the name of "Polyger inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

848-1971

Poncet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Parent, 560 Carlyle Avenue, Mount Royal, Pierre Laforest, 4858 Côte des Neiges, both lawyers, and Berthe Lafontaine, secretary, spinster, 1656 St-Joseph Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Poncet inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2457-1971

Prêts St-Charles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gratien Boily, 950 Bougainville, Paule Gauthier, spinster, 630 Père Marquette, both of Qué-

tous deux de Québec, Henri LaRue, 2660, des Forges, Alphonse Lacasse, 3339, Hertel, et Jean-H. Gagné, 1640, des Rocs, ces trois derniers de Sainte-Foy, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Prêts St-Charles inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 10,400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, rue Dorchester sud, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2771-1971

J. G. Prevost assurances inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Marie-Paule Bureau, 7207, Blondin, Saint-Léonard, Camille Marineau, 446, chemin Normandie, Laval, et Lise Lalonde, 1472, Ontario est, Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « J.G. Prevost assurances inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

1894-1971

Les producteurs des Cantons de l'Est inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul Laliberté, 181, Langevin, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, Belzile, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Les producteurs des Cantons de l'Est inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2422-1971

41146-o

bec, Henri LaRue, 2660 des Forges, Alphonse Lacasse, 3339 Hertel, and Jean-H. Gagné, 1640 des Rocs, the latter three of St. Foy, all lawyers, for the following purposes:

To carry on any of all lines of business as money lenders, under the name of "Prêts St-Charles inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 10,400 common shares of \$10 each and 4,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 80 Dorchester Street South, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2771-1971

J. G. Prevost assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Paule Bureau, 7207 Blondin, St. Léonard, Camille Marineau, 446 Normandie Road, Laval, and Lise Lalonde, 1472 Ontario East, Montreal, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "J.G. Prevost assurances inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 370 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

1894-1971

Les producteurs des Cantons de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Boulevard, Paul Laliberté, 181 Langevin, both lawyers, and Claudette Lauzier, secretary, spinster, 314 Belzile, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a wholesale business in fruit, vegetables and all kinds of manufactured foodstuffs as well as produce of the soil, vineyard and trees, under the name of "Les producteurs des Cantons de l'Est inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2422-1971

Les productions Dodre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Lawrence Lauriault, 2, Place Alexis Nihon, Montréal, Aimée Sylvestre, épouse divorcée de Camille Henry, tous deux artistes, et Émerentienne Dupuis, ménagère, épouse de Jean-Noël Sylvestre, ces deux derniers de 7410, Place Mozart, Brossard, pour les objets suivants:

Produire, réaliser, monter, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, louer des films, rubans magnéto-copiques, disques, rubans sonores et toutes reproductions de sons et/ou d'images, sous le nom de « Les productions Dodre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7410, Place Mozart, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2412-1971

**Produits chimiques Cobel Itée
Cobel Chemicals Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lise de Carufel, ménagère, épouse de Joseph Côté, 12100, Filion, Rosaire Bélisle, homme d'affaires, et Jannine Alarie, ménagère, épouse dudit Rosaire Bélisle, ces deux derniers de 6015, de Jumonville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, manufacturer et faire le commerce de produits chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Produits chimiques Cobel Itée — Cobel Chemicals Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Angèle, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

1659-1971

Les publications Samedi-Dimanche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Philip Vanson, 60, Station, Maple Grove, Laurent Cyr, 49 Morell, tous deux journalistes, et Jean-Pierre Landry, comptable, 128, Ellice, ces deux derniers de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les publications Samedi-Dimanche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordi-

Les productions Dodre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lawrence Lauriault, 2 Alexis Nihon Place, Montreal, Aimée Sylvestre, divorced wife of Camille Henry, both artists, and Émerentienne Dupuis, housewife, wife of Jean-Noël Sylvestre, the latter two of 7410 Mozart Place, Brossard, for the following purposes:

To produce, direct, stage, distribute, buy, sell, import, export and rent films, video tapes, records, sound tapes, and all reproductions of sounds and/or pictures, under the name of "Les Productions Dodre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 7410 Mozart Place, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2412-1971

**Produits chimiques Cobel Itée
Cobel Chemicals Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise de Carufel, housewife, wife of Joseph Côté, 12100 Filion, Rosaire Bélisle, businessman, and Jannine Alarie, housewife, wife of the said Rosaire Bélisle, the latter two of 6015 de Jumonville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company and to manufacture and deal in chemicals of all kinds, under the name of "Produits chimiques Cobel Itée — Cobel Chemicals Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Angèle, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

1659-1971

Les publications Samedi-Dimanche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philip Vanson, 60 Station, Maple Grove, Laurent Cyr, 49 Morell, both journalists, and Jean-Pierre Landry, accountant, 128 Ellice, the latter two of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and to deal in other similar businesses, under the name of "Les publications Samedi-Dimanche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into

naires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Léry, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2337-1971

Q.M.H. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Raymond Boyer, avocat, 62, boulevard Duhamel, Pincourt, Francine Chamberland, épouse de Yvon Crevier, 7265, Sagard, Montréal, et Yvonne Lu, épouse de Jean-Pierre Michel, 250, Bishop Power, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de chariots-élévateurs, machines, moteurs, outils, instruments et accessoires semblables, sous le nom de « Q.M.H. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 1,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2498-1971

Quincaillerie Bélisle & Bélisle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie Bélisle & Bélisle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Augustin, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2805-1971

Les restaurants B & R incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Yvon Rodrigue, restaurateur, Berge-

1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Léry, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2337-1971

Q.M.H. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Boyer, lawyer, 62 Duhamel Boulevard, Pincourt, Francine Chamberland, wife of Yvon Crevier, 7265 Sagard, Montreal, and Yvonne Lu, wife of Jean-Pierre Michel, 250 Bishop Power, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

to manufacture and deal in lift-trucks, machines, motors, tools and similar apparatus and accessories, under the name of "Q.M.H. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 1,000 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and 150 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2498-1971

Quincaillerie Bélisle & Bélisle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To operate a hardware store, under the name of "Quincaillerie Bélisle & Bélisle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St. Augustin, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2805-1971

Les restaurants B & R incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Rodrigue, restaurateur, Bergerette Ran-

rette Rancourt, employée de bureau, épouse dudit Yvon Rodrigue, tous deux de 221, 43^e Rue Gilles Bernier, annonceur à la radio, et Doris Rodrigue, ménagère, épouse dudit Gilles Bernier, ces deux derniers de 207, 3^e Avenue est, tous quatre de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les restaurants B & R incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2652-1971

Restaurants M & R inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurants M & R inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 450, rue Sherbrooke est, suite 450, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2680-1971

Restaurants S.S.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jannette Fournier, secrétaire, fille majeure, 3465, Hutchison, Montréal, Pierre Bédard, comptable agréé, 2900, boulevard Graham, et Gilles-G. Tessier, avocat, 445, Grenfell, ces deux derniers de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurants S.S.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2369-1971

Pierre Richard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

court, office employee, wife of said Yvon Rodrigue, both of 221, 43rd Street, Gilles Bernier, radio announcer, and Doris Rodrigue, housewife, wife of said Gilles Bernier, the latter two of 207, 3rd Avenue East, all four of Saint-Georges East, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les restaurants B & R incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2652-1971

Restaurants M & R inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurants M & R inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 450 Sherbrooke Street East, suite 450, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2680-1971

Restaurants S.S.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeannette Fournier, secretary, spinster, 3465 Hutchison, Montreal, Pierre Bédard, chartered accountant, 2900 Graham Boulevard and Gilles-G. Tessier, lawyer, 445 Grenfell, the latter two of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurants S.S.L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2369-1971

Pierre Richard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Albert Roberge, administrateur, 8202, rue Rameau, Montréal, Pierre Richard, garagiste, et Carole Brunet, ménagère, épouse dudit Pierre Richard, ces deux derniers de 7140, rue Albert, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs parties et accessoires, sous le nom de « Pierre Richard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6666, rue Marseille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-0

2710-1971

Salim inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, stagiaire, 1130, Scott, Yolande Mercier, 135, 26e Rue, Nicole Trottier, 17, Ste-Ursule, tous trois de Québec, Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, toutes trois secrétaires, Charlotte Roberge, stagiaire, 2667, Jean Brillant, toutes quatre filles majeures, Suzanne Roy, épouse de Denis Roy, 3053, Boulogne, toutes deux de Sainte-Foy, et Irène Fortin, épouse de Patrick Fortin, 1825, Drouin, Giffard, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et épiceries de toutes sortes et faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Salim inc. », avec un capital total de \$407,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 2,800 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-0

2070-1971

Société pétrolière E.L.F. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de mai 1971, constituant en corporation: Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, Nicole Trottier, 17, Ste-Ursule, Québec, et Yolande Mercier, 4725, 3e Avenue ouest, Charlesbourg, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Agir comme société pétrolière, sous le nom de « Société pétrolière E.L.F. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Roberge, administrator, 8202 Rameau Street, Montreal, Pierre Richard, garage operator, and Carole Brunet, housewife, wife of the said Pierre Richard, the latter two of 7140 Albert Street, St. Léonard, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors and all related parts and accessories, under the name of "Pierre Richard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6666 Marseille Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2710-1971

Salim inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Vaillancourt, articulated student, 1130 Scott, Yolande Mercier, 135, 26th Street, Nicole Trottier, 17 St. Ursule, all three of Québec, Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, all three secretaries, Charlotte Roberge, articulated student, 2667 Jean Brillant, all four spinsters, Suzanne Roy, wife of Denis Roy, 3053 Boulogne, both of St. Foy, and Irène Fortin, wife of Patrick Fortin, 1825 Drouin, Giffard, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in food products and groceries of all kinds and to carry on business as an investment company, under the name of "Salim inc.", with a total capital stock of \$407,000, divided into 700 common shares of \$10 each, 1,200 class "A" preferred shares of \$100 each and 2,800 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2070-1971

Société pétrolière E.L.F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, Nicole Trottier, 17 Ste-Ursule, Québec, and Yolande Mercier, 4725, 3rd Avenue West, Charlesbourg, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as a petroleum company, under the name of "Société pétrolière "E.L.F. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 2054, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2622-1971

Somatex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gérard Châteauneuf, agent manufacturier, Colette Bilodeau, ménagère, épouse dudit Gérard Châteauneuf, tous deux de 718, Simoneau, et Jean-Charles Nadeau, marchand, 308, Notre-Dame nord, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits et sous-produits textiles, sous le nom de « Somatex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 201, Cyr ouest, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2482-1971

Studio Jean Sauvageau Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de disques et de films, sous le nom de « Studio Jean Sauvageau Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,900 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5654, rue Gatineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

2373-1971

Tabagie Laurette limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jules-A. Thériault, administrateur, Laurette Santerre, commerçante, épouse dudit Jules-A. Thériault, tous deux de 64, Holliday, et Juliette Boucher, ménagère, veuve de Émile Thériault, 588, Humphrey, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 2054 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2622-1971

Somatex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Châteauneuf, manufacturer, Colette Bilodeau, housewife, wife of the said Gérard Châteauneuf, both of 718 Simoneau, and Jean-Charles Nadeau, merchant, 308 Notre-Dame North, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in textile products and by-products, under the name of "Somatex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 201 Cyr West, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2482-1971

Studio Jean Sauvageau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of St. Laurent, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as producers and publishers of recordings and films, under the name of "Studio Jean Sauvageau Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each and 39,900 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5654 Gatineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2373-1971

Tabagie Laurette limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules-A. Thériault, administrator, Laurette Santerre, dealer, wife of the said Jules-A. Thériault, both of 64 Holliday, and Juliette Boucher, housewife, widow of Émile Thériault, 588 Humphrey, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

Exploiter une tabagie, sous le nom de « Tabagie Laurette limitée », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2392-1971

41146-o

J. Tardif auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jules Tardif, garagiste, Marguerite Lambert, maîtresse de maison, épouse dudit Jules Tardif, tous deux de 15, Girouard, Arthabaska, et Gérard Tardif, entrepreneur, Lotbinière, pour les objets suivants:

Faire le commerce des automobiles, camions, moteurs, avions, moteurs d'avion, canots-automobiles, appareils de radio, congélateurs, et autres appareils électriques, ou électroniques, bicyclettes, motocyclettes, et toutes leurs parties ou accessoires, sous le nom de « J. Tardif auto inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 272, rue Laurier, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2548-1971

41146-o

Taxi Acton inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1971, constituant en corporation: Denis Mailhot, chauffeur de taxis, Acton Vale, Monique Marchand, fille majeure, 438, St-Hubert, et Gisèle Pelletier, épouse de Nova Hains, 404, St-Viateur est, ces deux dernières secrétaires, de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxi Acton inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2611-1971

41146-o

Thundercraft Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Perreault, 4680, Montclair, Normand Duval, 10980, Pasteur, et Guy Saint-Aubin, 2185, Nicolas-Perrot, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

To operate a tobacconist store, under the name of "Tabagie Laurette limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

J. Tardif auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Tardif, garage operator, Marguerite Lambert, housewife, wife of the said Jules Tardif, both of 15 Girouard, Arthabaska, and Gérard Tardif, contractor, Lotbinière, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, motors, aeroplanes, aeroplane motors, motor boats, radios, refrigerators and other electric or electronic appliances, bicycles, motorcycles, and all related parts and accessories, under the name of "J. Tardif auto inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 272 Laurier Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

Taxi Acton inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Mailhot, taxi driver, Acton Vale, Monique Marchand, spinster, 438 St-Hubert, and Gisèle Pelletier, wife of Nova Hains, 404 St. Viateur East, the latter two secretaries, of Granby, for the following purposes:

To operate a taxi station, under the name of "Taxi Acton inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

Thundercraft Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Perreault, 4680 Montclair, Normand Duval, 10980 Pasteur, and Guy Saint-Aubin, 2185 Nicolas-Perrot, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de minerais, métaux, produits chimiques et autres préparations, sous le nom de « Thundercraft Industries Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 300, Landsdowne, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2420-1971

Tourunik inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Laurin, 75, Glengarry, app. 105, Montréal, Jean-Marc Raymond, 435, Gérald, Lasalle, et J.-Édouard Labelle, 100, Gaspé, app. 711, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter dans leurs spécialités des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Tourunik inc. », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3430, rue St-Denis, bureau 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2053-1971

Traverse Oka inc. Oka Ferry Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Claude Léger, industriel, Gisèle Poupert, épouse dudit Claude Léger, et Ruby Pilon, veuve de Jean Léger, ces deux dernières ménagères, tous trois de Hudson, pour les objets suivants:

Faire le transport de passagers et de marchandises par voie d'eau, sous le nom de « Traverse Oka inc. — Oka Ferry Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Principale, Hudson, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2473-1971

Turoma plastic ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean Maranda, directeur de service financier, 2035, Laroche, Québec, Clermont Turgeon, industriel, et Ursule Turgeon, secrétaire, épouse dudit

To manufacture and deal in minerals, metals, chemicals and other preparations, under the name of "Thundercraft Industries Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 300 Landsdowne, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2420-1971

Tourunik inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Laurin, 75 Glengarry, Apt. 105, Montreal, Jean-Marc Raymond, 435 Gérald, Lasalle, and J.-Édouard Labelle, 100 Gaspé, Apt. 711, Verdun, all three lawyers, for the following purposes:

To operate ticket reservation agencies and tourist bureaus in all their branches, under the name of "Tourunik inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares without nominal value and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3430 St. Denis Street, Office 102, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2053-1971

Traverse Oka inc. Oka Ferry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Léger, manufacturer, Gisèle Poupert, wife of said Claude Léger, and Ruby Pilon, widow of Jean Léger, the latter two housewives, all three of Hudson, for the following purposes:

To transport passengers and goods by boat, under the name of "Traverse Oka inc. — Oka Ferry Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Main Street, Hudson, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2473-1971

Turoma plastic ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Maranda, finance department director, 2035 Laroche, Québec, Clermont Turgeon, manufacturer, and Ursule Turgeon, secretary, wife of the

Clermont Turgeon, ces deux derniers de 28, des Carrières, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Turoma plastic ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2637-1971

41146-o

Turpin Chemicals Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1971, constituant en corporation: Richard Brouillette, homme d'affaires, Madeleine Cusson, ménagère, épouse dudit Richard Brouillette, tous deux de 2977, de Lyon, Longueuil, Claude Turpin, homme d'affaires, et Mérisa Turpin, ménagère, veuve de Raoul Turpin, ces deux derniers de 11792, boulevard Langelier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de nettoyeurs, cires, savons, brosses et autres produits sanitaires, sous le nom de « Turpin Chemicals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2580-1971

41146-o

The Verdun Motor Boat Club Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions sous le nom de « The Verdun Motor Boat Club Incorporated », la corporation déjà constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Clubs de Récréation, statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 257, le ou vers le 6 février 1922, et ce, pour les objets suivants:

Stimuler, favoriser, encourager et apporter la mise en valeur, l'amélioration, la préservation, l'entretien et le maintien du fleuve Saint-Laurent et des environs.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la nouvelle corporation sera au chalet 1, avenue Hickson, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2335-71

41146

said Clermont Turgeon, the latter two of 28 des Carrières, Charlesbourg, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics of all kinds, under the name of "Turoma plastic ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2637-1971

41146

Turpin Chemicals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Brouillette, businessman, Madeleine Cusson, housewife, wife of said Richard Brouillette, both of 2977 De Lyon, Longueuil, Claude Turpin, businessman, and Mérisa Turpin, housewife, widow of Raoul Turpin, the latter two of 11792 Langelier Boulevard, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in cleaners, waxes, soaps, brushes and other sanitary products, under the name of "Turpin Chemicals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2580-1971

41146

The Verdun Motor Boat Club Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate as a corporation without share capital under the name of "The Verdun Motor Boat Club Incorporated", the corporation already incorporated under the Provisions of the Amusement Clubs' Act, Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 257, on or around February 6, 1922, and such, for the following purposes:

To promote, foster, encourage and procure the development, improvement, preservation, maintenance and upkeep of the St. Lawrence River, and the area.

The amount to which the value of the immoveable property of the new corporation may own or hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the new corporation will be at Chalet 1, Hickson Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
2335-71

41146-o

Viger, Laflamme, Deniger & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, d'Anjou, et Jacques Larivière, 352, boulevard Quinn, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Viger, Laflamme, Deniger & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2715-1971

Voyagex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Marius Couture, agent de voyage, 371, 17e Rue, Armand Champagne, industriel, 85, Sapinière Dorion ouest, et Daniel Couture, technicien, 325, 26e Rue, app. 3, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Voyagex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2366-1971

Maurice Watier Québec Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michael Dennis, 681, Grosvenor, Jacques Tétrault, 460, Wood, tous deux de Westmount, et Graham Nesbitt, 1524, des Pins ouest, app. 3, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, libraires, papetiers, imprimeurs, graveurs, traducteurs et publicistes, sous le nom de « Maurice Watier Québec Itée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o

2763-1971

Viger, Laflamme, Deniger & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 d'Anjou, and Jacques Larivière, 352 Quinn Boulevard, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Viger, Laflamme, Deniger & associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2715-1971

Voyagex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Couture, travel agent, 371, 17th Street, Armand Champagne, manufacturer, 85 Sapinière Dorion West, and Daniel Couture, technician, 325, 26th Street, Apt. 3, all three of Québec, for the following purposes:

To operate in all its branches ticket reservation agencies and tourist offices, under the name of "Voyagex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2366-1971

Maurice Watier Québec Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Dennis, 681 Grosvenor, Jacques Tétrault, 460 Wood, both of Westmount, and Graham Nesbitt, 1524 des Pins West, Apt. 3, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as publishers, booksellers, stationers, printers, engravers, translators and publicists, under the name of "Maurice Watier Québec Itée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

2763-1971

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

A & F Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A & F Industries Ltd. », constituée en corporation le 11 novembre 1968, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 5192-68

**Léo Sedley Agencies Inc.
Les Agences Léo Sedley inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Léo Sedley Agencies Inc.—Les Agences Léo Sedley inc. », constituée en corporation le 18 février 1964, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 810-64

Bestsite Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bestsite Investments Ltd. », constituée en corporation le 21 décembre 1961, à compter du 30 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 16154-61

**La Cie d'Aluminium Simalex Itée
Simalex Aluminum Co. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Cie d'Aluminium Simalex Itée — Simalex Aluminum Co. Ltd. », constituée en corporation le 6 mai 1965, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 2127-65

Coaticook Finance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Coaticook Finance inc. », constituée en corporation le 11 juin 1959, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o 10801-59

Entreprises Restigouche limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « En-

A & F Industries Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "A & F Industries Ltd.", incorporated on November 11, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 5192-68

**Léo Sedley Agencies Inc.
Les Agences Léo Sedley inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Léo Sedley Agencies Inc.—Les Agences Léo Sedley inc.", incorporated on February 18, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 810-64

Bestsite Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 30, 1971, of the charter of "Bestsite Investments Ltd.", incorporated on December 21, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 16154-61

**La Cie d'Aluminium Simalex Itée
Simalex Aluminum Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "La Cie d'Aluminium Simalex Itée — Simalex Aluminum Co. Ltd.", incorporated on May 6, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 2127-65

Coaticook Finance inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Coaticook Finance inc.", incorporated on June 11, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146 10801-59

Entreprises Restigouche limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

treprises Restigouche limitée », constituée en corporation le 4 octobre 1956, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

13158-56

**Filmorama limitée
Filmorama Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Filmorama limitée — Filmorama Limited », constituée en corporation le 17 août 1956, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

12511-56

Galerie Moos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Galerie Moos inc. », constituée en corporation le 18 février 1966, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

706-66

**Les Grossistes de Joliette inc.
Joliette Wholesale Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Grossistes de Joliette inc.— Joliette Wholesale Inc. », constituée en corporation le 24 août 1966, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

3395-66

Iran Carpets & Fine Arts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Iran Carpets & Fine Arts Inc. », constituée en corporation le 30 juillet 1968, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

3433-68

Madison Tower Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Madison Tower Inc. », constituée en corporation le 10 mai 1962, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o

12034-62

as of July 15, 1971, of the charter of "Entreprises Restigouche limitée", incorporated on October 4, 1956.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

13158-56

**Filmorama limitée
Filmorama Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Filmorama limitée — Filmorama Limited", incorporated on August 17, 1956.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

12511-56

Galerie Moos inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Galerie Moos inc.", incorporated on February 18, 1966.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

706-66

**Les Grossistes de Joliette inc.
Joliette Wholesale Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Les Grossistes de Joliette inc.— Joliette Wholesale Inc.", incorporated on August 24, 1966.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

3395-66

Iran Carpets & Fine Arts Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Iran Carpets & Fine Arts Inc.", incorporated on July 30, 1968.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

3433-68

Madison Tower Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Madison Tower Inc.", incorporated on May 10, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146

12034-62

Mederic Harvey Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mederic Harvey Itée », constituée en corporation le 4 janvier 1962, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 10045-62

126 St. Pierre Realty Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « 126 St. Pierre Realty Inc. », constituée en corporation le 10 juin 1957, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 11842-57

Ora International Supply Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ora International Supply Co. Ltd. », constituée en corporation le 12 décembre 1966, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

41146-o 4893-66

Stade Richard Desmeules Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Stade Richard Desmeules Itée », constituée en corporation le 21 décembre 1955, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 13453-55

Sidney Monk Sales Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sydney Monk Sales Ltd. », constituée en corporation le 30 mars 1967, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 1386-67

Tot's Town Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tot's Town Ltd. », constituée en corporation le 13 mai 1964, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

41146-o 1580-64

Mederic Harvey Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Mederic Harvey Itée", incorporated on January 4, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 10045-62

126 St. Pierre Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "126 St. Pierre Realty Inc.", incorporated on June 10, 1957.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 11842-57

Ora International Supply Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Ora International Supply Co. Ltd.", incorporated on December 12, 1966.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 4893-66

Stade Richard Desmeules Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Stade Richard Desmeules Itée", incorporated on December 21, 1955.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 13453-55

Sidney Monk Sales Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Sydney Monk Sales Ltd.", incorporated on March 30, 1967.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 1386-67

Tot's Town Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Tot's Town Ltd.", incorporated on May 13, 1964.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

41146 1580-64

Trade Lumber Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trade Lumber Company Limited », constituée en corporation le 23 septembre 1941, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

6760-41

**Vidricaire & Cie Itée
Vidricaire & Co. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vidricaire & Cie Itée — Vidricaire & Co. Ltd. », constituée en corporation le 24 mai 1967, à compter du 15 juillet 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41146-o

2346-67

Trade Lumber Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Trade Lumber Company Limited", incorporated on September 23, 1941.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

6760-41

**Vidricaire & Cie Itée
Vidricaire & Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 15, 1971, of the charter of "Vidricaire & Cie Itée — Vidricaire & Co. Ltd.", incorporated on May 24, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41146

2346-67

Avis divers**Cité de Côte Saint-Luc**

Avis est donné que, en vertu d'une résolution de son conseil municipal passée à une assemblée dûment tenue le 5^e jour du mois d'avril, 1971, la cité de Côte Saint-Luc propose de se prévaloir de l'article 430 de la Loi des cités et villes, 1964, (Statuts refondus de Québec, chapitre 193), lequel se lit comme suit:

« 430. Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2° Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chap. 320);

3° L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4° Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un journal

Miscellaneous Notices**City of Côte Saint-Luc**

Notice is hereby given that, by virtue of a resolution of its municipal council passed at a meeting duly held on 5th day of April, 1971, the city of Côte Saint-Luc proposes to avail itself of section 430 of the Cities and Towns Act 1964, (Revised Statutes of Québec, chapter 193) which reads as follows:

"430. The streets or lanes open to the public for then years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the cadastre Act (chapter 320);

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a

quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;
b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. »

Une description sommaire de la partie de rue concernée est comme suit:

Une étendue de terrain formant partie de Mackle Road dans la ville de Côte St. Luc et composée d'une partie du lot qui est connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal (division d'enregistrement de Montréal) sous le numéro cent quatre (Ptie No. 104).

Elle est bornée vers le nord-est par la subdivision du lot numéro soixante-seize du lot originaire numéro cent un (101-76) faisant partie de Mackle Road; vers l'est et le sud-est par la subdivision du lot numéro cent soixante et onze du lot originaire numéro cent quatre (104-171) faisant partie de Mackle Road; vers le sud-ouest par la subdivision du lot numéro quatre-vingt-cinq du lot originaire numéro cent quatre (104-85) faisant partie de Mackle Road, vers le nord-ouest et l'ouest par la subdivision du lot numéro deux cent deux du lot originaire numéro cent quatre (104-202), et partie du lot originaire numéro cent un (101).

Elle mesure trente-neuf pieds et dix-neuf centièmes (39.19') sur son côté nord-est; soixante-dix-sept pieds et soixante-deux centièmes (77.62') le long de la tangente jusqu'à la courbe suivante sur son côté est; soixante-cinq pieds et cinquante-deux centièmes (65.52') le long d'un arc de cercle vers la droite engendré par un rayon de soixante-quinze pieds et sept dixièmes (R-75.7'); onze pieds et huit dixièmes (11.8') le long de la tangente jusqu'à la courbe précédente sur son côté sud-est; trente-quatre pieds et un centième (34.01') sur son côté sud-ouest; vingt pieds et trois centièmes (20.03') le long de la tangente jusqu'à la courbe suivante sur son côté nord-ouest; trente-six pieds et quatre-vingt-seize centièmes (36.96') le long d'un arc de cercle vers la gauche engendré par un rayon de quarante-deux pieds et sept dixièmes (R-42.7'); et quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-trois centièmes (98.83') le long de la tangente jusqu'à la courbe précédente sur son côté ouest.

Elle contient une superficie de cinq mille cent vingt-huit pieds carrés (5,128), toutes les mesures ci-dessus étant mesure anglaise, et plus ou moins.

daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

(a) the full text of this section;
(b) a summary description of the streets or lanes concerned;

(c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. »

A summary description of part of the street concerned is as follows:

A parcel of land forming part of Mackle Road situated in the city of Côte Saint-Luc and composed of part of that lot which is known and designated upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal, registration division of Montreal as being lot number one hundred and four (Pt. 104).

It is bounded towards the northeast by lot subdivision number seventy-six of original lot number one hundred and one (101-76) forming part of Mackle Road; towards the east and southeast by lot subdivision number one hundred and seventy-one of original lot number one hundred and four (104-171) also forming part of Mackle Road; towards the southwest by lot subdivision number eighty-five of original lot number one hundred and four (104-85) also forming part of Mackle Road; towards the northwest and west by lot subdivision number two hundred and two of original lot number one hundred and four (104-202) and part of original lot number one hundred and one (Pt. 101).

It measures thirty-nine feet and nineteen hundredths of a foot (39.19') on its northeasterly side; seventy-seven feet and sixty-two hundredths of a foot (77.62') along the tangent to the following curve on its easterly side; sixty-five feet and fifty-two hundredths of a foot (65.52') along the arc of a curve to the right having a radius equal to seventy-five feet and seven tenths of a foot (R-75.7'); eleven feet and eight tenths of a foot (11.8') along the tangent to the preceding curve on its southeasterly side; thirty-four feet and one hundredths of a foot (34.01') on its southwesterly side; twenty feet and three hundredths of a foot (20.03') along the tangent to the following curve on its northwesterly side; thirty-six feet and ninety-six hundredths of a foot (36.96') along the arc of a curve to the left having a radius equal to forty-two feet and seven tenths of a foot (R-42.7'); and ninety-eight feet and eighty-three hundredths of a foot (98.83') along the tangent to the preceding curve on its westerly side.

It contains an area of five thousand one hundred and twenty-eight square feet (5,128 sq. ft.) English measure and more or less.

Les formalités prescrites aux paragraphes 1 et 2 de l'article 430 de la Loi des cités et villes ont été accomplies.

Donné à Côte Saint-Luc, ce 6e jour d'avril 1971.

39634-16-2-o

Le greffier,
A. EARL KIMMEL.

The formalities prescribed by paragraphs 1 and 2, of section 430 of the Cities and Towns Act have been observed.

Given at the city of Côte Saint-Luc, this 6th day of April, 1971.

39634-16-2-o

A. EARL KIMMEL,
City Clerk.

Succession André Campbell

Avis est par les présentes donné que Dame Michèle Chartrand, veuve en premières noces et non remariée dudit André Campbell, domiciliée à L'Ange Gardien, comté de Rouville, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de son dit époux André Campbell suivant acte reçu le onze juin mil neuf cent soixante et onze devant Me Gilbert Denicourt, notaire et dont enregistré à Rouville sous le numéro 110865.

St-Césaire, C.P. 299.

41150-o

Le procureur,
Me GILBERT DENICOURT, *notaire.*

Estate of André Campbell

Notice is hereby given that Dame Michele Chartrand, widow in first marriage and unmarried of said André Campbell, domiciled at L'Ange Gardien, county of Rouville, has accepted, under benefit of inventory, the estate of her said husband André Campbell, according to a deed dated on June the eleventh, one thousand nine hundred and seventy-one, before Me Gilbert Denicourt, notary, registered in Rouville under number 110865.

St-Césaire, C.P. 299.

41150-30-2-o

Me GILBERT DENICOURT, *notary,*
Attorney.

Village de St-Rédempteur

Avis public est, par les présentes, donné par le sousigné que la corporation municipale du village de St-Rédempteur, comté de Lévis, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des article 12 et suivants de la Loi des cités et villes (Chapitre 233 S.R.Q. 1941).

La municipalité de ville projetée portera le nom de Ville St-Rédempteur.

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de St-Rédempteur.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de St-Rédempteur a établi à 1,655 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à St-Rédempteur, ce 14e jour de juillet 1971.

41151-30-2-o

Le secrétaire-trésorier,
HENRI LOUIS BEAUDOIN.

Village of St-Rédempteur

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the village of St-Rédempteur, county of Lévis, upon the expiration of the time-limit required by law following upon the publication of this notice, will petition the Lieutenant-Governor in Council to have its territory incorporated a town municipality, and to obtain letters patent for such purpose, under section 12 and subsequent sections of the Cities and Towns Act (Chapter 233, R.S.Q. 1964).

The municipality of the planned town will bear the name of Town of St-Rédempteur.

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of St-Rédempteur.

The census ordered by the council of the municipality of the village of St-Rédempteur has established the population of said municipality at 1,655.

Given at St-Rédempteur, this 14th day of July, 1971.

41151-30-2

HENRI LOUIS BEAUDOIN,
Secretary-Treasurer.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other

et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Bonaventure pour le cadastre d'une partie du canton de New-Richmond, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de la ville de New-Richmond, à savoir les lots 1 à 51, Rang 1, n.-o. et les lots 271 à 285, Rang Grande Cascapédia, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la première division d'enregistrement de Bonaventure (No 1);

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the township of New Richmond, that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of the Town of New Richmond, namely lots 1 to 51, Range 1, N.W. and lots 271 to 285, Grande Cascapédia Range, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the first registration of Bonaventure (No. 1);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited;

1° le 16 octobre 1970, au service des archives du ministère des terres et forêts, à Québec, les plan et livre de renvoi;

1. on October 16, 1970, in the Archives Department of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2° le 2 novembre 1970, au bureau de la première division d'enregistrement de Bonaventure (No 1), à New-Carlisle, une copie de ces plan et livre de renvoi;

2. on November 2, 1970, in the first Bonaventure registration division office (No. 1), at New Carlisle, a copy of said plan and book of reference;

3° le 16 octobre 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de New-Richmond, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. on October 16, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of New Richmond, a certified copy of said plan and book of reference;

ATTENDU QU'IL y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1688, en date du 5 mai 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la présente proclamation soit émise:

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1688, dated May 5, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that this proclamation be issued;

a) fixant au premier juillet mil neuf cent soixante et onze (1971) la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Bonaventure pour le cadastre d'une partie du canton de New-Richmond, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de la ville de New-Richmond, à savoir les lots 1 à 51, Rang 1, n.-o. et les lots 271 à 285, Rang Grande Cascapédia, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la première division d'enregistrement de Bonaventure (No 1);

(a) fixing the first of July, one thousand nine hundred and seventy-one (1971) as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Bonaventure for the cadastre of a part of the Township of New Richmond, that is to say, that part which comprises a section of the municipality of the Town of New Richmond, namely lots 1 to 51, Range 1, N.W. and lots 271 to 285, Grande Cascapédia Range, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the first registration division of Bonaventure (No. 1);

b) indiquant que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés au service des archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la première division d'enregistrement de Bonaventure (No 1), à New-Carlisle, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de New-Richmond;

(b) indicating that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives Department of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the office of the first registration division of Bonaventure (No. 1), in New Carlisle, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of New Richmond;

c) informant le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) portant notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

41103-29-2-o JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Canada,
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grace de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés dans le district électoral de Gaspé-Sud pour le cadastre d'une partie du canton de

(c) informing the public that during the eight months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference.

(d) giving notice that upon the expiration of this delay, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in case of written opposition by an interested person.

(e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code.

(f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the HONOURABLE HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

41103-29-2 JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral District Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the township of

GREETING.

Percé (Village de Percé), c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Percé, à savoir les lots 344 à 359, 361 à 527 et 1207 à 1249, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer:

1. le 29 janvier 1971, au service des archives du ministère des Terres et Forêts, les plan et livre de renvoi;

2. le 2 février 1971, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 29 janvier 1971, au bureau désigné par lui à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1689, en date du 5 mai 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la présente proclamation soit émise:

a) fixant au quinze juin mil neuf cent soixante et onze (1971) la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés dans le district électoral de Gaspé-Sud pour le cadastre d'une partie du canton de Percé (Village de Percé), c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Percé, à savoir les lots 344 à 359, 361 à 527 et 1207 à 1249, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) indiquant que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés au service des archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Percé;

c) informant le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) portant notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

Percé (Village of Percé), that is to say, that part which comprises a section of the municipality of Percé, namely lots 344 to 359, 361 to 527 and 1207 to 1249, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the first registration division of Gaspé;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on January 29, 1971, in the Archives Department of the Department of Lands and Forests, the plan and book of reference;

2. on February 2, 1971, in the Gaspé registration division office, at Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on January 29, 1971, in the office designated by him, name that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1689, dated May 5, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that this proclamation be issued;

(a) fixing the fifteenth of June, one thousand nine hundred and seventy-one (1971) as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé-South for the cadastre of a part of the township of Percé (Village of Percé), that is to say, that part which comprises a section of the municipality of Percé, namely lots 344 to 359, 361 to 527 and 1207 to 1249, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Gaspé;

(b) indicating that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives Department of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé registration division office, in Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Percé;

(c) informing the public that during the eight months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) giving notice that upon the expiration of this delay, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in case of written opposition by an interested person.

(e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172A of the Civil Code.

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés, par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

41104-29-2-o

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Québec,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie du canton de La Richardière (Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan), c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité d'Aganish, à savoir les lots 59 à 99, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite Loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1° le 29 octobre 1970, au service des archives du ministère des terres et forêts, à Québec, les plan et livre de renvoi;

2° le 2 novembre 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

(f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

41104-29-2

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the township of La Richardière (Terra-Firma-de-Mingan Seignior), that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Aganish, name by lots 59 to 99, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Sept-Iles;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited;

1. on October 29, 1970, in the Archives Department of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on November 2, 1970, in the Sept-Iles registration division office, at Sept-Iles, a certified copy of said plan and book of reference;

3° le 29 octobre 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale d'Aguanish, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi:

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1829, en date du 18 mai 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la présente proclamation soit émise:

a) fixant au premier juillet mil neuf cent soixante et onze (1971) la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie du canton de La Richardière (Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan), c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité d'Aguanish, à savoir les lots 59 à 99, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

b) indiquant que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés au service des archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale d'Aguanish;

c) informant le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) portant notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

3. on October 29, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Aguanish, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1829, dated May 18, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that this proclamation be issued;

(a) fixing the first of July, one thousand nine hundred and seventy-one (1971) as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Duplessis for the cadastre of a part of the township of La Richardière (Terra-Firma-de-Mingan Seigniory), that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Aguanish, namely lots 59 to 99, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Sept-Iles;

b) indicating that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives Department of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Sept-Iles registration division office, in Sept-Iles, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Aguanish;

c) informing the public that during the eight months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) giving notice that upon the expiration of this delay, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in case of written opposition by an interested person.

(e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172A of the Civil Code.

(f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne, la vingtième année.

Par ordre,

41105-29-2-o **JEAN ALARIE,**
Sous-procureur général adjoint.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] **HUGUES LAPOINTE**

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires. Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés dans le district électoral de Duplessis pour une partie du cadastre de la Seigneurie de Terra-Firma-de-Mingan, comprenant une partie de la municipalité de Longue Pointe de Mingan (Longue Pointe et Mingan) située dans la division d'enregistrement de Sept-Iles, soit les lots 1 à 58, 60 à 65, 67 à 76, 78 à 105, 107 à 200 du village de Longue Pointe de Mingan, 6 à 14 fu village de Mingan, les blocs A à G du canton de Mingan et le Bloc A du canton de Cugnet;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a:

1° Fait déposer les plan et livre de renvoi aux archives du ministère des terres et forêts, le 9 mai 1970;

2° fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au bureau d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, le 22 mai 1970;

3° transmis, pour dépôt, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au secrétaire-trésorier de la municipalité de Longue Pointe de Mingan, le 19 mai 1970;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4709, en date du 16 décembre 1970, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la présente proclamation soit émise:

a) fixant au premier février mil neuf cent soixante et onze (1971) la date d'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés d'une partie du cadastre de la Seigneurie

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

41105-29-2 **JEAN ALARIE,**
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] **HUGUES LAPOINTE**

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Duplessis, for a part of the cadastre of the Terra-Firma-de-Mingan Seigniorly, including a part of the Municipality of Longue Pointe de Mingan (Longue Pointe and Mingan) situated in the registration division of Sept-Iles, namely lots 1 to 58, 60 to 65, 67 to 76, 78 to 105, 107 to 200 of the Village of Longue Pointe de Mingan, 6 to 14 of the Village of Mingan, Blocks A to G of the Townships of Mingan and Block A of the Township of Cugnet;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests:

1. caused the plan and book of reference to be deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, on May 9, 1970;

2. caused a certificated copy of this plan and book of reference to be deposited at the Sept-Iles Registry Office, in Sept-Iles, on May 22, 1970;

3. transmitted, for deposit, a certified copy of this plan and book of reference to the Secretary-Treasurer of the Municipality of Longue Pointe de Mingan, on May 19, 1970;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 4709, dated December 16, 1970, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that this proclamation be issued:

(a) fixing the first of February, one thousand nine hundred and seventy-one (1971) as the date of the coming into force of the revised plan and book of

rie de Terra-Firma-de-Mingan comprenant la partie de la municipalité de Longue Pointe de Mingan (Longue Pointe et Mingan) située dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

b) indiquant que des copies certifiées de ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposées au bureau d'enregistrement de Sept-Iles et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Longue Pointe de Mingan;

c) informant le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi;

d) portant notification qu'à l'expiration de ce délai, à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant, avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, d'un immeuble inscrit aux plan et livre de renvoi révisés de cette partie du cadastre de la Seigneurie de Terre-Firma-de-Mingan;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général adjoint.

41106-29-2-o

reference of a part of the cadastre of the Terra-Firma-de-Mingan Seigniorie, including the part of the Municipality of Longue Pointe de Mingan (Longue Pointe and Mingan) situated in the registration division of Sept-Iles;

(b) indicating that certified copies of this revised plan and book of reference were deposited in the Sept-Iles Registry Office and at the Office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Longue Pointe de Mingan;

(c) informing the public that during the eight months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said plan and book of reference;

(d) giving notice that upon the expiration of this delay, except in case of written opposition by an interested person, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, of an immovable inscribed in the revised plan and book of reference of this part of the cadastre of the Terra-Firma-de-Mingan Seigniorie;

(e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the above mentioned cadastre, for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subject and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of December in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

41106-29-2

**Chartes —
demandes d'abandon de**

La Compagnie de gaz propane Pino limitée

Avis est donné que « La Compagnie de gaz propane Pino limitée » corporation légalement constituée en

**Charters —
Applications for Surrender of**

La Compagnie de gaz propane Pino limitée

Notice is hereby given that "La Compagnie de gaz propane Pino limitée", a corporation incorporated under

vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Mont-Joli, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12^e jour de juillet 1971.

Les procureurs,
LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT.

41153-o

Anjou Construction limitée

Avis est, par les présentes, donné que « Anjou Construction limitée » a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Le 6 juillet 1971.

Le notaire,
PAUL DOLAN.

41152-o

Gas propane Pino (Côte Nord) incorporée

Avis est donné que « Gas propane Pino (Côte Nord) incorporée » corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Mont-Joli, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12^e jour de juillet 1971.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT.

41154-o

Mont-Joli gas propane inc.

Avis est donné que « Mont-Joli Gas propane inc. » corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social à Mont-Joli, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12^e jour de juillet 1971.

Les procureurs,
LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT.

41155-o

Pino transport inc.

Avis est donné que « Pino Transport inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Mont-Joli, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12^e jour de juillet, 1971.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

41156-o

the Companies Act and having its head office at Mont-Joli, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys.

41153-o

Anjou Construction limitée

Notice is hereby given that "Anjou Construction limitée" intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies Act.

July 6, 1971.

PAUL DOLAN,
Notary.

41152-o

Gas propane Pino (Côte Nord) incorporée

Notice is hereby given that "Gas propane Pino (Côte Nord) incorporée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Mont-Joli, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys for the Company.

41154-o

Mont-Joli gas propane inc.

Notice is hereby given that "Mont-Joli gas propane inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Mont-Joli, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS,
CLARKSON, PARSONS,
GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys.

41155-o

Pino transport inc.

Notice is hereby given that "Pino Transport inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Mont-Joli, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July, 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys for the Company.

41156-o

Socal Inc.

Avis est par les présentes donné que « Socal Inc. », une compagnie incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social à 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3112, Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 5 juillet 1971.

Les procureurs de la compagnie,
POULIOT, MERCURE, LEBEL
& PRUD'HOMME.

41157-o

Socal Inc.

Notice is hereby given that "Socal Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3112, Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 5th day of July, 1971.

POULIOT, MERCURE, LEBEL
& PRUD'HOMME,

41157-o

Attorneys for the Company.

Union gaz propane cie Itée

Avis est donné que « Union gaz propane cie Itée », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège soeial à Rimouski, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12e jour de juillet 1971.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

41158-o

Union gaz propane cie Itée

Notice is hereby given that "Union gaz propane cie Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Rimouski, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of July 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,

41158-o

Attorneys for the company.

Builtex Products Inc.

Avis est donné que la compagnie « Builtex Products Inc. » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 10 juin 1971.

Le procureur de la compagnie,
LEON JEDEIKIN.

41167

Builtex Products Inc.

Notice is hereby given under the provisions of the Companies Act that "Builtex Products Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, June 10, 1971.

LEON JEDEIKIN,
Attorney for the company.

41167-o

Cardinal Distributors, Ltd.

Avis est donné que « Cardinal Distributors, Ltd. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite loi.

Montréal, le 22 juin 1971.

Le secrétaire,
STANLEY F. ENGLISH.

41168-o

Cardinal Distributors, Ltd.

Notice is given that "Cardinal Distributors, Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act (Québec) and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Montreal, June 22, 1971.

STANLEY F. ENGLISH,
Secretary.

41168-o

Placements Clairevue inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Clairevue inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 1er juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME.

41169-o

Placements Clairevue inc.

Notice is given that "Placements Clairevue inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 1st, 1971.

POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME,
Attorneys for the Company.

41169-o

Val Royal Shopping Centre Ltd.

Avis est donné que « Val Royal Shopping Centre Ltd. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 28 juin 1971.

Le secrétaire,
NATHAN STEINBERG.

41170-o

Val Royal Shopping Centre Ltd.

Notice is given that "Val Royal Shopping Centre Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, June 28, 1971.

NATHAN STEINBERG,
Secretary.

41170-o

Ashdod Development Corp.

La compagnie « Ashdod Development Corp. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 9^e jour de juillet 1971.

Le procureur de la requérante,
JOHN J. WASSERMAN, C.R.

41179

Ashdod Development Corp.

Notice is given that "Ashdod Development Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 9th day of July, 1971.

JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,
Attorney for Applicant.

41179-o

R. Bissonnette Itée

Avis est donné que la compagnie « R. Bissonnette Itée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
GUY BISSONNETTE.

41180-o

R. Bissonnette Itée

Notice is given that "R. Bissonnette Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GUY BISSONNETTE,
Attorney for the Company.

41180

Café Roma (Noranda) inc.

Avis est donné que la compagnie « Café Roma (Noranda) inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Noranda, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Noranda, province de Québec, ce 3^e jour de juin 1971.

Le procureur des directeurs provisoires,
JEAN-LUC RACICOT.

41181

Café Roma (Noranda) inc.

Notice is hereby given that "Café Roma (Noranda) inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Noranda, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Noranda, Province of Québec, this 3rd day of June, 1971.

JEAN-LUC RACICOT,
Attorney of the Provisional Directors.

41181-o

National Containers Holdings Corp.

La compagnie « National Containers Holdings Corp. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 juillet 1971.

Le secrétaire,
ISADORE COHEN.

41182

National Containers Holdings Corp.

Notice is hereby given that "National Containers Holdings Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, July 12, 1971.

ISADORE COHEN,
Secretary.

41182-o

Club Golf-O-Rama inc.

Avis est par les présentes donné que « Club Golf-O-Rama inc. », dont le siège social est à Joliette, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la requérante,
RATELLE & RATELLE.

41201-o

Club Golf-O-Rama inc.

Notice is given that "Club Golf-O-Rama inc.", the head office of which is at Joliette, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

RATELLE & RATELLE,
Attorneys for the petitioner.

41201

Bel-Air French Cleaners Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Bel-Air French Cleaners Ltd. », une corporation dument incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec qui a son bureau principal dans la cité et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 30e jour de juin 1971.
(Sceau) *Le secrétaire,*
LUCIEN SAVARY.

41199-o

Bel-Air French Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that "Bel-Air French Cleaners Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of June, 1971.
(Seal) LUCIEN SAVARY,
Secretary.

41199-o

**Queen's Jubilee Laundry Inc.
Buanderie du Jubilé de la Reine inc.**

Avis est par les présentes donné que « Queen's Jubilee Laundry Inc. — Buanderie du Jubilé de la Reine inc. », une corporation dument incorporée en vertu de la Loi des compagnies qui a son bureau principal dans les cité et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 30e jour de juin 1971.
(Sceau) *Le secrétaire,*
LUCIEN SAVARY.

41200-o

**Queen's Jubilee Laundry Inc.
Buanderie du Jubilé de la Reine inc.**

Notice is hereby given that "Queen's Jubilee Laundry Inc. — Buanderie du Jubilé de la Reine inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of June, 1971.
(Seal) LUCIEN SAVARY,
Secretary.

41200-o

La Compagnie des arts de St-Jean inc.

Avis est donné que la compagnie « La Compagnie des arts de St-Jean inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
ROLAND TREMBLAY.

41202-o

La Compagnie des arts de St-Jean inc.

Notice is given that "La Compagnie des arts de St-Jean inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ROLAND TREMBLAY,
Attorney for the Company.

41202-o

Computer Consultants Corporation

Avis est donné que « Computer Consultants Corporation », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juillet 1971.
Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

41203-o

Computer Consultants Corporation

Notice is hereby given that "Computer Consultants Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of July, 1971.
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys for the Company.

41203-o

Laiterie Beauceronne inc.

Avis est donné que « Laiterie Beauceronne inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Signé à St-Georges de Beauce, ce 15e jour de juin 1971.
Le procureur de la requérante,
MARCEL GILBERT, notaire.

41204-o

Laiterie Beauceronne inc.

Notice is given that "Laiterie Beauceronne inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Signed at St. Georges de Beauce, this 15th day of June, 1971.
MARCEL GILBERT, notary,
Attorney for the Company.

41204-o

M.M.K. Art Inc.

Avis est par les présentes donné que « M.M.K. Art Inc. », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies qui a son bureau principal dans les cité et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 13^e jour de juin 1971.

Le secrétaire,

41205-o

CHARLES KOLTAY.

M.M.K. Art Inc.

Notice is hereby given that "M.M.K. Art Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of June, 1971.

CHARLES KOLTAY,

Secretary.

41205-o

Rive Sud Amusements Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rive Sud Amusements Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,

41209-o

LACHAPELLE, ROY, PARENT.

Rive Sud Amusements Inc.

Notice is given that "Rive Sud Amusements Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LACHAPELLE, ROY, PARENT,

Attorneys for the Company.

41209

Couvent Maplewood

Avis est donné que la corporation « Couvent Maplewood », constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Waterloo, district de Bedford, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 27 mai 1971.

La secrétaire,

41222-o

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE.

Couvent Maplewood

Notice is given that "Couvent Maplewood", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, and having its head office in Waterloo, district of Bedford will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 27, 1971.

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

Secretary.

41222-o

Institut de pédagogie familiale d'Outremont

Avis est donné que la corporation « Institut de pédagogie familiale d'Outremont », constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Outremont, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 27 mai 1971.

La secrétaire,

41223-o

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE.

Institut de pédagogie familiale d'Outremont

Notice is hereby given that "Institut de pédagogie familiale d'Outremont", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, and having its head office in Outremont, district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 27, 1971.

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

Secretary.

41223-o

Pensionnat d'Hochelaga

Avis est donné que la corporation « Pensionnat d'Hochelaga », constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 27 mai 1971.

La secrétaire,

41224-o

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

Pensionnat d'Hochelaga

Notice is hereby given that "Pensionnat d'Hochelaga", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, and having its head office in Montreal, district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 27 1971.

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

Secretary.

41224-o

Pensionnat de Ste-Émélie de Montréal

Avis est donné que la corporation « Pensionnat Ste-Émélie de Montréal », constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 27 mai 1971.

La secrétaire,

41225-0 SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE.

Pensionnat de Ste-Émélie de Montréal

Notice is hereby given that "Pensionnat Ste-Émélie de Montréal", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, and having its head office in Montreal, district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 27, 1971.

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

41225-0 *Secretary.*

Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de St-Lambert

Avis est donné que la corporation « Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de St-Lambert », constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à St-Lambert, district de Montréal s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 27 mai 1971.

La secrétaire,

41226-0 SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE.

Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de St-Lambert

Notice is hereby given that "Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de St-Lambert", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, and having its head office in St-Lambert, district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 27, 1971.

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

41226-0 *Secretary.*

Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de Valleyfield

Avis est donné que la corporation « Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de Valleyfield », constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 27 mai 1971.

La secrétaire,

41227-0 SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE.

Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de Valleyfield

Notice is hereby given that "Pensionnat des saints noms de Jésus et de Marie de Valleyfield", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, and having its head office in Montreal, district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 27, 1971.

SOEUR M.-JOSEPH-DE-LA-PROVIDENCE,

41227-0 *Secretary.*

**Divers
Compagnies**

Maplemount Homes Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 juillet 1971, il a approuvé les règlements numéros 1 à 13 de la corporation « Maplemount Homes Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,

PAUL-A. DEMERS.

41229-0 1624-70

**Miscellaneous
Companies**

Maplemount Homes Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 8, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws 1 to 13 of "Maplemount Homes Inc."

PAUL-A. DEMERS,

Assistant Director of the Companies Service.

41229 1624-70

**Conseil de Développement de Québec
Métropolitain**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de la corporation « Bureau de l'Industrie et du Commerce de Québec Métropolitain, inc.—Industrial and Trade Bureau of Greater Québec, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24^e jour d'avril 1956, changeant son nom en celui de « Conseil de Développement de Québec Métropolitain ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41237-o

11202-56

Engelco Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XIV, de la compagnie « Engel-Rubin Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24^e jour de mars 1971, changeant son nom en celui de « Engelco Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41171-o

1465-71

**The Flower Pot Ltd.
Au Pot de Fleurs Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « Fleuriste Place Bonaventure inc. — Place Bonaventure Florist Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour d'août 1966, changeant son nom en celui de « The Flower Pot Ltd. — Au Pot de Fleurs Itée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

41172-o

3030-66

Club Auto-Neige St-Sylvere inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Auto-Neige St-Sylvere inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41183-o

3976-70

Conseil des Loisirs de l'Est du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil des Loisirs de l'Est du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

41184-o

13825-61

**Conseil de Développement de Québec
Métropolitain**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 2, of the corporation "Bureau de l'Industrie et du Commerce de Québec Métropolitain, inc.—Industrial and Trade Bureau of Greater Québec, Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1956, changing its name into that of "Conseil de Développement de Québec Métropolitain".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41237-o

11202-56

Engelco Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XIV, of the company "Engel-Rubin Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1971, changing its name into that of "Engelco Limited".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41171-o

1465-71

**The Flower Pot Ltd.
Au Pot de Fleurs Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 25, of the company "Fleuriste Place Bonaventure inc. — Place Bonaventure Florist Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of August, 1966, changing its name into that of "The Flower Pot Ltd. — Au Pot de Fleurs Itée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

41172-o

3030-66

Club Auto-Neige St-Sylvere inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 30, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Club Auto-Neige St-Sylvere inc."

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41183

3976-70

Conseil des Loisirs de l'Est du Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 5, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Conseil des Loisirs de l'Est du Québec".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

41184

13825-61

Margate Ltd.

La compagnie « Margate Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
NAT NEMEROFF.
41185 4970-65

Service des Loisirs de Laval-Ouest

La compagnie « Service des Loisirs de Laval-Ouest » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Laval.

Le secrétaire,
CLAUDE MÉNARD.
41186-o 1638-71

Sherbrooke Realty & Investment Company Incorporated

La compagnie « Sherbrooke Realty & Investment Company Incorporated » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
IDA L. ECHENBERG.
41187 258-11

Streeter & Quarles Ltd.

La compagnie « Streeter & Quarles Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 9 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DIRK P. VAN DER KAAJ.
41188 13973-62

Les Tricots d'Anjou inc. Anjou Knitwear Inc.

La compagnie « Les Tricots d'Anjou inc.—Anjou Knitwear Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JACQUES GLADU.
41206-o 6088-69

Vigolfe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Vigolfe inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.
41207-o 2529-71

Someco-Sept-Iles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement Spécial « A », de la compagnie « L'Immobilière Richelieu ltée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Someco-Sept-Iles inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
41216-o 14671-62

Margate Ltd.

Notice is given that "Margate Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

NAT NEMEROFF,
Secretary.
41185-o 4970-65

Service des Loisirs de Laval-Ouest

Notice is given that "Service des Loisirs de Laval-Ouest" has changed its head office from Montreal to Laval.

CLAUDE MÉNARD,
Secretary.
41186 1638-71

Sherbrooke Realty & Investment Company Incorporated

Notice is given that "Sherbrooke Realty & Investment Company Incorporated", has changed the number of its directors from 5 to 3.

IDA L. ECHENBERG,
Secretary-Treasurer.
41187-o 258-11

Streeter & Quarles Ltd.

Notice is given that "Streeter & Quarles Ltd." has changed the number of its directors from 9 to 3.

DIRK P. VAN DER KAAJ,
Secretary.
41188-o 13973-62

Les Tricots d'Anjou inc. Anjou Knitwear Inc.

Notice is given that "Les Tricots d'Anjou inc.—Anjou Knitwear Inc." changed the number of its directors from 3 to 4.

JACQUES GLADU,
Secretary.
41206 6088-69

Vigolfe inc.

Notice is given that on July 7, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Vigolfe inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.
41207 2529-71

Someco-Sept-Iles inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "A", of the company "L'Immobilière Richelieu ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of November 1962, changing its name into that of "Someco-Sept-Iles inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
41216-o 14671-62

Les Petits Violons inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Petits Violons inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

41159-o

34-68

Les Petits Violons inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 5, 1971, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Les Petits Violons inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41159

34-68

Sièges sociaux**Bourret Gardens Ltd.**

La compagnie « Bourret Gardens Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 4600, chemin de la Reine Marie, local 101, Montréal à 31 chemin Belsize, Hampstead.

*Le secrétaire,
JACK SILBERSTEIN.*

41160

2462-64

Broadway Automobile Ltd.

La compagnie « Broadway Automobile Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 21 décembre 1970, donne avis qu'elle a situé son siège social à 7550, rue Broadway, en la cité de Lasalle.

À compter de la date du présent avis, ladite adresse est considérée par la compagnie comme étant celle de son siège social.

Cité de Lasalle, ce 21^e jour de juin 1971.

HARRY GOLDTHORP.

41161

5633-70

F.D. Electric Inc.

Avis est donné que la compagnie « F.D. Electric Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14^e jour d'avril 1971, et ayant son siège social à Ville de Laval, a établi son bureau au numéro 333, boul. Laval, Laval-des-Rapides.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 1^{er} juin 1971.

*Le président,
FERNAND DUFOUR.*

41163-o

1437-71

Lessard Auto Electric Ltd.

La compagnie « Lessard Auto Electric Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 3241, rue Jarry, Ville St-Michel au numéro 8500, rue Lafrenaie, St-Léonard.

*Le secrétaire,
NICOLE LESSARD.*

41164-o

11554-61

Head Offices**Bourret Gardens Ltd.**

Notice is given that "Bourret Gardens Ltd." has transferred its head office from 4600 Queen Mary Road, suite 101, Montreal to 31 Belsize Road, Hampstead.

*JACK SILBERSTEIN.
Secretary.*

41160-o

2462-64

Broadway Automobile Ltd.

Notice is hereby given that "Broadway Automobile Ltd.", constituted and incorporated by letters patent dated December the 21st, 1970, has its head office situated at 7550, Broadway St. in the city of Lasalle.

As of the date of present notice, said address is considered by the company as its head office.

City of Lasalle, this 21st day of June, 1971.

HARRY GOLDTHORP.

41161-o

5633-70

F.D. Electric Inc.

Notice is given that "F.D. Electric Inc.", incorporated by letters patent dated on the 14th day of April, 1971, and having its head office in the town of Laval, has established its office at number 333 Laval Boulevard, Laval-des-Rapides.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, June 1, 1971.

*FERNAND DUFOUR,
President.*

41163

1437-71

Lessard Auto Electric Ltd.

Notice is given that "Lessard Auto Electric Ltd." has changed its head office from number 3241 Jarry Street, town of Saint-Michel to number 8500 Lafrenaie Street, Saint-Léonard.

*NICOLE LESSARD,
Secretary.*

41164

11554-61

**Corporation de placement et de finance
Proma ltée
Proma Investment & Finance
Corporation Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Corporation de placement et de finance Proma ltée — Proma Investment & Finance Corporation Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 20 novembre 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 4590, rue St-Denis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12 janvier 1971.

Le président,
PAUL GEO. GODIN.
4739-70

41162-o

Bolduc et Associés inc.

La compagnie « Bolduc et Associés inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Ste-Foy au numéro 350, Chemin Ste-Foy, Québec.

Le secrétaire,
R. JACQUES PLANTE.
2028-66

41210-o

Hippo inc.

La compagnie « Hippo inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 771, rue St-Joseph est, Québec, à Boulevard St-François, Jonquière.

Le président,
GILBERT GRAVEL.
5093-70

41211-o

M.M.P. Publicité inc.

La compagnie « M.M.P. Publicité inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Ville de Laval au numéro 1, Westmount Square, Westmount.

Le secrétaire,
LUCIEN MONTFILS.
2879-68

41212-o

Orecan Sales Inc.

Avis est donné que la compagnie « Orecan Sales Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 3e jour de novembre 1969, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 7915, chemin Côte Saint-Luc, l'a transporté à 1, place Ville Marie, local 3333, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6e jour de janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
FANNY FUCHS.
5255-69

41213-o

**Corporation de placement et de finance
Proma ltée
Proma Investment & Finance
Corporation Ltd.**

Notice is given that "Corporation de placement et de finance Proma ltée — Proma Investment & Finance Corporation Ltd." incorporated under Part I of the Companies Act on November 20, 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at number 4590 St-Denis Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, January 12, 1971.

PAUL GEO. GODIN,
President.
4739-70

41162

Bolduc et Associés inc.

Notice is given that "Bolduc et Associés inc." changed its head office from St. Foy to 350 St. Foy Road, Québec.

R. JACQUES PLANTE,
Secretary.
2028-66

41210

Hippo inc.

Notice is given that "Hippo inc." changed its head office from 771 St. Joseph Street East, Québec, to St-François Boulevard, Jonquière.

GILBERT GRAVEL,
President.
5093-70

41211

M.M.P. Publicité inc.

Notice is given that "M.M.P. Publicité inc." has changed its head office from Town of Laval to number 1 Westmount Square, Westmount.

LUCIEN MONTFILS,
Secretary.
2879-68

41212

Orecan Sales Inc.

Notice is hereby given that "Orecan Sales Inc.", incorporated by letters patent on the 3rd day of November, 1969, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 7915 Côte Saint-Luc Road, has moved it to 1 Place Ville Marie, Suite 3333, city and district of Montreal, Province of Québec.

From the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 6th day of January, 1971.

FANNY FUCHS,
Secretary-Treasurer.
5255-69

41213-o

Société Fabec inc.

La « Société Fabec inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 8323, boulevard Haut-Anjou, Anjou, au numéro 800, rue Montrose (Duvernay), Laval.

Le président,
GUY AUBIN.
3079-68

41214-o

Société Fabec inc.

Notice is given that "Société Fabec inc." has changed its head office from number 8323 Haut-Anjou Boulevard, Anjou, to number 800 Montrose Street (Duvernay), Laval.

GUY AUBIN,
President.
3079-68

41214

Alamac Realty Corp.

La compagnie « Alamac Realty Corp. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 5525 avenue Trent, Côte St-Luc.

Le secrétaire,
EVA SPINDEL.
13196-59

41173-o

Alamac Realty Corp.

Notice is given that "Alamac Realty Corp." has transferred its head office from Montreal to 5525 Trent Avenue, Côte St. Luc.

EVA SPINDEL,
Secretary.
13196-59

41173-o

Atelier libre de recherches graphiques

Avis est par les présentes donné que la corporation: « Atelier libre de recherches graphiques », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la troisième Partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 29 avril 1971 et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau principal au 4677 rue Saint-Denis, Montréal 176.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Montréal, ce 29^e jour d'avril 1971.
(Sceau)

Le président,
ALFRED PELLAN.

41174-o

1992-71

Atelier libre de recherches graphiques

Notice is hereby given that the corporation: "Atelier libre de recherches graphiques", incorporated in the Province of Québec, under Part III of the Companies Act, by letters patent bearing the date of April the 29th, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 4677 St. Denis Street, Montreal 176.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being its head office.

Montreal, this 29th day of April, 1971.
(Seal)

ALFRED PELLAN,
President.
1992-71

41174-o

Direct Motor Express (Québec) Limited

Avis est donné que « Direct Motor Express (Québec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mars 1969 et ayant son siège social dans la ville de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à chambre 430, 100, d'Youville, l'a transporté à suite 1700, 800 d'Youville, Québec.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 22 juin 1971.

Le secrétaire,
GILLES DE BILLY.

41175-o

1193-69

Direct Motor Express (Québec) Limited

Notice is hereby given that "Direct Motor Express (Québec) Limited", incorporated by letters patent on March 18, 1969, and having its head office in the city of Québec, where its office was situated up to day at Room 430, 100 d'Youville, Québec, has moved it to Suite 1700, 800 d'Youville, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 22nd day of June, 1971.

GILLES DE BILLY,
Secretary.
1193-69

41175-o

Cedar Crescent Development Ltd.

La compagnie « Cedar Crescent Development Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 4600, chemin de la Reine Marie, local 101, Montréal à 31, chemin Belsize, Hampstead.

Le secrétaire,
PAULINE GAIPTMAN.

41189

3352-66

Cedar Crescent Development Ltd.

Notice is given that "Cedar Crescent Development Ltd." has transferred its head office from 4600 Queen Mary Road, Suite 101, Montreal to 31 Belsize Road, Hampstead.

PAULINE GAIPTMAN,
Secretary.
3352-66

41189-o

Parent & Sperandio Inc.

Avis est donné que « Parent & Sperandio Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 17^e jour de mars 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 6275, rue Papineau, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 16^e jour de juin 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,
PAUL SPERANDIO.

41176-o

6364-69

Parent & Sperandio Inc.

Notice is hereby given that "Parent & Sperandio Inc.", a company incorporated by letters patent on the 17th day of March, 1970 and having its head office in Montreal, has established its office at 6275 Papineau Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 16th day of June, 1971.

(Seal)

PAUL SPERANDIO,
Secretary.

41176-o

6364-69

Simon Jewellery Ltd.

La compagnie « Simon Jewellery Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 17^e jour d'octobre 1960, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 1450, rue City Councillors, donne avis qu'elle l'a transporté à 1410, rue Stanley, local 307, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2^e jour de juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MME ALEXANDER FINKELSTEIN.

41190

14434-60

Simon Jewellery Ltd.

Notice is hereby given that "Simon Jewellery Ltd.", incorporated by letters patent on the 17th day of October, 1960, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 1450 City Councillors Street, has moved it to 1410 Stanley Street, Suite 307, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of July, 1971.

MRS. ALEXANDER FINKELSTEIN,
Secretary-Treasurer.

41190-o

14434-60

Coc'n Bull Ltd.

La compagnie « Coc'n Bull Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 6 mars 1964, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 159 ouest, rue Craig, local 601, ville et district de Montréal à 1946 ouest, rue Ste-Catherine, ville et district de Montréal.

Montréal, 30 juin 1971.

(Sceau)

Le président,
PETER BARRY.

41230

1083-64

Coc'n Bull Ltd.

Notice is hereby given that "Coc'n Bull Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies' Act, by letters patent dated March 6th, 1964, has moved its head office from 159 Craig Street West, suite 601, city and district of Montreal, to 1946 St. Catherine Street West, city and district of Montreal.

Montreal, June 30, 1971.

(Seal)

PETER BARRY,
President.

41230-o

1083-64

Les Développements Valair inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Développements Valair inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juin 1971, et ayant son siège social et bureau principal à Val St-Michel, a établi son bureau et place d'affaires au numéro 3, de la 9^e Rue.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Val-St-Michel, ce 11 juin 1971.

Le secrétaire,
GAÉTAN GAGNÉ.

41232-o

3059-71

Les Développements Valair inc.

Notice is given that "Les Développements Valair inc.", incorporated by letters patent dated June 9, 1971, and having its head office and principal place of business in Val-St-Michel, has established its office and place of business at 3, 9th Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Val St-Michel, this 11th day of June, 1971.

GAÉTAN GAGNÉ,
Secretary.

41232

3059-71

Les Constructions « Monso » inc.

Avis est donné que la compagnie « Les constructions Monso inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juin 1971, et ayant son siège social et bureau principal à Val St-Michel, a établi son bureau et place d'affaires au numéro 3 de la 9^e Rue.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social. Donné à Val St-Michel, ce 11 juin 1971.

Le secrétaire,
GAÉTAN GAGNÉ.
41231-o 3058-71

Les Constructions « Monso » inc.

Notice is given that "Les constructions Monso inc.", incorporated by letters patent dated June 9, 1971, and having its head office and principal place of business in Val St-Michel, has established its office and place of business at 3, 9th Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office. Given at Val St-Michel, this 11th day of June, 1971.

GAÉTAN GAGNÉ,
Secretary.
3058-71

Dynasel Corporation

La compagnie « Dynasel Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 17 mai 1968, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau à 4520 rue Iberville.

Montréal, 14 juin 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
STANLEY LYON SELINGER.
41233 2297-68

Dynasel Corporation

Notice is hereby given that "Dynasel Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 17th 1968, and having its head office in Montreal, has established its office at 4530 Iberville Street.

Montreal, June 14, 1971.

STANLEY LYON SELINGER,
Secretary.
41233-o 2297-68

The Friendly Home for Young Women and Children

La corporation « The Friendly Home for Young Women and Children », constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 19 janvier 1971, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau à 5867, chemin Côte St-Antoine.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 18^e jour de juin 1971.

Le trésorier,
P. A. TURCOT.
41234 5511

The Friendly Home for Young Women and Children

Notice is hereby given that "The Friendly Home for Young Women and Children", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act by letters patent dated January 19, 1971, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 5867 Côte St. Antoine Road.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office thereof.

Dated at Montreal, Québec, this 18th day of June, 1971.

P. A. TURCOT,
Treasurer.
41234-o 5511

Meteor Holdings Corp.

La compagnie « Meteor Holdings Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 4 septembre 1959, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 366, rue Mayor, local 906, en la ville de Montréal à 1015, côte du Beaver Hall, local 405, en la ville de Montréal.

Montréal, 7 juillet 1971.

Le secrétaire,
LEON SCHUSTER.
41235 15033-59

Meteor Holdings Corp.

Notice is hereby given that "Meteor Holdings Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 4th of September, 1959, has moved its head office from 366 Mayor Street, Suite 906 in the City of Montreal, to 1015 Beaver Hall Hill, Suite 405, in the City of Montreal.

Montreal, July 7, 1971.

LEON SCHUSTER,
Secretary.
41235-o 15033-59

**Avis d'annulation de
lettres patentes**

Trojan Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à : « Trojan Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 26 mars 1965,

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1968, 1969, 1970,

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
41146-o **PAUL-A. DEMERS.**

**Lettres Patent
Notice of annulment**

Trojan Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice to: "Trojan Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, dated March 26, 1965,

(a) that it is in default of producing the return prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273) for 1968, 1969, 1970,

(b) and that consequently, because it did not file the said return for the said years as prescribed by the Act and pay the fees required within the 60 days following upon the publication of the said notice, he intends to order the annulment of the charter of the said company pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PAUL-A. DEMERS,
41146 *Assistant Director of the Companies Service.*

**Compagnies étrangères
Agent**

Mitsubishi International Corporation

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration en date du 31 mars 1971, et dont une copie a été adressée au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Masashi Adachi, de Westmount, a été nommé pour remplacer M. Shoji Ichikawa, de Westmount comme agent principal dans la province de « Mitsubishi International Corporation », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné qu'en vertu de la procuration mentionnée ci-dessus, le siège social de ladite compagnie est établi à 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
41236 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.** 4-67

**Extra-Provincial Companies
Agent**

Mitsubishi International Corporation

Notice is given that, by new power of attorney dated March 31, 1971, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Masashi Adachi, of Westmount, was appointed to replace M. Shoji Ichikawa, of Westmount as chief agent in the Province of "Mitsubishi International Corporation", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
41236-o *Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.* 4-67

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

Paroisse de St-Laurent

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la paroisse de St-Laurent, division d'enregistrement de l'Île d'Orléans.

Avis est par la présente donné que le lot 238 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1971.

Le sous-ministre,
41195-o **FERNAND BOUTIN.**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Parish of St-Laurent

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the parish of St-Laurent, registration division of l'Île d'Orléans.

Notice is hereby given that lot 238 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 27, 1971.

FERNAND BOUTIN,
41195-o *Deputy Minister.*

Village d'Amos (Canton de Dalquier)

Cadastre officiel de Village d'Amos (Canton de Dalquier), municipalité de la ville d'Amos, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les blocs 432 et 433 ajoutés et que deux parties du lot 325 sont annulées en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juin 1971.

41195-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Palmarolle

Cadastre officiel du canton de Palmarolle, municipalité de Palmarolle, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que le bloc 27 est ajouté en vertu de l'Article 2174A du Code Civil.

Québec, le 25 juin 1971.

41195-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-David de l'Auberivière

Cadastre officiel de la paroisse de St-David de l'Auberivière, municipalité de la ville de St-David, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 403 est ajouté et que le lot 274 et qu'une partie des lots 269 à 271, 273, 275, 276, 333 et qu'une partie des rues St-Michel et St-Joseph sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juin 1971.

41195-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Foy

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 452 est corrigé et qu'une partie du lot 170 et 170-10 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 juin 1971.

41195-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Germain de Rimouski

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, municipalité de la Cité de Rimouski, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 548, des lots 548-60, 548-60-1 à 548-60-6 sont annulés et de l'intégration de ce territoire au cadastre de la Ville de St-Germain de Rimouski (révisé) en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1971.

41195-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Village of Amos (Township of Dalquier)

Official cadastre of Village of Amos (township of Dalquier), municipality of the town of Amos, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that blocks 432 and 433 are added and that two parts of lot 325 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 18, 1971.

41195-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Palmarolle

Official cadastre of township of Palmarolle, municipality of Palmarolle, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that block 27 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 25, 1971.

41195-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-David de l'Auberivière

Official cadastre of the parish of St-David de l'Auberivière, municipality of the town of St-David, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lot 403 is added and that lot 274 and a part of lots 269 to 271, 273, 275, 276, 333 and a part of streets of St-Michel and St-Joseph are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 21, 1971.

41195-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Foy

Official cadastre of the parish of Ste-Foy, municipality of the town of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 452 is corrected and that a part of lots 170 and 170-10 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 15, 1971.

41195-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Germain de Rimouski

Official cadastre of the parish of St-Germain de Rimouski, municipality of the City of Rimouski, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that a part of lot 548, that lots 548-60, 548-60-1 to 548-60-6 are cancelled and the integration of this territory in the cadastre of the Ville de St-Germain de Rimouski (revised) in virtue of the Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 22, 1971.

41195-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ville de St-Germain de Rimouski (Révisé)

Cadastre officiel de la Ville de St-Germain de Rimouski (révisé), municipalité de la Cité de Rimouski, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 629 à 631 sont ajoutés et que les lots 627-3 à 627-11 et une partie du lot 627 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1971.

41195-0

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Town of St-Germain de Rimouski (Revised)

Official cadastre of the Town of St-Germain de Rimouski (revised), municipality of the city of Rimouski, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 629 to 631 are added and that lots 627-3 to 627-11 and a part of lot 627 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 22, 1971.

41195-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Changement de nom — Loi du
Demande**

George Burton Deslongchamps

Avis est par les présentes donné que George Burton Deslongchamps, gérant résidant à 75 Ballantyne Terrace, ville de Dorval, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un arrêté lui permettant de changer son nom en celui de George Burton Dionne; ledit changement de nom sera applicable également à son épouse, née Beryl Emily Des Côtes, de la même adresse.

Montréal, ce 12 juillet 1971.

Les procureurs du requérant,
McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
41148-30-2-o HARRIS, THOMAS & MASON.

Joseph André Yves Jeannot Lussier

Avis est donné que Joseph André Yves Jeannot Lussier, domicilié dans le district de Montréal, résidant temporairement à 55 Borden Drive, Middleton Park, Trenton, Ontario, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Joseph André Yves Jeannot Gaumond, suivant les dispositions de la Loi du changement de nom, Statuts du Québec, chapitre 77, 1965.

Trenton, Ontario, 5 avril 1971.

Le requérant,
JOSEPH ANDRÉ YVES JEANNOT
41193-30-2-o LUSSIER.

Edward Charles Williams

Avis est par les présentes donné que M. Edward Charles Williams, résidant et domicilié au 5173 Angora, à St-Louis de Terrebonne, district de Terrebonne, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de M. Edward Charles Williams pour celui de Edward Charles Orr; ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse Marie Lucienne Delcourt de la même adresse.

Montréal, ce 5 juillet 1971.

Les procureurs du requérant,
MES. SHADLEY MELANÇON
41027-29-2-o & SACCHITELLE.

**Change of name — Act
Application**

George Burton Deslongchamps

Notice is hereby given that George Burton Deslongchamps, Manager, residing at 75 Ballantyne Terrace, in the city of Dorval, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to George Burton Dionne; said change of name to benefit also his wife, born Beryl Emily DesCôtés, of the same address.

Montreal, July 12, 1971.

McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
41148-30-2-o HARRIS, THOMAS & MASON,
Attorneys for the Applicant.

Joseph André Yves Jeannot Lussier

Notice is hereby given that Mr. Joseph André Yves Jeannot Lussier, domiciled in the district of Montreal, temporarily residing at 55 Borden Drive, Middleton Park, Trenton, Ontario, will apply to the Lieutenant-Governor in order to change his name to Joseph André Yves Jeannot Gaumond, in accordance with the Change of Name Act, Québec Statutes, chapter 77, 1965.

Trenton, Ontario, April 5, 1971.

JOSEPH ANDRÉ YVES JEANNOT
41193-30-2-o LUSSIER,
Applicant.

Edward Charles Williams

Notice is hereby given that Mr. Edward Charles Williams residing and domiciled at 5173 Angora, at St-Louis of Terrebonne, district of Terrebonne will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Mr. Edward Charles Williams to Mr. Edward Charles Orr said change of name will also benefit to his wife Marie Lucienne Delcourt, of the same address.

Montreal, July 5, 1971.

MES. SHADLEY, MELANÇON
41027-29-2-o & SACCHITELLE,
Attorneys for the petitioner.

Walter Anthony Hinks

Avis est par les présentes donné que Walter Anthony Hinks, technicien, résidant à 8689, rue Nevers, ville de St-Léonard, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Walter Anthony Pearson.

Montréal, le 16 juin 1971.

Le procureurs du requérant,
McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
41149-30-2-o HARRIS, THOMAS & MASON.

Claude Cauchon

Avis est donné que Claude Cauchon, technicien, domicilié et résidant au No 3385, rue Lyall, app. 11 dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Claude Caudron.

Ce changement sera applicable également à son épouse, Hélène Bourque, des mêmes lieux.

Montréal, le 28 juin 1971.

Les procureurs du requérant,
41026-29-2-o PILON ET LEMIEUX.

Armande Dusablon

Avis par la présente est donné que Armande Dusablon, fille de Georges Dusablon et de Rose Paquin, domiciliée au 10154 rue de Lille à Montréal, adressera au ministre de la Justice une requête aux fins de changer son nom en celui de Josée Dusablon et d'y exercer tous ses droits sous ce nouveau nom.

Montréal, ce 8e jour de juillet 1971.

Les procureurs de la requérante,
41062-29-2-o Mes. GIROUX, & EVEN, avocats.

Zygmunt Marian Jastrzebski

Avis est donné par la présente que Zygmunt Marian Jastrzebski, domicilié au 550 rue Mitchell, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom et celui de Zygmunt M. Jast. Son épouse, née Carol Nadler et ses enfants mineurs, Paul Victor et Steven Edward de la même adresse, bénéficieront des mêmes avantages dus à ce changement de nom.

Les procureurs du requérant,

BRISSET, REYCRAFT,
41063-29-2-o BISHOP & DAVIDSON.

Moise H. Levis

Avis est par la présente donné que Moise H. Levis, ingénieur-conseil, domicilié au 4477 Chemin Circle, dans la ville de Montréal, district de Montréal, Province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Morris Haim Levis.

Montréal, le 7 juillet 1971.

Les procureurs du requérant,
41065-29-2-o ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO.

Walter Anthony Hinks

Notice is hereby given that Walter Anthony Hinks, technician, residing at 8689 Nevers Street, in the city of St. Léonard, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Walter Anthony Pearson.

Montreal, June 16, 1971.

McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
41149-30-2-o HARRIS, THOMAS & MASON,
Attorneys for the Applicant.

Claude Cauchon

Notice is given that Claude Cauchon, technician, domiciled and residing at No. 3385 Lyall Street, Apt. 11 in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an Order changing his name to that of Claude Caudron.

This change of name shall also apply to his wife Hélène Bourque, of the same address.

Montreal, June 28, 1971.

PILON AND LEMIEUX,
41026-29-2 *Attorneys for the petitioner.*

Armande Dusablon

Notice is hereby given that Armande Dusablon, daughter of M. Georges Dusablon and Rose Paquin, residing at 10154 Lille Street in Montreal will apply to the Minister of Justice to have his name changed from Armande Dusablon to Josée Dusablon and to benefit from the said change of name.

Montreal, this 8th day of July 1971.

Mtmes. GIROUX & EVEN, *Lawyers,*
41062-29-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Zygmunt Marian Jastrzebski

Notice is given that Zygmunt Marian Jastrzebski, residing at 550 Mitchell St. in the town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to change his name to that of Zygmunt M. Jast. His wife, née Carol Nadler, and minor children, Paul Victor and Steven Edward, all of the same address, will benefit from the said change of name.

BRISSET, REYCRAFT,

BISHOP & DAVIDSON,
41063-29-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Moise H. Levis

Notice is hereby given that Moise H. Levis, consulting engineer, residing at 4477 Circle Road in the city and district of Montreal, province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Morris Haim Levis.

Montreal, July 7, 1971.

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO,
41065-29-2-o *Attorneys for Applicant.*

Bernard Lapierre

Avis par la présente est donné que Bernard Lapierre, fils de Léonidas Lapierre et de Églantine Bleau, demeurant au 545 Avenue Maple à St-Lambert, adressera au ministre de la Justice, une requête aux fins de changer son nom en celui de Bernard Assiniwi, ce changement devant s'appliquer à son épouse Marina Desrochers, à ses enfants Jean-Yves, Christian, et Marc-André, d'y exercer tous leurs droits sous ce nouveau nom.

Montréal, ce 8e jour de juillet 1971.

Les procureurs du requérant,
GIROUX & EVEN, *avocats.*

41064-29-2-o

Bernard Lapierre

Notice is hereby given that Bernard Lapierre, son of Léonidas Lapierre and Églantine Bleau, residing and domiciled at 545 Maple Avenue at St. Lambert, will apply to the Minister of Justice to have his name changed from Bernard Lapierre to Bernard Assiniwi. Said change of name will also benefit to his wife Marina Desrochers and his children Jean-Yves, Christian and Marc-André of the same address.

Montreal, this 8th day of July 1971.

GIROUX & EVEN, *Lawyers,*
Attorneys for Petitioner.

41064-29-2-o

Maurice Plourde

Avis est donné que Monsieur Maurice Plourde présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil dans le but de changer son nom en celui de Maurice Dubuc; ce changement de nom s'appliquera également à son épouse, Mircille Bouchard, ainsi qu'à ses quatre enfants, Marc, Chantal, Eric et Anik.

Toutes ces personnes résident au domicile du requérant, Monsieur Maurice Plourde, au No 8137, rue Jean Nicolet à St-Léonard.

41198-30-2-o

Maurice Plourde

Notice is given that Mr. Maurice Plourde will petition the Lieutenant-Governor in Council with the object of changing his name to Maurice Dubuc; this change of name will also affect that of his wife, Mireille Bouchard, and his four children, Marc, Chantal, Eric and Anik.

All these persons are residing at the domicile of the petitioner, Mr. Maurice Plourde, 8137 Jean Nicolet Street, St-Léonard.

41198-39-2-o

Liquidation — Loi de la

Société coopérative agricole de Ste-Anne du Lac

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de Ste-Anne du Lac », tenue à Ste-Anne du Lac, dans le district électoral de Labelle, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles statuts refondus 1964, chapitre 124, et que M. Roger Bilodeau a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
41177-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

**Entreprises Cossette inc.
Cossette Enterprises Inc.**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Entreprises Cossette inc. — Cossette Enterprises Inc. », tenue à Québec, le 29 janvier 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Guy Fortier, c.a., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
41191-o LS-PHILIPPE BOUCHARD. 15147-59

Winding up Act

Société coopérative agricole de Ste-Anne du Lac

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that at a special général meeting of the members of the "Société coopérative agricole de Ste-Anne du Lac", held at Ste-Anne du Lac, in the electoral district of Labelle, a resolution was adopted to wind up the Coöperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 124, and that Mr. Roger Bilodeau was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
41177 *Companies and Cooperatives.*

**Entreprises Cossette inc.
Cossette Enterprises Inc.**

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Entreprises Cossette inc. — Cossette Enterprises Inc.", held in Québec, on January 29, 1971, a resolution was passed stating that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Guy Fortier, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
41191 *Companies and Cooperatives.* 15147-59

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la
Municipalité du Canton de Clifton,
Partie Est, Comté de Compton**

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité du Canton de Clifton, Partie Est, Comté de Compton », a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 18 décembre 1899;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 12 janvier 1970, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 5 juillet 1971, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices et payé toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Clifton, Partie Est, Comté de Compton » sont annulés à compter du 9 juillet 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 9 juillet 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

41165-30-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Department of Finance
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

**The Mutual Insurance Company of the
Municipality of the East Part of the Township
of Clifton, County of Compton**

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Whereas "The Mutual Insurance Company of the Municipality of the East Part of the Township of Clifton, County of Compton" has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 18th of December 1899;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 12th of January 1970, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer on the said Municipality have filed with the Insurance Branch, on the 5th of July 1971, a sworn declaration to the effect that the company has cancelled all its policies and discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The Mutual Insurance Company of the Municipality of the East Part of the Township of Clifton, County of Compton", are cancelled as from the 9th of July 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 9th of July 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

41165-30-2-o

Syndicat professionnel

**Canadian Union of Communication Workers
L'Union Canadienne des Travailleurs
en Communication**

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juin 1971, il a autorisé le changement de nom de « Northern Electric Employee Association », dont la constitution a été autorisée le 15 février 1944, avec siège social à Montréal, en celui de « Canadian Union of Communication Workers — L'Union Canadienne des Travailleurs en Communication », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

41192-o

117-44

Professional Syndicate

**Canadian Union of Communication Workers
L'Union Canadienne des Travailleurs
en Communication**

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that on June 7, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "Northern Electric Employee Association", the incorporation of which was authorized on February 15, 1944, with its head office in Montreal, to that of "Canadian Union of Communication Workers — L'union Canadienne des Travailleurs en Communication", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes 1964, Chapter 146.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41192

117-44

**Ministère du Travail et de la
Main-d'oeuvre**

**Department of Labour and
Manpower**

Avis de modification

Salariés de garages — région de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages (Région de Québec) rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le nom de « Limoulou » sera ajouté à la liste des districts électoraux de l'Article 10 (Champ d'application territorial, région de Québec).

2° À l'article 11, section I, les mots: « les ateliers de vulcanisation » seront remplacés par les mots: « les sections des ateliers de vulcanisation et de rechapage où se font l'équilibrage et l'alignement des roues ».

3° Dans le champ d'application professionnel de la Section I précédant immédiatement l'article 20, les mots « ateliers de vulcanisation » seront remplacés par les mots: « sections des ateliers de vulcanisation et de rechapage où se font l'équilibrage et l'alignement des roues ».

4° Le champ d'application professionnel de la Section I de la Deuxième Partie et les articles 20.00 et 20.01 seront remplacés par les suivants:

« Section I

Garages publics, terrains de démontage, stations service, postes d'essence, postes de lavage, terrains ou garages de stationnement, magasins de pneus, sections des ateliers de vulcanisation et de rechapage où se font l'équilibrage et l'alignement des roues.

Article 20.00 *Taux de salaires et classification des emplois:*

20.01 Les taux minimaux des salaires horaires ou hebdomadaires pour les emplois régis par la présente Section sont les suivants:

Compagnon: mécanicien, mécanicien-diesel, soudeur, électricien, ajusteur, machiniste, carrossier, aligneur de roues, spécialiste en boîtes de vitesses automatiques, peintre, bourreleur, débosseleur — *Journeyman:* mechanic, diesel-mechanic, welder, electrician, fitter-machinist, machinist, bodyman, wheel aligner, automatic transmission specialist, painter, upholsterer, dent remover:

Classe « A » — Class "A".....	\$ 3.50	\$ 3.65
Classe « A/B » (tous les salariés qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all employees who do not successfully pass the class "A" examination but retain 85% or more marks).....	3.33	3.48
Classe « B » — Class "B".....	3.25	3.40
Classe « C » — Class "C".....	3.13	3.28

Notice of Amendment

Garage Employees — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the region of Québec, rendered obligatory by Decree No. 164 of February 6, 1962, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. The word "Limoulou" will be added to the list of the electoral districts mentioned in section 10 (Territorial jurisdiction, Québec region).

2. In Division I of section 11, the words "vulcanizing shops" will be replaced by "sections of vulcanizing or retreading shops engaged in the alignment and balancing of wheels".

3. In the professional jurisdiction of Division I, immediately preceding section 20, the words "vulcanizing shops" will be replaced by "sections of vulcanizing or retreading shops engaged in the alignment and balancing of wheels".

4. The professional jurisdiction of Division I of Part Two and sections 20.00 and 20.01 will be replaced by the following:

"Division I

Public garages, scrapping yards, service stations, gasoline stations, car washes, parking lots or parking garages, tire shops, sections of vulcanizing or retreading shops engaged in the alignment and balancing of wheels.

Section 20.00 *Wage rates and classification of occupations:*

20.01 The minimum hourly or weekly wage rates for the occupations governed by the present Division are as follows:

*1er jan.
Jan. 1,
1972*

			<i>1er jan. Jan. 1, 1972</i>	
<i>Apprenti — Apprentice:</i>				
4e année — 4th year		2.60		2.68
3e année — 3rd year		2.45		2.53
2e année — 2nd year		2.25		2.33
1re année — 1st year		2.10		2.18
Vitrier, graisseur — Glazier, greaser		2.76		2.83
Laveur, livreur — Washer, deliveryman		2.29		2.35
Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement désignés — Any employee performing work not otherwise classifiable		1.66		1.71
<i>Préposé au service — Serviceman:</i>				
Après 2 ans — After 2 years		2.37		2.43
2e année — 2nd year		2.12		2.18
1re année — 1st year		1.97		2.03
<i>Préposé de station-service — Service station attendant:</i>				
3e année — 3rd year		2.06		2.11
2e année — 2nd year		1.81		1.86
1re année — 1st year		1.66		1.71
Pompiste — Pump attendant		1.66		1.71
Préposé de station-service — surnuméraires et pompistes surnuméraires — Service station attendant-extra employee and supernumerary pump attendant		1.68		1.73
<i>Vendeur de service — Service salesman:</i>				
Après 3 ans — After 3 years		108.00		110.00
3e année — 3rd year		101.00		103.00
2e année — 2nd year		94.00		96.00
1re année — 1st year		88.00		90.00
			<i>1er janvier January 1, 1972</i>	
			<i>Homme Male</i>	<i>Femme Female</i>
<i>Employé de bureau — Office employee:</i>				
8e année — 8th year	\$ 92.50	\$ 87.00	\$ 92.50	\$ 90.00
7e année — 7th year	90.00	84.50	90.00	87.50
6e année — 6th year	87.50	82.50	87.50	85.50
5e année — 5th year	83.00		85.00	
4e année — 4th year	79.00		81.00	
3e année — 3rd year	75.00	72.00	77.00	74.00
2e année — 2nd year	71.00	69.00	73.00	71.00
1re année — 1st year	68.00	66.00	70.00	68.00
<i>Préposé aux pièces — Parts man:</i>				
1er commis — Head clerk	103.00	91.00	103.00	93.00
Commis 7e année — 7th year clerk	96.00		96.00	
Commis 6e année — 6th year clerk	93.00	87.00	93.00	89.00
Commis 5e année — 5th year clerk	91.00	85.00	91.00	87.00
Commis 4e année — 4th year clerk	89.00		91.00	
<i>Commis d'entrepôt (manutentionnaire) — Warehouse-clerk:</i>				
3e année — 3rd year	83.00	74.00	84.00	75.00
2e année — 2nd year	79.00	72.00	80.00	73.00
2e six mois — 2nd 6 months	73.00	70.00	74.00	71.00
1er six mois — 1st 6 months	70.00	68.00	71.00	69.00

5° À l'article 21.03, le dernier paragraphe sera remplacé par le suivant:

« Le salarié embauché en qualité de préposé de station-service ou de pompiste d'une façon irrégulière ou temporaire n'est pas assujéti aux dispositions du présent article. »

5. The last paragraph of section 21.03 will be replaced by the following:

“Employees hired as service station attendants or pumps attendants on an irregular or temporary basis are not governed by the provisions of the present section.”

6° À l'article 21.07, au 3e paragraphe, les mots: « taux réel » seront remplacés par les mots: « taux effectif » et au 4e paragraphe les mots « taux de salaire normal » seront remplacés par les mots: « taux effectif ».

7° À la fin de l'article 23.02 la phrase suivante sera ajoutée:

« Ce congé ne doit pas excéder deux (2) semaines civiles. »

8° À l'article 23.05, le paragraphe « a » sera remplacé par le suivant:

« Tout salarié qui a droit à moins de deux (2) semaines de congé, doit recevoir une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant les heures normales pendant la période de référence. »

9° L'article 23.08 sera remplacé par le suivant:

« 23.08 Tout salarié qui quitte volontairement son emploi, ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir au moment de son départ une indemnité compensatrice pour les congés qu'il a acquis pendant la période de référence précédente et qu'il n'a pas pris plus un montant égal à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant les heures normales pendant la période de référence. »

10° À l'article 25.01 les mots: « pour une année à compter de cette date » seront remplacés par les mots suivants: « jusqu'au 31 décembre 1972 ».

11° L'article 30.01 sera remplacé par le suivant:

6. In the third (3rd) paragraph of section 21.07 of the French version, the words "taux réel" will be replaced by the words "taux effectif" and in the fourth (4th) paragraph, the words "taux de salaire normal" will be replaced by "taux effectif".

7. The following will be added at the end of section 23.02:

"Such annual vacation shall not exceed two (2) calendar weeks."

8. Paragraph "a" of section 23.05 will be replaced by the following:

"Any employee entitled to less than two (2) weeks' annual vacation with pay shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of the wages earned during standard working hours within the qualifying period."

9. Section 23.08 will be replaced by the following:

"23.08 Any employee who leaves his employ of his own free will or who is dismissed for good reason shall receive, upon severance, an indemnity as compensation for the vacation to which he had become entitled during the preceding qualifying period and that he has not yet taken together with four per cent (4%) of the wages earned during standard working hours within the qualifying period."

10. In section 25.01, the words "for one year after such date" will be replaced by the words "until December 31, 1972."

11. Section 30.01 will be replaced by the following:

1er jan.
Jan. 1,
1972

* *Compagnon*: mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseleur, charron, forgeron, soudeur, peintre, bourreleur — *Journeyman*: mechanic, fitter-machinist, machinist, electrician, dent remover, wheelright, blacksmith, welder, painter, upholster:

Classe « A » — Class "A"	\$ 3.60	\$ 3.70
Classe « A/B » (tous les « B » qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all "B" s who failed the "A" exam but have retained 85% or more marks)	3.43	3.53
Classe « B » — Class "B"	3.35	3.45
Classe « C » — Class "C"	3.23	3.33

Apprenti — Apprentice:

4e année — 4th year	2.98	3.08
3e année — 3rd year	2.85	2.93
2e année — 2nd year	2.63	2.73
1re année — 1st year	2.48	2.58

Préposé au service — Serviceman:

1re année — 1st year	2.45	2.53
2e année — 2nd year	2.58	2.68
Après 2 ans — After 2 years	2.83	2.93

Magasinier (salariés hebdomadaires) — Storeman (weekly):

En charge — In charge	139.00	143.50
7e année — 7th year	132.00	136.50
6e année — 6th year	129.00	133.50
5e année — 5th year	127.00	131.50
4e année — 4th year	113.00	117.50
3e année — 3rd year	109.00	113.50
2e année — 2nd year	105.00	109.50
2e six mois — 2nd six months	99.00	103.50
1er six mois — 1st six months	97.00	101.50

12° L'article 30.02 sera remplacé par le suivant:

« 30.02 *Costumes*: Par un contrat de service, les costumes, uniformes et salopettes sont fournis, blanchis et payés à parts égales par l'employeur et le salarié par retenue sur le salaire de ce dernier. Chaque salarié est responsable des vêtements qui lui sont confiés, sauf en cas de vol. »

13° À l'article 30.03, le second paragraphe sera remplacé par le suivant:

« La journée normale de travail ne doit pas dépasser neuf (9) heures. »

14° À l'article 72.01, la date du « 1er août 1972 » coiffant la dernière colonne des taux de salaires devra se lire ainsi: « 1er juin 1972 »; et au premier paragraphe, les taux de salaires applicables à l'emploi de « compagnon classe B » devront se lire: « \$2.30, \$2.50, \$2.70, \$2.90 » au lieu de: « \$2.30, \$2.50, \$2.70, \$2.80 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 24 juillet 1971. 41166-0

Avis

Convention collective de travail relative à l'alimentation au détail région Saguenay-Lac Saint-Jean

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière, Kénogami et Arvida Inc;

L'Association des Détaillants des produits alimentaires de Chicoutimi et de la Baie;
Provigo

D'UNE PART, et

L'Association professionnelle des Maîtres-bouchers, Bouchers et Apprentis-bouchers du comté de Jonquière-Kénogami;

Le Syndicat national des Employés de Commerce et de Bureau du comté Lapointe;

Le Syndicat national des Employés de magasins de Chicoutimi;

Le Syndicat national des Employés de commerce de la Baie des Ha! Ha!

12. Section 30.02 will be replaced by the following: "30.02 *Uniforms*: Uniforms, special uniforms and overalls shall be supplied and cleaned by the employer and the employee, each paying half of the cost, as stipulated in the service contract; the employee's share shall be paid by means of a check-off his wages. Each employee shall be responsible for the clothes supplied to him, except in case of theft."

13. The second paragraph of section 30.03 will be replaced by the following:

"The standard working day shall not exceed nine (9) hours".

14. In section 72.01, the date "August 1, 1972", heading the last column of wage rates, will be corrected to read as follows: "June 1, 1972"; in the first paragraph, the rates of wages applicable to Class "B" journeymen shall read "\$2.30, \$2.50, \$2.70, \$2.90" instead of "\$2.30, \$2.50, \$2.70, \$2.80".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 24, 1971. 41166-0

Notice

Collective labour agreement respecting the Retail Food Trade in the Saguenay-Lac Saint-Jean region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties listed hereunder have petitioned him to make binding the collective labour agreement between:

ON THE ONE PART:

L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière, Kénogami et Arvida Inc.;

L'Association des Détaillants des produits alimentaires de Chicoutimi et de la Baie;
Provigo;

AND, ON THE OTHER PART:

L'Association professionnelle des Maîtres-bouchers, Bouchers et Apprentis-bouchers du comté de Jonquière-Kénogami;

Le Syndicat national des Employés de Commerce et de Bureau du comté Lapointe;

Le Syndicat national des Employés de magasins de Chicoutimi;

Le Syndicat national des Employés de commerce de la Baie des Ha! Ha!

D'AUTRE PART

pour les employeurs, les artisans et les salariés de l'industrie et des occupations visées, suivant les conditions ci-après décrites:

for the employers, artisans and employees of the industry and in the occupations concerned, according to the conditions stipulated hereafter:

Article I

Section I

Définitions: Pour les fins du présent décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

Definitions: In this agreement:

a) Le terme « établissement commercial » désigne tout établissement tel que, mais sans les limiter: épicerie, boucherie, épicerie-licenciée, restaurant-épicerie, où se vend au détail tout produit d'alimentation, tel que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épicerie, légumes, bonbons, fruits, liqueurs, bières et tout autre produit communément vendu dans les établissements de même nature et ce, dans la juridiction territoriale du présent décret.

(a) "Commercial establishment" means, but is not restricted to: any grocery store, butcher shop, licensed grocery store, restaurant-grocery, where any food product such as raw or cooked meat, delicatessen products, fish, groceries, vegetables, candy, fruit, soft drinks, beer and any other product usually sold in such places are in fact sold; such establishments are within the territorial jurisdiction of this decree.

b) Le terme « chef de département ou premier commis » désigne toute personne qui a la charge et la responsabilité d'un ou plusieurs départements et au moins deux employés réguliers sous ses charges.

(b) "Department head" or "head clerk" means anyone who is in charge of and responsible for one or more department; is in charge of at least two regular employees.

c) Le terme « teneur de livres » désigne le salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité de l'établissement.

(c) "Bookkeeper" means any employee who controls and supervises the establishment's accounting.

d) Le terme « assistant-teneur de livres » désigne celui qui aide le teneur de livres dans son travail.

(d) "Assistant bookkeeper" means anyone who helps a bookkeeper carry out his duties.

e) Le terme « employé(e) de bureau » désigne toute personne habituellement préposée au travail de bureau, à la correspondance, à la tenue des livres, etc. et dont l'occupation n'est pas autrement définie dans le présent décret.

(e) "Office employee (female)" means anyone who usually does office work; takes care of correspondence; does bookkeeping, and so on, and whose occupation is not otherwise defined in this decree.

f) Le terme « caissier ou caissière » désigne tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer les argents journaliers, et de tenir les livres de sa caisse. Cet employé ne sera pas tenu responsable des argents qui peuvent manquer ou qui sont en trop s'il n'a pas le contrôle absolu de sa caisse, c'est-à-dire s'il n'est pas en mesure de contrôler complètement les entrées et les sorties de cette caisse.

(f) "Cashier (male or female)" means any employee whose duties consist mainly in registering the daily receipt (money) and in keeping the books pertaining to his cash register. Such employee cannot be held responsible for cash overages and shortages if he does not have sole control of his cash register, i.e., if there is no way of his controlling the amounts paid into and out of the cash register.

g) Le terme « commis » désigne tout salarié dont le travail principal consiste à prendre les commandes, à faire les étalages, à répondre au public et exécuter tous les autres travaux en général dans l'établissement.

(g) "Clerk" means any employee whose duties consist mainly in taking orders, making display, waiting on customers and performing all other general work in the establishment.

h) Le terme « livreur » désigne tout salarié qui s'occupe principalement de la livraison des marchandises au moyen de voiture automobile ou de camion. Il ne pourra être tenu responsable de ce qui est hors de son contrôle.

(h) "Deliveryman" means any employee whose duties consist mainly in delivering goods by means of an automobile or truck. Such employee may not be held responsible for anything that happens to be beyond his control.

i) Le terme « aide-livreur » désigne tout salarié qui assiste le livreur dans ses fonctions.

(i) "Deliveryman's helper" means any employee whose duties consist mainly in helping the deliveryman to carry out his duties.

j) Le mot « messenger » désigne tout salarié dont la tâche principale consiste à livrer les marchandises, soit à pied, soit à bicyclette.

(j) "Messenger" means any employee whose duties consist mainly in delivering goods either by bicycle or on foot.

k) Le terme « maître-boucher » désigne tout salarié, qui après avoir réussi les examens requis devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire, dirige et administre un rayon de boucherie, fait les achats, détermine les prix de vente au détail, établit le pourcentage brut des bénéfices, selon les exigences du patron, fait

(k) "Master butcher" means any employee who, after having passed the exam set by the Parity Committee's Board of Examiners, supervises and runs a meat department; makes purchases; sets retail sale prices; determines the gross percentage of profits in line with his employer's instructions; cuts and carves

la coupe, le dépeçage des viandes, la charcuterie nécessaire à l'établissement, etc. soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant de l'établissement.

l) Le mot « boucher » désigne tout salarié qui a quatre (4) années d'expérience en boucherie sous la surveillance d'un boucher qualifié et qui a subi avec succès les examens requis devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire.

m) Le terme « apprenti-boucher » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un rayon de boucherie, sous la surveillance d'un boucher qualifié mais qui n'a pas complété quatre (4) années d'apprentissage.

n) Le terme « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société, un travail régi par le présent décret. Le fonctionnement du commerce doit être assuré du début à la fin d'une journée par un effectif total de moins de quatre (4) personnes composé d'au moins deux (2) membres de la famille.

o) Le mot « fruitier » désigne tout salarié qui dirige et administre un rayon de fruits et légumes, fait les achats, fixe les prix de vente au détail, établit le pourcentage brut des bénéfices selon les exigences du patron et fait l'inventaire soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant de l'établissement.

p) Le terme « aide-fruitier » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un rayon de fruits et légumes sous la direction ou la surveillance d'un fruitier.

q) Le terme « produit alimentaire » désigne tout produit d'alimentation tels que: viande cuite ou crue, charcuterie, poissons, épicerie, légumes, bonbons, fruits, eaux gazeuses, bière et tout autre produit communément vendu dans les établissements assujettis au décret; cette nomenclature n'est pas limitative.

Article II

Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du présent décret comprend les cités d'Arvida, Bagotville, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

Article III

Champ d'application professionnel: Le présent décret régit tous les employeurs, salariés et artisans du commerce de détail des produits alimentaires. Tout commerce de gros et de détail est considéré comme commerce de détail si le commerce de gros n'est qu'accessoire.

Le terme « commerce en gros ou demi-gros » désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation de distribuer à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros, aux détaillants, aux restaurants, aux hôtels et aux communautés religieuses, des marchandises et des produits ultérieurement destinés aux consommateurs.

Le commerce de détail visé par le présent décret comprend le colportage et toute vente ou livraison dans le champ d'application territoriale faite par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial.

meat; prepares the establishment's meat products, and so on, either alone or with the employer or manager of the establishment.

(l) "Butcher" means any employee who has four (4) years' experience in the butchering trade under the supervision of a qualified butcher; has successfully passed the exam set by the Parity Committee's Board of Examiners.

(m) "Apprentice-butcher" means any employee who usually works in a meat department under the supervision of a qualified butcher but has not completed four (4) years' apprenticeship.

(n) "Artisan" means anyone who, alone or in partnership, performs any of the work covered by this decree. No, more than four (4) persons, at least two (2) of whom shall be members of the family, shall ensure the operation of the business from opening to closing times.

(o) "Produce clerk" means any employee who supervises and runs a produce department; makes purchases; sets retail sale prices; determines the gross percentage of profits in line with his employer's instructions; takes stock, either alone or with the employer or manager of the establishment.

(p) "Produce clerk's helper" means any employee who usually works in a produce department under the direction or supervision of a produce clerk.

(q) "Food products" means any food product such as: raw or cooked meat, delicatessen products, fish, groceries, vegetables, candy, fruit, soft drinks, beer and any other product usually sold in the establishments governed by this decree. The foregoing enumeration is non-restrictive.

Section II

Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this decree includes the cities and towns of Arvida, Bagotville, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin and the territory within a 10-mile radius of their limits.

Section III

Professional jurisdiction: This decree covers all employees, employees and artisans engaged in the retail food products business. Any wholesale-retail business is considered as a retail outlet if the wholesale operation is only an accessory to the retail business.

"Wholesale or semi-wholesale business" means any business mainly concerned with distributing to other wholesale or semi-wholesale firms, retailers, restaurants, hotels or religious congregations, goods and products which are subsequently passed on to consumers.

The retail business hereby covered includes any peddling and all sales and deliveries in the territorial jurisdiction by anyone who does not have a commercial establishment in the territorial jurisdiction.

Le présent décret ne s'applique pas aux hôtels, restaurants, tavernes ou d'autres établissements qui ne vendent pas de produits alimentaires pour consommation à l'extérieur.

Lorsque, dans un établissement commercial, on fait en même temps le commerce de produits alimentaires et d'autres produits, le commerce de produits alimentaires qu'on y fait est assujéti au présent décret s'il est exercé dans une section distincte de l'établissement par un ou des salariés préposés à cette fonction, de telle sorte que l'employeur puisse être identifié, dans ce secteur particulier de son établissement, comme offrant en vente des produits alimentaires dont le commerce est assujéti au présent décret et que son ou ses salariés puissent dans ce secteur particulier de l'établissement, exécuter à plein temps ou à temps partiel, un travail pour lequel une classification d'emploi et un salaire sont prévus au présent décret.

Article IV

Durée du travail:

a) La semaine normale de travail des salariés dans les établissements assujétis au présent décret est de quarante (40) heures. Tous les employeurs assujétis au présent décret observeront vis-à-vis toutes les catégories de salariés qui sont énumérées, les heures ci-dessous indiquées:

Mardi, mercredi, jeudi, samedi: de 8 heures 30 a.m. à 5:30 heures p.m.;

Vendredi: de 8:30 heures a.m. à 9 heures p.m.

b) Tout travail accompli par les employés au-delà des heures mentionnées au paragraphe « a », ou en dehors des heures d'ouverture et/ou de fermeture du magasin, est considéré comme surtemps et doit être rémunéré au taux d'une fois et demie (1½) le taux horaire de l'employé.

c) Toute heure supplémentaire doit être rémunérée sur une base journalière ou hebdomadaire.

1. Le travail commencé trente (30) minutes avant l'heure normale de fermeture peut être prolongé de quinze (15) minutes, sans rémunération additionnelle.

2. De même, les salariés doivent servir les clients entrés avant la fin du travail régulier prévu au paragraphe « a » et ce sans temps supplémentaire.

d) Tout travail autorisé exécuté le dimanche et les jours fériés chômés, entraîne une majoration de 100% du taux normal de salaire, excepté dans les cas prévus au paragraphe « b » du présent article.

e) Tout salarié a droit à 1½ heure pour son repas du midi, et les soirs où il doit travailler, il a droit à une (1) heure pour son repas du soir. Ce temps pour les repas compte de la cessation à la reprise du travail.

f) Par dérogation aux dispositions précédentes, l'employeur peut, dans le cas suivant, faire travailler ses salariés à la vente jusqu'à 9 heures du soir, sans que ce travail supplémentaire n'entraîne une prime pour les heures supplémentaires:

1. La veille des jours fériés chômés, à l'exception de Noël, du Premier de l'an.

2. Les deux jours ouvrables qui précèdent la veille de Noël.

This decree does not cover hotels, restaurants, taverns or other establishments that do not sell food products for outside consumption.

When, in a commercial establishment, food products are sold along with other products, the sale of food products is governed by this decree if: it is carried out in a separate section of the establishment by one or more employees assigned thereto so that the employer may be identified in such a separate section of his establishment as selling food products and his business as being governed by this decree; his employee(s) may, in such separate section of the establishment, carry out work, on a full-time or part-time basis, for which this decree provides a job classification and wage rate.

Section IV

Working hours:

(a) Standard working hours for employees in establishments covered by this decree shall not exceed forty (40) a week. All employers governed by this decree shall have the following schedule apply to all the categories of employees listed in this decree.

Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

(b) All work performed by employees over and above the standard hours stipulated in subsection "a" above or outside the store's business hours is considered as overtime and must be paid at the rate of time and one half the employee's regular wage rate.

(c) Every overtime hour worked shall be paid on a daily or weekly basis.

1. Work that was begun thirty (30) minutes prior to closing time may be extended for fifteen (15) minutes without extra pay.

2. Likewise, employees shall wait on customers who came in before the end of the working hours stipulated in subsection "a" above and no extra pay may be claimed for this.

(d) Except for the provisions of subsection "b" of this section, double time shall be paid for all authorized work performed on Sundays and general holidays.

(e) Every employee is entitled to 1½ hours for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal whenever he has to work evenings. Such time counts from the time work was stopped until it is resumed.

(f) However, in the following instances, the employer may have his employees do sales work until 9:00 p.m., without having to pay them overtime rates:

1. the eves of general holidays, except Christmas Day and New Year's Day;

2. the two working days before Christmas Eve;

g) Toutefois, le travail de nettoyage, de balayage et de lavage nécessaire et justifié, effectué le samedi, pourra être continué jusqu'à 18 heures p.m. sans temps supplémentaire.

h) Cependant, les établissements ne devront être fermés plus de soixante-douze (72) heures consécutives en aucun cas.

i) Tout travail autorisé ou requis, accompli par les salariés au-delà des heures mentionnées au paragraphe « a » aux fins de la vente, faite directement ou indirectement, à la clientèle, est rémunéré au taux triple du taux horaire régulier du salarié, excepté dans les cas prévus aux paragraphes « d » et « f » du présent article.

Article V

Fêtes chômées et payées:

a) Il n'y a pas de travail le dimanche.

b) Les jours de fêtes suivants doivent être chômés et payés:

1. Le premier jour de l'An,
2. Le 2 janvier,
3. Le lundi de Pâques,
4. La Saint-Jean-Baptiste (le 24 ou le 25 si le 24 tombe un dimanche),
5. Le jour du Canada (le 1er ou le 2 si le 1er tombe un dimanche),
6. La fête du Travail,
7. La fête de l'Action de Grâce (2ième lundi d'octobre),
8. Le jour de Noël,
9. Le 26 décembre,
10. Un congé mobile en été,
11. Un congé mobile en automne,
12. Un congé mobile en hiver,
13. Un congé mobile au printemps.

Ces quatre (4) congés mobiles doivent être pris les mardi ou mercredi, après entente entre les parties.

Cependant, le salarié doit avertir au moins sept (7) jours à l'avance et il ne doit pas y avoir plus d'un salarié absent par magasin à chaque semaine.

Par entente mutuelle, ces congés mobiles peuvent être groupés afin d'être pris consécutivement.

c) L'employé régulier concerné ne doit subir aucune perte de salaire à cause d'une fête chômée pendant la semaine.

d) Si Noël ou le jour de l'An tombe un vendredi, les salariés doivent travailler le lundi qui suit ce vendredi, et ce sans temps supplémentaire.

Si Noël ou le jour de l'An tombe un mardi, les salariés doivent travailler le lundi qui précède ce mardi et ce sans temps supplémentaire.

e) Il est bien entendu cependant, que les salariés seront payés pour les fêtes chômées mentionnées au paragraphe « b » du présent article à la condition qu'ils soient au travail pour la journée entière ouvrable qui suit ladite fête chômée, et pourvu que de plus ces congés ne tombent pas un dimanche ou un lundi, sauf en cas d'accident, maladie, congé prévu au décret et permission d'absence, pourvu que leur absence date de sept (7) jours de calendrier ou moins lorsque survient la fête.

(g) However, all cleaning, sweeping and washing deemed necessary and justified and carried out on Saturdays may be extended until 6:00 p.m., at straight time.

(h) However, establishments may never be closed for more than seventy-two (72) hours straight.

(i) Triple time shall be paid for all work authorized or required and performed outside working hours provided for in subsection "a", for the purposes of direct or indirect food product sales to customers, except in cases provided for in subsections "d" and "f" of the present section.

Section V

General holidays with pay:

(a) No work is to be performed on Sunday.

(b) The following are general holidays with pay:

1. New Year's Day,
2. January 2nd,
3. Easter Monday,
4. St. John the Baptist Day (24th or 25th if 24th falls on a Sunday),
5. Canada Day (1st or 2nd if 1st falls on a Sunday),
6. Labour Day,
7. Thanksgiving Day (2nd Monday October),
8. Christmas Day,
9. December 26th,
10. Movable holiday (Summer),
11. Movable holiday (Autumn),
12. Movable holiday (Winter),
13. Movable holiday (Spring).

Such four (4) movable holidays shall be taken on Tuesday or Wednesday, following agreement between the parties.

However, the employee shall give notice thereof at least seven (7) days in advance and there shall be no more than one employee absent per store each week.

Upon mutual agreement, such mobile holidays may be put together and taken consecutively.

(c) When a general holiday falls on a week day, the wages of the employee concerned shall not be reduced.

(d) Whenever Christmas or New Year's Day fall on a Friday, employees shall work at straight time on the following Monday.

Whenever Christmas or New Year's Day fall on a Tuesday, employees shall work at straight time on the preceding Monday.

(e) It is understood that employees shall be paid for the general holidays listed in subsection "b" of the present section provided: they are at work the full day following each such general holiday; such general holidays do not fall on a Sunday or a Monday and their absence from work is not due to an accident, sick leave or authorized leave; their absence occurred at least seven (7) days prior to any such holiday.

Article VI

Section VI

Congés payés annuels:

a) La période de référence donnant droit au congé payé annuel s'étend de la date d'embauchage au 30 avril de l'année suivante.

b) Le salarié qui ne justifie pas d'un (1) an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à autant de journées de congés continus et payés que justifie l'indemnité afférente audit congé égale à 4% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence.

c) Le salarié qui justifie d'un (1) an de service continu chez un même employeur a droit à un congé annuel d'une durée de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire total gagné par le salarié pendant la période de référence. Ces deux (2) semaines de congés annuels peuvent être prises consécutivement si l'employé en manifeste le désir.

d) Le salarié qui justifie de huit (8) ans de service continu chez un même employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% du salaire total gagné par le salarié pendant la période de référence.

e) Le salarié qui justifie de treize (13) ans de service continu chez un même employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de quatre (4) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 8% du salaire total gagné par le salarié durant sa période de référence.

f) Après entente entre les intéressés, les troisième et quatrième semaine de congé peuvent être prises dans les douze (12) mois qui suivent la fin de la période de référence, mais en dehors de la période des congés payés annuels apparaissant au paragraphe « h ».

g) Si un jour férié et payé tombe durant la période de congé annuel d'un salarié, ce dernier a droit à titre de compensation, soit à une journée supplémentaire de congé, soit à une indemnité égale au taux normal d'une journée normale de travail majoré de 100%.

h) *Période de prise de congé:* La période de prise de congé annuel payé s'étend du 1er mai au 30 octobre de la même année.

i) Le choix de la période de prise de congé annuel payé doit se faire en tenant compte de l'ancienneté de chaque salarié.

j) L'indemnité de congé annuel payé, doit être remise au salarié avant son départ en congé. S'il y a résiliation de contrat ou si le salarié quitte volontairement son emploi, ce dernier doit recevoir l'indemnité compensatrice de congés payés au moment de son départ.

k) Pour une raison légitime et personnelle, après entente et du consentement de l'employeur, un salarié pourra s'absenter de son travail, sans solde.

l) De plus, en cas de départ, pour abandon ou à la suite d'un congédiement, au cours d'une année non complétée, tout salarié doit recevoir une indemnité compensatrice calculée de la façon suivante:

1. À raison de 4% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence, s'il a moins de huit (8) ans de service continu.

Annual vacation with pay:

(a) The qualifying period that entitles an employee to the annual vacation with pay runs from the hiring date to April 30th of the following year.

(b) Every employee who does not have one (1) year's continuous service with the same employer or in the same establishment is entitled to as many days, vacation with pay as is warranted by the vacation pay equal to 4% of his total earnings during the qualifying period.

(c) Every employee who has one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to two (2) week's annual vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period. Should the employee so wish, such two (2) weeks' vacation may be taken at one time.

(d) Every employee who has eight (8) years' continuous service with the same employer is entitled to three (3) weeks' annual vacation. Vacation pay equals 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(e) Every employee who has thirteen (13) years' continuous service with the same employer is entitled to four (4) weeks' annual vacation. Vacation pay equal 8% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(f) After agreement between employer and employees, the third and fourth weeks' vacation may be taken during the twelve (12) months that follow the end of the qualifying period but not during the annual vacation with pay period stipulated in subsection "h" below.

(g) If a general holiday with pay falls during his annual vacation period, the employee is entitled to either an additional day's vacation or to an additional day's pay.

(h) *Annual vacation period:* The annual vacation period runs from May 1st through October 30th of the same year.

(i) Annual vacation dates shall be chosen according to seniority.

(j) Every employee shall be given his annual vacation pay before leaving on vacation. Should the work contract be cancelled or should he quit his job, the employee shall be given his due vacation pay on the separation date.

(k) After agreement with his employer, any employee may be on leave without pay for a personal and valid reason.

(l) Moreover, should an employee quit his job or be laid off during an uncompleted qualifying period, he shall be given a compensating indemnity calculated as follows:

1. 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period, if he has less than eight (8) years' continuous service;

2. À raison de 6% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence, s'il a au moins huit (8) ans de service continu et moins de treize (13) ans.

3. À raison de 8% du salaire total gagné s'il a au moins treize (13) ans de service continu.

Article VII

Congés-Maladie:

À compter du 1er juillet 1971, tout salarié régulier a droit à une demi-journée ($\frac{1}{2}$) de congé par mois en maladie, jusqu'à concurrence de six (6) jours pour chaque année de décret.

Dans le cas d'absence par maladie, le salarié recevra la différence entre le montant payable par l'assurance et son taux de salaire régulier, jusqu'à l'épuisement des jours ainsi accumulés aux conditions suivantes:

- Qu'il avertisse l'employeur le plus tôt possible;
- Qu'il fournisse un certificat médical attestant qu'il est malade ou a été malade dans le cas seulement où l'absence pour maladie est de deux (2) jours ou plus.
- Qu'il se soumette à l'examen médical fait par le médecin choisi et payé par l'employeur dans le cas où l'employeur demanderait cet examen médical. Advenant le cas où les salariés ne seraient pas absents pour maladie, les congés accumulés seront monnayables jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50%) mais seulement dans le cas de cessation d'emploi pour quelque cause que ce soit.

Article VIII

Congés sociaux: L'employeur accordera des congés d'absence sans perte de salaire dans les cas suivants et pour le nombre de jours indiqués.

- Naissance ou baptême de son enfant, une journée;
- Décès de son père, de sa mère, de son frère, de sa sœur, de son conjoint, de son enfant, de son beau-père, de sa belle-mère, trois jours;
- Décès de son grand-père, de sa grand-mère, de son beau-frère, de sa belle-sœur, de son gendre, de sa bru, la journée des funérailles;
- L'employeur accordera trois jours de congés payés à tout salarié qui se marie ou à l'occasion de son mariage;
- L'employeur accordera un jour de congé payé à tout salarié pour le mariage d'un proche parent tel que: frère, sœur, mère, père, enfant: le jour du mariage. Le salarié devra cependant avertir le gérant ou son employeur sept (7) jours à l'avance;
- En cas d'hospitalisation d'urgence, d'un enfant ou du conjoint du salarié, une journée;
- En cas d'opération chirurgicale d'un enfant ou du conjoint qui nécessite un gardien, une journée.

Article IX

Frais de déplacement:

a) Les frais de déplacement des salariés requis par l'employeur de travailler temporairement en dehors de la localité où ils résident, sont à la charge de l'employeur.

b) Tout uniforme exigé par l'employeur, ce qui comprend des boucles, cravates et insignes doit être payé

2. 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period, if he has at least eight (8) years' continuous service but less than thirteen (13);

3. 8% of total wages earned if he has at least thirteen (13) years' continuous service.

Section VII

Sick leave:

Beginning July 1, 1971, all regular employees shall be entitled to one-half ($\frac{1}{2}$) day's sick leave per month up to six (6) days per year.

When on sick leave, the employee shall be paid the difference between his regular salary and the benefits paid by the insurance until depletion of the accumulated sick leave, subject to the following conditions:

- he must advise his employer as soon as possible;
- he must supply a medical certificate stating that he was or is sick whenever he is off sick for two (2) days or more;
- he must accept to undergo a physical examination performed by a physician chosen and paid by the employer, should the employer so request. Should an employee not use up his sick leave, he may receive a monetary compensation up to 50% of its value. This only applies if there is severance for any reason whatever.

Section VIII

Special leave: Employers shall grant their employees the following leave without loss in pay and for the periods listed below:

- birth or christening of his child: one (1) day;
- death of his father, mother, brother, sister, spouse, child, father-in-law, mother-in-law: three (3) days;
- death of his grandfather, grandmother, brother-in-law, sister-in-law, son-in-law, daughter-in-law: the funeral day;
- his own wedding: three (3) days;
- one (1) day (the wedding day): wedding of the immediate family such as: brother, sister, mother, child. However, the employee shall advise his manager or employer seven (7) days beforehand;
- emergency hospital admission of his child or spouse: one (1) day;
- surgery to his spouse or child requiring someone in attendance: one (1) day.

Section IX

Travelling expenses:

a) When an employer requests that employees work temporarily outside their home town, he shall pay their travelling expenses.

b) The purchase and upkeep of any uniform (including bow-ties, ties and insignia) shall be paid by the

par celui-ci. L'entretien de ces mêmes uniformes est à la charge de l'employeur, sauf dans le cas des caissières qui doivent entretenir leur uniforme. Si le salarié veut faire remplacer une partie de l'uniforme nécessaire à son travail, il devra remettre celle qui est détériorée.

Article X

Salaires supérieurs:

a) Tous les salaires actuellement payés aux salariés régis par le décret s'ils sont supérieurs au minimum fixé par le décret, demeurent des salaires légaux.

b) Tout salarié qui est appelé à remplir une fonction supérieure à la sienne pendant au moins une semaine, doit recevoir le salaire de cette fonction supérieure.

Articles XI

Les salaires sont payés en espèces ou en chèques et normalement remis le jeudi mais pourront l'être au plus tard le vendredi. Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe ou sur un bulletin de paie distinct:

- nom et prénom du salarié;
- le nom de sa classification;
- la période de paie;
- le nombre d'heures normales;
- le nombre d'heures supplémentaires;
- le montant du salaire brut;
- le montant et la nature des déductions;
- le montant du salaire net.

Article XII

Le présent décret a préséance sur tout contrat individuel de travail et il est prohibé de stipuler, dans un tel contrat individuel, des salaires et conditions de travail inférieurs à ceux prévus au présent décret.

Article XIII

Salaires:

Le terme « salaire » désigne toute rémunération payée au salarié sous quelque forme que ce soit pour du travail régi par le présent décret.

a) Les mots « salarié » ou « salariés », partout où il se rencontrent dans le présent décret, signifieront un salarié ou tous les salariés de l'employeur, sauf si le contexte le stipule autrement.

b) Les mots « salariés réguliers » signifient les salariés dont la semaine normale de travail consiste dans le nombre d'heures mentionnées au chapitre concernant les « heures de travail » et dont la méthode de rémunération est un salaire hebdomadaire.

c) Les mots « salariés à temps partiel » signifient les salariés qui travaillent occasionnellement ou font moins de trente (30) heures de travail par semaine. Un salarié devient régulier s'il a travaillé au moins soixante (60) jours, un minimum de trente (30) heures par semaine.

d) Le terme « salarié non classé » désigne tout salarié qui, soit à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement assujéti au décret, accomplit un travail non défini dans le présent décret.

employer who requests same. However, cashiers shall look after the upkeep of their uniforms. If the employee wishes to replace part of his work uniform, he shall turn in the worn or defective part.

Section X

Higher wages:

(a) All wages actually being paid to employees hereby governed which might be higher than the minimum stipulated herein shall remain the legal wages of the employee concerned.

(b) Every employee who is assigned to a better-paying occupation for at least a week shall be paid the wage rate of such occupation.

Section XI

Wages shall be paid in cash or by cheque on Thursday or by Friday, at the latest. The following particulars shall be listed on the pay envelope or on a separate earnings statement:

- employee's given and family name(s);
- employee's occupation;
- pay period;
- number of standard hours worked;
- number of overtime hours worked;
- amount of gross earnings;
- nature and amount of deductions wage;
- take-time pay.

Section XII

This decree takes precedence of any private work contract. No private work contract may stipulate wages and working conditions that are inferior to those provided for herein.

Section XIII

Wages:

“Wages” means any type of remuneration paid to the employee for work governed by this decree.

(a) “Employee(s)” means the employee(s) of any employer, wherever such work is quoted in the present decree, except if the context requires otherwise.

(b) “Regular employee” means any weekly-paid employee whose standard working hours are those provided for in the section respecting “working hours”.

(c) “Part-time employee” means any employee who works from time to time or works less than thirty (3) hours in a week. An employee becomes a regular employee when he has worked at least sixty (60) days and at least thirty (30) hours per week.

(d) “Unclassified employee” means any employee who, either outside or inside an establishment governed by the decree, performs work that is not defined herein.

Article XIV

a) Les salariés assujettis au décret dont les conditions de travail et d'apprentissage ne sont pas spécifiquement dans les dispositions précédentes sont régis par les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum. À ces fins, toutes et chacune des dispositions de ladite ordonnance, relative aux taux de salaires, à la durée de travail, aux conditions de travail et à l'apprentissage, ont leur application et effet dans le décret et en font partie comme si elles y étaient reproduites textuellement.

b) *Apprentissage*: Pour être admis apprenti-boucher, toute personne doit avoir 16 ans révolus et posséder un certificat d'étude de 9^e année, et se procurer un livret d'apprentissage émis par le comité paritaire, dans lequel son employeur, et ses employeurs doivent inscrire le temps que le salarié a travaillé dans son établissement.

c) *Crédit d'apprentissage*: L'apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens.

d) Pour tout salarié assujetti dont certaines des conditions de travail ne seraient pas spécifiquement déterminées dans le présent décret, celles décrétées par l'ordonnance numéro 4 de la commission du salaire minimum s'appliquent comme si elles étaient reproduites.

Article XV

Salaires payables à l'embauchage pour les futurs salariés:

	A l'em- bauchage	Au 1er juil- let 1972
Caissière-commis, apprenti-fru- tiers et apprenti-bouchers....	\$ 60	\$ 65
Bouchers.....	85	90
Maître-bouchers.....	105	120
Livreurs.....	70	75
Fruitiers.....	80	85
Chef de département ou 1er commis.....	80	85

Tous les salariés assujettis au présent décret qui n'ont pas reçu une augmentation d'au moins \$7 depuis le premier février 1971, recevront à la mise en vigueur du présent décret une augmentation de \$15, sur leur salaire réel et effectivement payé à cette date.

Tous les salariés assujettis au présent décret qui n'auront pas reçu une augmentation d'au moins \$7 le 1^{er} février 1972, recevront une augmentation de \$7 sur leur salaire réel et effectivement payé à cette date.

Salarié à temps partiel, salarié non classé: \$1.50.

Salarié à temps partiel à compter du 1^{er} juillet 1972: \$1.60.

Article XVI

Le présent décret abroge à toute fin que de droit les décrets relatifs au commerce d'alimentation Arvida, Bagotville, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin, leurs amendements et renouvellements.

Section XIV

(a) Employees governed by this decree whose working conditions and apprenticeship do not meet the foregoing provisions on such matters are governed by the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 4. For such purposes, all the provisions of the said Ordinance (re: wage rates, hours of work, working conditions, apprenticeship) shall apply and be effective in the decree and are considered as part hereof just as though they were quoted herein in their entirety.

(b) *Apprenticeship*: Anyone wishing to become apprentice butcher shall be at least sixteen (16) years old and have a Grade IX leaving certificate. Such person must also obtain an apprenticeship record book issued by the Parity Committee in which his employer and all subsequent employers shall record the time spent in their respective establishments.

(c) *Apprenticeship credits*: Any apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to the length of his studies and to his examination results.

(d) Whenever certain working conditions are not specifically stipulated in this decree, those contained in the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 4 shall apply just as though they were quoted herein in their entirety.

Section XV

Hiring rates payable to future employees:

	Hiring rates	From July 1, 1972
Cashier (female), clerk, appren- tice produce clerk and appren- tice butcher.....	\$ 60	\$ 65
Butcher.....	85	90
Master-butcher.....	105	120
Deliveryman.....	70	75
Produce clerk.....	80	85
Department head or head clerk.....	80	85

Every employee governed by this decree who has not received at least a \$7 raise since February 1971, shall receive a \$15 increase in actual wages from this decree's effective date.

Every employee governed by this decree who will not have received at least a \$7 raise as of February 1, 1972, shall receive a \$7 increase in wages.

Part-time employee, unclassified employee: \$1.50

Part-time employee, as of July 1, 1972: \$1.60.

Section XVI

For all legal purposes, the present decree abrogates all other decrees, amendments and renewals thereof respecting the food trade in Arvida, Bagotville, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred and Rivière-du-Moulin.

Article XVII

Durée du décret: Le présent décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1973. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 30 juin 1973 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 24 juillet 1971. 41166-o

Avis de modification

Fourrure-détail — Région de Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, section du détail dans la région de Montréal rendue obligatoire par le décret numéro 643 du 29 mai 1953 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

« Art. III.— *Heures de travail*

3.01 La semaine régulière de travail est de trente-cinq (35) heures réparties en cinq (5) jours de sept (7) heures consécutives, comme suit:

3.02 L'employeur établit l'horaire des journées régulières de travail selon ses besoins entre 8 h. a.m. et 5.30 h. p.m. Toutefois il doit en donner avis par écrit au Comité paritaire. À défaut de faire parvenir un tel avis au Comité paritaire, celui-ci prendra pour acquis que la semaine régulière de travail est établie de 8.30 h. a.m. à 4.30 h. p.m. avec un intervalle de une (1) heure pour dîner du lundi au vendredi inclusivement.

3.03 *Heures de travail supplémentaires*

a) Tout travail exécuté en dehors des heures régulières est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré à raison de salaire et demi en tout temps de l'année.

Section XVII

Term of the decree: The present decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until June 30, 1973. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to June 30, 1973 or any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 24, 1971. 41166-o

Notice of Amendment

Fur Industry, Retail Trade — Montreal region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Fur Industry, Retail Trade, Montreal region, rendered obligatory by Decree number 643 of May 29, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. Section III will be replaced by the following:

« Section III.— *Working hours*

3.01 The standard workweek shall consist of thirty-five (35) hours divided into five (5) days of seven (7) consecutive hours, as follows:

3.02 The employer schedules standard working hours between 8:00 a.m. and 5:30 p.m. according to his needs. However, he must advise the Joint Committee thereof in writing. Failing this, the Joint Committee shall take it for granted that the standard working day is scheduled from 8:30 a.m. to 4:30 p.m., with one hour off for lunch, Monday through Friday.

3.03 *Overtime*

(a) All work performed outside standard working hours shall be paid at the rate of time and one half, all year round.

b) Toutefois, malgré les dispositions de l'alinéa précédent, un salarié qui se rapporte en retard à son travail par sa faute, doit compléter le nombre régulier d'heures de travail pour ce jour avant d'être rémunéré à raison de taux et demi. Cependant lorsqu'il s'agit de salarié surnuméraire qui n'a pas travaillé durant les heures régulières de la semaine de travail, tout travail exécuté après quatre (4) heures et trente (4.30) p.m. du lundi au vendredi ainsi que toute la journée du samedi doit être considéré comme temps supplémentaire et rémunéré à taux et demi.

c) Le travail supplémentaire est permis en tout temps de l'année.

d) Les salariés demeurent libres d'accepter ou de refuser d'exécuter du travail supplémentaire.

e) L'employeur doit s'abstenir de faire exécuter tout travail de la fourrure, incluant la coupe et la confection des doublures, à l'extérieur de l'atelier durant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 du mois d'août; d'autre part cedit travail à l'extérieur de l'atelier est permis durant la période comprise entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre dans le cas où les salariés refusent de faire du travail supplémentaire ou ne peuvent, même en faisant tel travail supplémentaire, remplir à temps les commandes de l'employeur.

f) Toutefois, l'employeur doit rapporter au Comité paritaire tout travail exécuté en dehors de son atelier, ainsi que les noms et adresses des entrepreneurs, ou sous-entrepreneurs à qui le travail est donné.

3.04 Travail supplémentaire à taux simple avec garantie de remboursement en heures de travail

a) Nonobstant ce qui précède, tout employeur peut faire exécuter du travail supplémentaire à ses salariés au taux simple pourvu qu'il ait donné avis par écrit et par malle recommandée au Comité paritaire et qu'il remplisse les conditions ci-après décrites:

b) Les salariés demeurent libres d'accepter ou de refuser d'exécuter du travail supplémentaire.

c) Le travail supplémentaire est permis en tout temps de l'année.

d) La limite du travail supplémentaire au taux simple s'étend jusqu'à 8.30 h. p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi inclusivement, et jusqu'à 4 h. p.m. le samedi. Tout travail exécuté après cette limite d'heures doit être rémunéré à taux et demi.

e) L'employeur doit fournir deux (2) heures de travail l'année suivante pour chaque heure de travail supplémentaire fait à taux simple pendant les douze (12) mois de calendrier de l'année précédente; ces heures garanties devront être fournies du 15 janvier au 31 mai de l'année suivante par l'employeur qui s'engage à les répartir par semaine de travail de pas moins de vingt-huit (28) heures.

Exemple: un salarié a fait deux cents (200) heures de travail supplémentaire à taux simple durant 1971; à compter du 15 janvier 1972, l'employeur devra faire travailler tel salarié jusqu'à ce que celui-ci ait fait au moins quatre cents (400) heures d'ouvrage avant le 31 mai 1972.

f) Toutefois, malgré les dispositions précédentes, un salarié qui se rapporte en retard à son travail par

(b) Notwithstanding the foregoing paragraph, when an employee is late for work through his own fault, he shall make up the lost time for that day before being paid time and one half. However, all work performed after 4:30 p.m. Monday through Friday as well as all day Saturday by a supernumerary employee who has not worked the standard workweek shall be paid at time and one half.

(c) Overtime is permitted all year round.

(d) Employees are free to accept or refuse to work overtime.

(e) The employer shall abstain from having fur work, including cutting and lining making, carried out outside the workshop during the period extending from January 1st to August 31st; on the other hand, such work carried out outside the workshop shall be permitted during the period extending from September 1st to December 31st if employees refuse to work overtime or if they cannot meet the dead-line on employer's orders, even while working overtime.

(f) However, the employer shall report all work carried out outside the workshop to the Joint Committee, supplying the names and addresses of the contractors or subcontractors to whom work was given.

3.04 Overtime paid at straight time with a time reimbursement guarantee

(a) Notwithstanding the foregoing, every employer may have his employees work overtime at straight time provided he advises the Joint Committee thereof by registered mail and meets the following requirements:

(b) Employees are free to accept or refuse to work overtime.

(c) Overtime is permitted all year round.

(d) Overtime at straight time may be performed up to 8:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and up to 4:00 p.m. on Saturday. Time and one half shall be paid for all work performed beyond such hourly limits.

(e) Employers shall guarantee two (2) hours of work in the following year for every overtime hour worked at straight time during the twelve (12) calendar months of the previous year; such hours shall be worked from January 15th to May 31st of the following year and the employer shall divide them into workweeks of at least twenty-eight (28) hours.

Exemple: An employee has worked two hundred (200) overtime hours at straight time in 1971; beginning January 15, 1972, his employer shall have him work until he has worked at least four hundred (400) hours of work prior to May 31, 1972.

(f) Notwithstanding the foregoing, when an employee is late for work through his own fault, he shall

sa faute doit compléter le nombre régulier d'heures de travail pour ce jour, avant d'avoir droit au calcul du surtemps. Preuve devra être faite des retards volontaires des salariés.

g) À tout salarié travaillant le soir, après 5.30 h. p.m. l'employeur doit donner un dollar et cinquante sous (\$1.50) pour défrayer le coût de son souper.

h) Les employeurs doivent s'abstenir de faire exécuter tout travail de la fourrure incluant la coupe et la confection des doublures à l'extérieur de leur atelier durant la période du 1er janvier au 31 août; d'autre part cedit travail à l'extérieur de leur atelier est permis durant la période du 1er septembre au 31 décembre à des contracteurs ou sous-contracteurs dans les cas où les salariés refusent de faire du travail supplémentaire ou ne peuvent, même en faisant tel travail supplémentaire, remplir à temps les commandes de l'employeur.

i) Toutefois, l'employeur doit rapporter au Comité paritaire tout travail exécuté en dehors de son atelier, ainsi que les noms et adresses des entrepreneurs ou sous-entrepreneurs à qui le travail est donné.

j) Tout employeur qui congédie un salarié devra obligatoirement lui rembourser le surtemps qui est dû immédiatement au départ.

k) Également, au 31 mai, l'employeur devra obligatoirement rembourser à ses salariés, tout demi-temps encore dû.

l) Nonobstant ce qui précède, l'employeur ne sera pas tenu de rembourser le surtemps qui est dû à un salarié, et cela, dans deux (2) seuls cas :

1. dans le cas où un salarié est congédié pour vol;
2. dans le cas où le salarié quitte volontairement son emploi, sans qu'il soit sur une mise à pied. »

2° L'article IV sera remplacé par le suivant :

« Art. IV.— *Jours fériés payés*

4.01 Tous les salariés doivent être rémunérés les jours de fêtes suivants, peu importe que telles fêtes tombent un samedi ou un dimanche :

Le premier de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la reine Victoria, la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, le jour de Noël.

4.02 Le salarié doit être payé en entier ou en partie pour les fêtes énumérées dans le présent article, selon qu'il a travaillé en totalité ou en partie, durant une, deux ou trois semaines précédant immédiatement la fête et durant la quatrième semaine où se situe ladite fête. La rémunération du salarié doit être équivalente à un minimum de deux (2) heures de travail par semaine, au taux régulier, jusqu'à un maximum de sept (7) heures.

4.03 Toutefois, malgré les dispositions de l'alinéa précédent, le salarié ayant un an et plus de service pour le même employeur, sera assuré d'une garantie de une (1) journée complète de salaire pour chacun des huit (8) congés décrits au paragraphe 4.01, en autant que l'absence soit motivée par la maladie ou un chômage réel pour une période ne dépassant pas un (1) mois avant ledit congé. »

make up the lost time for that day before being paid overtime. Employee's voluntary tardiness shall have to be proven.

(g) The employer shall pay a one dollar and a half (\$1.50) meal allowance to employees working after 5:30 p.m.

(h) The employer shall abstain from having fur work, including cutting and lining making, carried out outside the workshop during the period extending from January 1st to August 31st; on the other hand, such work done outside the workshop shall be permitted for contractors or subcontractors during the period extending from September 1st to December 31st if employees refuse to work overtime or if they cannot meet the dead-line on employer's orders, even while working overtime.

(i) However, the employer shall report all work carried out outside the workshop to the Joint Committee, supplying the names and addresses of the contractors and subcontractors to whom work was given.

(j) Any employer who dismisses an employee must reimburse overtime due to the employee at separation time.

(k) Moreover, on May 31st, the employer must reimburse all half-time not yet paid to the employee.

(l) Notwithstanding the foregoing, employers are not compelled to reimburse overtime due to the employee only in the following two (2) instances :

1. when an employee is dismissed for theft;
2. when an employee voluntarily quits his job without having been laid off. »

2. Section IV will be replaced by the following :

“Section IV.— *General holidays with pay*

4.01 All employees shall be paid for the following general holidays, no matter if such holidays fall on Saturday or Sunday :

New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

4.02 The employee shall be paid in full or in part for the general holidays contemplated in the present section, depending on whether he has worked all or part of one, two or three weeks immediately preceding the holiday and during the fourth week containing the said holiday. The employee's payment shall be equivalent to at least two (2) hours' work per week at straight time, up to a 7-hour maximum.

4.03 Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, the employee who has one year's service or more with the same employer shall be guaranteed a full day's wages for each of the eight (8) general holidays stipulated in subsection 4.01, provided his absence from work be for no more than one (1) month due to illness or actual unemployment before the said holiday. ”

3° L'article V sera radié et remplacé par le suivant:

« Art. V.— *Vacances payées*

5.01 Les salariés doivent bénéficier de vacances payées pour le travail accompli durant la période comprise entre le 1er juin d'une année et le 31 mai de l'année suivante, aux conditions ci-après:

5.02 Tout salarié régi par le présent décret a droit pour ses vacances annuelles au congé suivant: à un congé continu d'une durée de trois (3) semaines rémunéré à 6% du revenu total gagné durant la période comprise entre le 1er juin d'une année et le 31 mai de l'année suivante.

5.03 Tout salarié qui quitte l'employeur ou qui est congédié avant la date des congés annuels a droit à son départ à une indemnité compensatrice égale au montant qui lui est dû au titre des congés annuels payés; toutefois, l'employeur sera tenu de faire parvenir le chèque d'indemnité au Comité paritaire qui le remettra audit salarié dans la période de vacances déterminée au présent article.

5.04 Le montant versé par l'employeur pour vacances est réputé salaire gagné et doit être payé au salarié avant son départ en vacances.

5.05 Les vacances doivent être accordées et prises entre le 1er juillet et le 15 août, mais sur demande du salarié et avec le consentement de l'employeur, une autre période peut être accordée avec l'autorisation du Comité paritaire.»

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« Art. VI.— *Salaires minimaux*

6.01 Les salaires doivent être payés à chaque semaine le jeudi, ou le mercredi, lorsque le jeudi est un jour de fête chômé. Le salarié doit recevoir chaque semaine avec sa paie un état détaillé indiquant:

- 1) le nom de la compagnie;
- 2) la date de la période de paie;
- 3) le nombre d'heures régulières de travail et le nombre d'heures supplémentaires;
- 4) le salaire brut;
- 5) les déductions faites;
- 6) le salaire net.

6.02 Tous les salariés recevront les augmentations générales de salaire suivantes même s'ils sont payés à un taux supérieur à celui de l'échelle des salaires minimaux horaires:

- 1er mai 1971: \$0.30 l'heure;
- 1er mai 1972: \$0.20 l'heure;
- 1er mai 1973: \$0.20 l'heure;

6.03 *Échelle des salaires minimaux*

a) Les taux de salaire minimaux doivent être payés ainsi:

Tailleur « A » — Cutter "A".....	\$4.09
Tailleur « B » — Cutter "B".....	3.83
Couturier à la machine « A » — Operator "A".....	3.83
Couturier à la machine « B » — Operator "B".....	3.51

3. Section V will be replaced by the following:

"Section V.— *Annual vacations with pay*

5.01 Employees shall be granted annual vacations with pay for work performed during the period extending from June 1st of one year to May 31st of the following year, according to the following conditions:

5.02 Any employee governed by the present decree is entitled to the following days off as annual vacation with pay: three (3) full weeks' vacation and vacation pay equivalent to 6% of total wages earned between June 1st of one year and May 31st of the following year.

5.03 Every employee who quits his employer's service or is dismissed before the annual vacation date is entitled, upon separation, to a monetary compensation equal to the amount of annual vacation with pay due to him. However, the employer shall forward the cheque covering such compensation to the Joint Committee which shall then transmit it to the employee on the vacation dates specified in the present section.

5.04 The amount paid by the employer as vacation pay shall be considered as wages actually earned by the employee and shall be paid to the employee prior to his leaving on vacation.

5.05 Vacations shall be granted and taken between July 1st and August 15th, but with the Joint Committee's authorization, an employee may agree upon another date with his employer."

4. Section VI will be replaced by the following:

"Section VI.— *Minimum wages*

6.01 Wages shall be paid every Thursday, or on Wednesday when Thursday is a general holiday. With each payment of wages, every employee shall receive a detailed earnings statement listing:

- (1) the name of the firm;
- (2) payment date and work period;
- (3) number of hours worked at straight time and number of hours worked at overtime rates;
- (4) gross amount of earnings;
- (5) deductions made;
- (6) take-home pay.

6.02 All employees shall be granted the following general increases in wages even if they are paid according to rates higher than those provided for in the minimum hourly rates scale:

- May 1, 1971: \$0.30 per hour;
- May 1, 1972: \$0.20 per hour;
- May 1, 1973: \$0.20 per hour;

6.03 *Minimum wage scale*

(a) The following minimum wage rates shall be paid:

		<i>1er mai</i>	<i>1er mai</i>
		<i>May 1,</i>	<i>May 1,</i>
		<i>1972</i>	<i>1973</i>
Tailleur « A » — Cutter "A".....	\$4.09	\$4.29	\$4.49
Tailleur « B » — Cutter "B".....	3.83	4.03	4.23
Couturier à la machine « A » — Operator "A".....	3.83	4.03	4.23
Couturier à la machine « B » — Operator "B".....	3.51	3.71	3.91

		1er mai May 1, 1972	1er mai May 1, 1973
Bloqueur-façonneur « A » — Blocker "A"	3.56	3.76	3.96
Bloqueur-façonneur « B » — Blocker "B"	3.37	3.57	3.77
Examineur « A » — Examiner "A"	3.61	3.81	4.01
Examineur « B » — Examiner "B"	3.35	3.55	3.75
Couturière à la machine « A » — Operator "A" (female)	3.36	3.56	3.75
Couturière à la machine « B » — Operator "B" (female)	3.10	3.30	3.50
Opératrice et coupeuse de doublure — Operator (female) and lining cutter	3.36	3.56	3.75
Finisseuse « A » — Finisher "A" (female)	3.25	3.45	3.65
Finisseuse « B » — Finisher "B" (female)	3.06	3.26	3.46
Fermeur-manteau — Coat closer	3.83	4.03	4.23
Fermeuse-manteau — Coat closer (female)	3.36	3.56	3.76
Finisseuse-contremaître — Finishing forelady	3.36	3.56	3.76
Coupeuse de doublure — Lining cutter (female)	3.12	3.32	3.52
Opératrice de doublure — Lining operator (female)	3.02	3.23	3.43
Galonneuse et aide-finisseuse — Taper and finisher's help (female)	2.71	2.91	3.11

Note: Un atelier, ne peut avoir qu'une seule aide-finisseuse pour les quatre premières finisseuses, et une aide-finisseuse pour chaque autre groupe de quatre finisseuses.

Note: A shop may have one female help finisher for one to four finishers (female) and an additional help finisher (female) for each additional four finishers (female).

b) Définitions spéciales

1) Pour chaque opération, le nombre de salariés de la Classe « A » doit présenter au moins 50% des préposés à telle dite opération. Si l'employeur devient obligé de réduire son personnel, il est quand même tenu de garder la même proportion de 50% de la Classe « A » et de la Classe « B » pour chaque opération.

2) Quand le nombre de salariés affectés à une opération est impair, l'un deux doit recevoir la moyenne du total des gages payés aux classes « A » et « B » de la même opération, et ce entre le 1er janvier et le 31 août de chaque année.

3) Cependant dans l'atelier où il n'y a qu'un salarié affecté à l'une quelconque des opérations, tel salarié doit recevoir le salaire de la Classe « A »

c) Apprentis des deux sexes

Le stage d'apprentissage est divisé en six (6) périodes de quatre (4) mois et les salaires horaires minimum sont les suivants:

De — From		1er mai May 1, 1972	1er mai May 1, 1973
0 à 4 mois — 0 to 4 months	\$1.50	\$1.55	\$1.75
4 à 8 mois — 4 to 8 months	1.60	1.80	2.00
8 à 12 mois — 8 to 12 months	1.75	1.95	2.15
12 à 16 mois — 12 to 16 months	1.90	2.10	2.30
16 à 20 mois — 16 to 20 months	2.05	2.25	2.45
20 à 24 mois — 20 to 24 months	2.20	2.40	2.60

Après 24 mois l'employé est considéré comme qualifié et doit être payé en conformité avec l'échelle selon son occupation.

(b) Special provisions

(1) For each operation, the number of Class "A" employees shall account for at least 50% of the employees engaged in such operation. Should the employer be obliged to reduce his staff, he shall nevertheless maintain the same 50%-rates of Class "A" and Class "B" employees for each operation.

(2) When the employees engaged in any one operation are in add number, one of these employees shall receive the average of total wages paid to Class "A" and "B" employees engaged in the same operation, between January 1st and August 31st of each year.

(3) However, in a workshop where there is only one employee engaged in any such operation, the said employee shall receive the salary of Class "A" employees.

(c) Male and female apprentices

Apprenticeship term is divided into six-four-month periods and the minimum hourly wage rates are as follows:

After 24 months, the apprentice is considered as a qualified employee and must be paid accordingly.

(d) *Apprenti tailleur — Apprentice cutter*

<i>De — From</i>		<i>1er mai</i> <i>May 1,</i> <i>1972</i>	<i>1er mai</i> <i>May 1,</i> <i>1973</i>
0 à 4 mois — 0 to 4 months	\$2.60	\$2.80	\$3.00
4 à 8 mois — 4 to 8 months	2.75	2.95	3.15
8 à 12 mois — 8 to 12 months	2.90	3.10	3.30
12 à 16 mois — 12 to 16 months	3.05	3.25	3.45
16 à 20 mois — 16 to 20 months	3.20	3.40	3.60
20 à 24 mois — 20 to 24 months	3.25	3.45	3.65
24 à 28 mois — 24 to 28 months	3.30	3.50	3.70
28 à 32 mois — 28 to 32 months	3.35	3.55	3.75
32 à 36 mois — 32 to 36 months	3.40	3.60	3.80

e) Dispositions spéciales

Cependant, les employeurs faisant affaires en dehors d'un rayon de 25 milles des limites de l'Île de Montréal bénéficient d'une réduction de 10% sur les taux apparaissant à l'échelle des salaires, mais ils ne peuvent cependant réduire la rémunération des salariés présentement en fonction.

6.04 *Sécurité sociale*

Tout salarié doit recevoir chaque semaine une rémunération égale à 2.75% de son salaire au titre de la sécurité sociale, sauf les apprentis des deux sexes pour leur première période de trois (3) mois.

Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec, ou qui, par contrat avec une association *bona fide* est tenu de payer et paye une somme équivalente à 2.75% du salaire total de ses salariés visés par le présent décret en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant en tout ou en partie les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité ou régime de pension, n'est pas tenu de payer la rémunération de 2.75% prévue dans ledit article.

Un employeur peut instituer un régime de prestations en cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité ou régime de pension au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite dont le coût est inférieur à 2.75%, mais il doit payer la différence entre le coût d'un tel régime et les 2.75% du salaire de ses salariés en espèces à chaque semaine.

Dans les ateliers qui ont un régime d'assurance, l'employeur doit mettre de côté un montant égal à 2.75% par semaine du salaire du salarié jusqu'au moment où ce dernier est admis dans ledit régime, mais jamais pour plus que trois (3) mois. Au bout de cette période d'attente, ou au départ du salarié, l'employeur doit remettre à ce dernier la somme ainsi précomptée.

Dans les cas où des ateliers n'ont aucun régime d'assurance, les 2.75% du salaire par semaine devront être versés immédiatement au salarié dans son enveloppe de paie.

Tout régime de sécurité sociale de cette nature institué par un employeur de la façon susdite, est sujet à examen par le comité paritaire. Les registres de l'employeur relatifs au régime de sécurité sociale doivent en

(e) Special provisions

However, employers operating outside a 25-mile radius from the Island of Montreal Limits may pay 10% under the minimum wage rates hereinabove stipulated. However, they may not reduce the wage rate of an employee who is now employed.

6.04 *Social security*

Each week, all employees shall receive a 2.75% remuneration as social security, with the exception of male and female apprentices who shall be entitled to social security only after their first three months of apprenticeship.

Every employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or with an insurance fund recognized by the Insurance Superintendent of the Province of Québec or who, by contract with a *bona fide* association is bound to pay and does pay a sum equivalent to 2.75% of the total wages of his employees regulated by the decree under a social security plan covering, in whole or part, cases of illness, accident, hospitalization, death or retirement, is not required to pay the remuneration of 2.75% provided for in the said section.

An employer may set up a sickness, accident, hospitalization, death or pension plan for his employees, as above described, which will cost less than 2.75% of the employees' wages but he shall pay the difference between the cost of such a plan and the amount equivalent to 2.75% of the employees' wages. Such payment shall be paid in cash, each week.

A shop having its own insurance plan, the amount of 2.75% weekly shall be set aside for the maximum period of three months previous to the acceptance of the employee by the said insurance plan. The amount of money thus put aside shall be remitted to the employee at the end of the three-month period, or if he quits his employer before same period has come to a close, he is entitled to receive the amount accumulated.

Should there be no insurance plan, the 2.75% of the weekly salary must be paid up in the employees' pay envelope.

Every social welfare plan of this nature set up by an employer as above described, is subject to inspection by the Joint Committee and the employer's books concerning such plan shall be at all times at the disposal

tout temps être tenus à la disposition des représentants du comité paritaire aux fins d'inspection et d'examen.

Si un examen révèle au comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 2.75% n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés ou que le but du régime de sécurité sociale en question n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de la présente disposition, ou si l'employeur refuse de donner les renseignements exigés ou de soumettre les registres de son régime, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée, qu'il doit payer la pleine rémunération de 2.75% à compter de la date d'un tel avis. »

5° L'article IX sera remplacé par le suivant :

« Art. IX.— *Contrats individuels*

Aucun employeur ne peut passer de contrat individuel avec son ou ses employés ou exiger ou accepter des dépôts en argent ou autres sortes de garantie de quelque employé que ce soit, ou convenir d'un arrangement avec un employé en particulier pour garantir une période quelconque de travail. »

6° L'article XI sera remplacé par le suivant :

« Art. XI.— *Travail à domicile prohibé*

a) L'employeur ne peut autoriser ses employés à apporter du travail de la fourrure à l'extérieur de l'atelier, que ce soit pour son propre bénéfice ou pour celui de ses employés.

b) De plus, les employés de la fourrure ne peuvent travailler à domicile, soit à contrat, à sous-contrat ou pour leur propre compte. »

7° L'article XII sera remplacé par le suivant :

« Art. XII.— *Contrat et sous-contrat*

Tout travail à contrat, à sous-contrat ou à la pièce est prohibé soit à l'intérieur de l'atelier de l'employeur, soit à l'extérieur dudit atelier. De plus, aucune personne assujettie ne peut être autorisée à donner du travail de la fourrure à contrat, à sous-contrat ou à l'extérieur de son atelier.

Nonobstant ce qui précède, il est permis de fournir du travail de la fourrure à un entrepreneur ou à un sous-entrepreneur pourvu que ceux-ci détiennent une licence municipale ou provinciale appropriée à leur commerce, payent la taxe d'affaires et soumettent au Comité paritaire de la fourrure au détail s'ils sont assujettis au présent décret un rapport mensuel mentionnant les noms et adresses de leurs employés, les salaires et les heures de travail, le nom et l'adresse de l'employeur qui leur fournit du travail, ainsi que toutes autres informations que le Comité paritaire jugera utiles à la bonne application du décret.

De plus, les employeurs doivent s'abstenir en tout temps, de faire exécuter du travail de la fourrure à l'extérieur de leur atelier, sauf lorsque les employés refusent de faire du travail supplémentaire ou ne peuvent, même en faisant tel travail, remplir à temps, les commandes de l'employeur. »

8° L'article XVI sera remplacé par le suivant :

« Art. XVI.— *Durée du décret*

Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1974.

of the representatives of the Joint Committee for inspection and examination purposes.

Should examination reveal that payment by the employer of a sum equal to 2.75% has not been used entirely to the benefit of his employees, or that the purpose of such social welfare plan is not in conformity with the spirit and purpose of this provision, or should an employer refuse to give details or to produce the books of such plan, then the committee may notify the employer by Registered Mail and the latter shall pay the full remuneration of 2.75% from the date of such notice."

5. Section IX will be replaced by the following:

"Section IX.— *Individual contracts*

No employer shall enter into individual contracts with his employee or employees, nor shall he accept cash deposits or other kinds of guarantee from any employee, nor shall he conclude any agreement with an individual employee to guarantee any period of work.

6. Section XI will be replaced by the following:

"Section XI.— *No home work*

(a) No employer may authorize his employees to bring fur work outside the workshop, let it be for his own benefit or that of his employees.

(b) Nor shall employees do home work on a contract or sub-contract basis or on their own account."

7. Section XII will be replaced by the following:

"Section XII.— *Contracts and sub-contracts*

All work on a contract, sub-contract or piece-work basis is prohibited inside or outside the workshop of the employer. Also, no one regulated by the present decree may be authorized to give fur work on a contract or sub-contract basis or work to be executed outside his workshop.

Notwithstanding the foregoing, fur work may be given to a contractor or subcontractor providing he holds an appropriate municipal or provincial trade license, and pays the business tax and submits to the Joint Committee of the Retail Fur Trade if they are hereby governed a monthly report giving the names and addresses of their employees, the wages and hours of work, the name and address of the employer giving out the work as well as any other particulars which the Parity Committee may deem useful for the proper enforcement of the decree.

Furthermore, employers shall not give fur trade work to be executed outside their establishment, except when employees refuse to work overtime or cannot, even when working overtime do all the work requested by employers."

8. Section XVI will be replaced by the following:

"Section XVI.— *Term of the decree*

The present decree remains in force until April 30, 1974.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date d'expiration dudit décret ou de toute année subséquente. Un tel avis écrit doit également être adressé au ministre du Travail.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 24 juillet 1971. 41166-o

It automatically, renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to the decree's expiry date or to any subsequent year. Such written notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 24, 1971. 41166-o

Bills — Assemblée nationale

Bills — National Assembly

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, le 14 juillet 1971

Québec, 14th of July 1971

Aujourd'hui, à midi et demi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

This day, at half past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

- 45 Loi de la protection du consommateur.
- 79 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972, et pour d'autres fins du service public.
- 80 Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux.

- 45 Consumer Protection Act.
- 79 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1972, and for other purposes connected with the public service.
- 80 An Act respecting the Standing Commission on Reform of the Electoral Districts.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

41194-o

41194-o

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec 14 juillet 1971

Québec, 14th of July 1971

Aujourd'hui, à sept heures et demie du soir, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le bill suivant:

This day, at half past seven o'clock in the evening, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bill:

50 Loi du développement de la région de la Baie James.

50 James Bay Region Development Act.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

To this bill the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill. »

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to this bill."

41194-o

41194-o

Demande à la Législature

Application to Legislature

La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec

The Federation of Catholic School Boards of the Province of Québec

Avis est donné que « La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec » s'adressera à l'Assemblée nationale, durant la présente session, en vue de modifier la loi concernant « La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec », sanctionnée le vingt-quatre mars mil neuf cent soixante et un (9-10 Eliz. II — chapitre 140) dans le but de faire préciser ses pouvoirs concernant les régimes de retraite et d'assurance pour ses employés et les employés non-enseignants de ses membres.

Notice is hereby given that "The Federation of Catholic School Boards of the Province of Québec" shall, during the present session, petition the National Assembly to amend the Act respecting "The Federation of Catholic School Boards of the Province of Québec", assented to March twenty-fourth, one thousand nine hundred and sixty-one (9-10 Eliz. II — chapter 140), for the purpose of having its powers defined with respect to pension and insurance plans for its employees and the non-teaching employees of its members.

Demande sera donc faite à l'Assemblée nationale aux fins de modifier la loi sudite dans ce but et pour autres fins.

Petition, therefore, shall be made to the National Assembly to amend the said Act for such and other purposes.

Montréal, le 25 juin 1971.

Montreal, June 25, 1971.

Les procureurs spécialement autorisés de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec,
DU MESNIL, MAILHOT &
DESAULNIERS, avocats.

DU MESNIL, MAILHOT &
DESAULNIERS, Advocates,
Specially authorized Attorneys for the Federation of Catholic School Boards of the Province of Québec.

40994-28-4-o

40994-28-4

Ministère des Transports

Department of Transportation

Règlement EC-1 du 28 juin 1971

Regulation EC-1 of June 28, 1971

Prescriptions du directeur du bureau des véhicules automobiles concernant l'affichage à être apposé sur les véhicules servant à l'enseignement de la conduite automobile.

Regulations issued by the director of the motor vehicle bureau respecting the signs to be displayed on vehicles used for driving instruction purposes.

Conformément à l'arrêté en conseil No 1563, article 18, du 27 avril 1971, le Directeur décrète que tout véhi-

Pursuant to article 18 of Order in Council No. 1563 of April 27, 1971, the Director prescribes that every

cule de promenade servant à l'enseignement pratique de la conduite automobile doit être immatriculé avec des plaques à préfixe EC, obtenues directement du Bureau-Chef à Québec.

Ces véhicules immatriculés avec des plaques à préfixe EC doivent arborer le nom de l'école de conduite qui les utilise, ainsi que le numéro du permis d'exploitation obtenu. Cette identification doit être parfaitement lisible et doit se situer sur chaque portière avant de la voiture.

Tout véhicule de promenade utilisé par une école de conduite pour dispenser l'aspect pratique de la conduite automobile, doit être muni d'un panneau placé sur la toiture du véhicule, afin d'être visible autant de l'arrière que de l'avant. Sur ce panneau, ne doivent être indiquées que les inscriptions suivantes: « Élève au volant » et « Auto-école ». Cependant, les inscriptions anglaises suivantes pourront être ajoutées aux inscriptions françaises: « Student driver » et « Driving school car ».

Ces inscriptions doivent être parfaitement lisibles à une distance d'au moins cent pieds. Ce panneau doit être lumineux ou fabriqué avec du matériel réfléchissant, afin que les inscriptions soient parfaitement lisibles lorsque les cours sont dispensés le soir. Ce panneau peut être abaissé ou retiré, lorsque le véhicule n'est pas utilisé pour fins d'enseignement.

Lorsque le véhicule de promenade utilisé pour l'enseignement pratique de la conduite automobile est prêt à titre gratuit par un concessionnaire, le nom de ce concessionnaire peut y être ajouté ou peut être mentionné sur le véhicule, en autant que l'espace alloué pour cet affichage n'exécède pas 24 pouces carrés sur chacune des portières avant du véhicule.

Tout exploitant d'école de conduite qui utilise des véhicules non conformes à l'arrêté en conseil No 1563, section 3, et aux prescriptions du Directeur, devra cesser immédiatement l'emploi de cesdits véhicules et leur utilisation ne pourra être autorisée qu'après nouvelle approbation du Directeur.

Les prescriptions du Directeur concernant l'affichage à être apposé sur les véhicules servant à l'enseignement de la conduite automobile entreront en vigueur à compter de leur parution dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 53, section 8 de l'arrêté en conseil No 1563 du 27 avril 1971.

Bureau des Véhicules Automobiles,
Le directeur,

41215-0

GHISLAIN K.-LAFLAMME, avocat.

Règlement EC-2 du 28 juin 1971

Prescriptions du directeur du bureau des véhicules automobiles concernant les dispositifs de contrôle à être utilisés sur les véhicules servant à l'enseignement de la conduite automobile.

Conformément à l'arrêté en conseil no 1563, daté du 27 avril 1971, article 17, le directeur prescrit que tout véhicule de type décapotable ne peut être utilisé pour dispenser l'enseignement pratique de la conduite automobile.

Tout véhicule de promenade servant à l'enseignement pratique de la conduite automobile doit être muni

pleasure vehicle used to give practical driving instruction must bear registration plates prefixed with the letters EC, obtainable directly from the Head Office in Québec.

Vehicles bearing registration EC plates must display the name of the driving school to which they belong and also the driving school operator's permit number. This identification must be perfectly legible and must appear on each of the front doors of the car.

Every pleasure vehicle used by a driving school to give practical instruction in the driving of a car must bear a panel placed on the roof which shall be equally visible from both front and rear. The following inscriptions only must appear on this panel: "Élève au volant" and "Auto-école". However, the following English inscriptions may be added to the French ones: "Student driver" and "Driving school car".

These inscriptions must be perfectly legible at a distance of at least one hundred feet. The panel must be luminous or made of a reflector-type material in order that the writing shall be perfectly legible when the lessons are given at night. The panel must be taken down or lowered when the vehicle is not used for instruction purposes.

When a pleasure vehicle used to give practical instruction in the driving of automobiles has been supplied free of charge by a dealer, the name of the dealer may be added to, or mentioned on the vehicle as long as the space taken for such advertisement shall not exceed 24 square inches on each of the front doors of the vehicle.

Any driving school operator who utilizes vehicles which do not conform to the requirements of section II, subsection 3 of Order in Council No. 1563 and the regulations of the Director, must immediately cease to utilize such vehicles and must not permit their use until new approval has been given by the Director.

The regulations of the Director respecting the signs to be displayed on vehicles used for driving instruction purposes shall come into force upon, from and after their publication in the *Québec Official Gazette*, in accordance with article 53, section VIII, Order in Council No. 1563 of April 27, 1971.

Motor Vehicle Bureau,
GHISLAIN K.-LAFLAMME, lawyer,
Director.

41215

Regulation EC-2 of June 28, 1971

Regulations issued by the director of the Motor Vehicle Bureau respecting the controls which must be provided on vehicles used for driving instructions purposes.

Pursuant to article 17, Order in Council No. 1563 of April 27, 1971, the director prescribes that no vehicle of the "convertible" type shall be used to give practical driving instruction.

Every pleasure vehicle used to give practical instruction in the driving of automobiles must be equipped

d'un dispositif de double commande de freins, d'un coupe-courant disposé de façon à ce qu'il soit facilement accessible au moniteur et de deux rétroviseurs latéraux extérieurs, dont l'un doit être ajusté pour servir au moniteur; s'il s'agit d'un véhicule à transmission manuelle, il doit en plus être muni d'un double dispositif de débrayage. Si le véhicule utilisé est muni de servo-freins et d'une servo-direction, le coupe-courant doit être remplacé par un coupe-carburant.

Tout exploitant d'école de conduite utilisant des véhicules non conformes à la section 3 de l'arrêté en conseil no 1563 et aux prescriptions du directeur, devra cesser immédiatement l'emploi de cesdits véhicules et leur utilisation ne pourra être autorisée qu'après nouvelle approbation par le directeur.

Les prescriptions du directeur concernant les dispositifs de contrôle à être utilisés sur les véhicules servant à l'enseignement de la conduite automobile entreront en vigueur à compter de leur parution dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 53, section 8, de l'arrêté en conseil no 1563 du 27 avril 1971.

Bureau des Véhicules Automobiles,

Le directeur,

41215-o

GHISLAIN K.-LAFLAMME.

with dual brake controls, and ignition switch within easy reach of the monitor, and two outside rear-view mirrors, one of which must be adjusted for the monitor's use; a standard-shift vehicle must be equipped with dual clutch controls. If the vehicle is equipped with power-brakes and power-steering, the ignition switch must be replaced by a fuel or gasoline control.

Any driving school operator who utilizes vehicles which do not conform to the requirements of Section II, subsection 3 of Order in Council No. 1563 and the regulations of the director, must immediately cease to utilize such vehicles and must not permit their use until new approval has been given by the Director.

The regulations of the director respecting the controls which must be provided on vehicles used for driving instruction purposes shall come into force upon, from and after their publication in the *Québec Official Gazette*, in accordance with article 53, section VIII of Order in Council No. 1563 of April, 27, 1971.

Motor Vehicle Bureau,

Ghislain K.-Laflamme, lawyer,

41215

Director.

Associations coopératives

Association coopérative étudiante du campus de Drummondville

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du campus de Drummondville ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 415, rue des Écoles, Drummondville, Québec, dans le district électoral de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

41238-o

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative étudiante du CEGEP de Ste-Foy

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du CEGEP de Ste-Foy ».

Le siège social de cette association coopérative est situé au Collège de Ste-Foy, Ste-Foy, Québec, dans le district électoral de Louis-Hébert.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

41239-o

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association coopérative étudiante du campus de Drummondville

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du campus de Drummondville".

The head office of this cooperative association is situated at 415 des Écoles Street, Drummondville, Québec, in the electoral district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

41238

Association coopérative étudiante du CEGEP de Ste-Foy

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du CEGEP de Ste-Foy".

The head office of this cooperative association is situated at the Collège de Ste-Foy, St. Foy, Québec, in the electoral district of Louis-Hébert.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

41239

**Association coopérative étudiante du CEGEP
de Sherbrooke**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du CEGEP de Sherbrooke ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41240-o

**Association coopérative étudiante du Collège
de Rivière-du-Loup**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du Collège de Rivière-du-Loup ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Rivière-du-Loup, Québec, dans le district électoral de Rivière-du-Loup.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41241-o

La coopérative de consommation de l'Outaouais

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La coopérative de consommation de l'Outaouais ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 13, rue Cholette, Hull, Québec, dans le district électoral de Gatineau.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

41242-o

**Association coopérative étudiante du CEGEP
de Sherbrooke**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du CEGEP de Sherbrooke".

The head office of this cooperative association is situated in Sherbrooke, Québec, in the electoral district of Sherbrooke.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41240

**Association coopérative étudiante du Collège
de Rivière-du-Loup**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du Collège de Rivière-du-Loup".

The head office of this cooperative association is situated in Rivière-du-Loup, Québec, in the electoral district of Rivière-du-Loup.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41241

La coopérative de consommation de l'Outaouais

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "La coopérative de consommation de l'Outaouais."

The head office of this cooperative association is situated at 13 Cholette Street, Hull, Québec, in the electoral district of Gatineau.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41242

Ministère de l'Éducation

Arntfield, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2381 en date du 7 juillet 1971, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité d'Arntfield, dans le comté de Rouyn-Noranda.

Ce changement prend effet à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41263-o

Department of Education

Arntfield, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 2381, dated July 7, 1971, to abolish the corporation of school trustees for the Municipality of Arntfield, in the county of Rouyn-Noranda.

This change comes into effect following upon the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, July 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41263

Chandler, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2381 en date du 7 juillet 1971, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud.

Ce changement prend effet à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41263-o

Rivière-Bleue, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2381 en date du 7 juillet 1971, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata.

Ce changement prend effet à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41263-o

Rollet, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2381 en date du 7 juillet 1971, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Rollet, dans le comté de Rouyn-Noranda.

Ce changement prend effet à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 19 juillet 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

41263-o

Chandler, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 2381, dated July 7, 1971, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Chandler, in the county of Gaspé-South.

This change comes into effect following upon the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, July 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41263

Rivière-Bleue, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 2381, dated July 7, 1971, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Rivière-Bleue, in the county of Témiscouata.

This change comes into effect following upon the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, July 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41263

Rollet, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 2381, dated July 7, 1971, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Rollet, in the county of Rouyn-Noranda.

This change comes into effect following upon the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, July 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

41263

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis

Notice

Dans la cité de Laval, comté de Fabre et Laval, les routes et chemins suivants ne seront plus, à partir du 1er avril 1972, entretenus par le Ministère de la Voirie:

- La route No 8 sur une longueur de 9.83 milles.
- La route No 11 sur une longueur de 9.08 milles.
- La route No 11A sur une longueur de 4.73 milles.
- La route No 18 sur une longueur de 4.92 milles.
- La route No 38 sur une longueur de 43.69 milles.
- La route No 65 sur une longueur de 2.53 milles.
- Tous les raccordements à l'autoroute 25 sur une longueur de 4.82 milles.

Québec, le 12 juillet 1971.

Le ministre de la Voirie
et des Travaux Publics,
RAYMOND GARNEAU.

41264-o

Upon and after April 1, 1972, the following roads and highways in the city of Laval county of Fabre and Laval will no longer be maintained by the Department of Roads:

- Highway No. 8, a length of 9.83 miles.
- Highway No. 11, a length of 9.08 miles.
- Highway No. 11A, a length of 4.73 miles.
- Highway No. 18, a length of 4.92 miles.
- Highway No. 38, a length of 43.69 miles.
- Highway No. 65, a length of 2.53 miles.
- All No. 25 autoroute intersections, a length of 4.82 miles.

Québec, July 12, 1971.

RAYMOND GARNEAU,
Minister of Roads
and Public Works.

41264

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 9 juin 1971.

M. Pierre Langevin, avocat, de Trois-Rivières; coroner pour les districts judiciaires de Trois-Rivières, de Saint-Maurice et de Joliette, avec juridiction seulement sur le district électoral de Maskinongé, et ce, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 14 juillet 1971.

41251-0 **JEAN ALARIE,**
Sous-procureur général adjoint.

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council was pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, June 9, 1971.

Mr. Pierre Langevin, lawyer of Trois-Rivières; coroner for the judicial districts of Three Rivers, St. Maurice and Joliette, with jurisdiction in the electoral district of Maskinongé only, and such, from and after the date of his swearing in.

Québec, July 14, 1971.

41251 **JEAN ALARIE,**
Assistant Deputy Attorney General.

Caisses d'épargne et de crédit**Caisse d'entraide économique de Ste-Foy**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 21 septembre 1970, par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Ste-Foy », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Ste-Foy ».

Québec, le 8 juillet 1971.

41243-0 *Le sous-ministre des institutions financières,*
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'Économie des employés de Québec North Shore

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé l'acte d'accord intervenu le 8 février 1971, entre la « Caisse d'Économie des employés de Québec North Shore » et la « Caisse d'Économie de Haute-riève ».

Le nom de la caisse résultant de la fusion est: « Caisse d'Économie des employés de Québec North Shore ».

Le siège social de cette caisse sera situé à Baie-Comeau, dans le district électoral de Saguenay.

Le groupe dans lequel la caisse pourra recruter ses membres, sera: les employés de Québec North Shore Paper Company et les travailleurs de la ville de Haute-riève.

La caisse sera affiliée à la Fédération des caisses d'Économie du Québec.

Québec, le 15 juillet 1971.

41244-0 *Le sous-ministre des institutions financières,*
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions**Caisse d'entraide économique de Ste-Foy**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted September 21, 1970, by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Ste-Foy", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Ste-Foy."

Québec, July 8, 1971.

41243 **LS-PHILIPPE BOUCHARD,**
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

Caisse d'Économie des employés de Québec North Shore

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the deed of agreement concluded, on February 8, 1971, between the "Caisse d'Économie des employés de Québec North Shore" and the "Caisse d'Économie de Haute-riève".

The name of the union resulting from the amalgamation is "Caisse d'Économie des employés de Québec North Shore".

The head office of this union shall be situated in Baie-Comeau, in the electoral district of Saguenay.

The group from which the union shall recruit its members shall be: the employees of the Québec North Shore Paper Company and the workers of the town of Haute-riève.

The union shall be affiliated to the "Fédération des caisses d'Économie du Québec".

Québec, July 15, 1971.

41244 **LS-PHILIPPE BOUCHARD,**
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

La Caisse populaire Provost, de Lachine

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 19 mai 1971 par « La Caisse populaire du Très-Saint-Sacrement de Lachine », changeant son nom en celui de « La Caisse populaire Provost, de Lachine ».

Québec, le 8 juillet 1971.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

41245-o

La Caisse populaire Provost, de Lachine

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted May 19, 1971 by "La Caisse populaire du Très-Saint-Sacrement de Lachine", changing its name to that of "La Caisse populaire Provost, de Lachine."

Québec, July 8, 1971.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

41245

Avis divers

Succession Jean-Guy Desjardins

Avis est, par les présentes, donné que Mme Marguerite-Gosselin-Desjardins, domiciliée au 2116, Chemin Ste-Foy, appartement 409, Ste-Foy, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de son époux, Jean-Guy Desjardins, suivant acte du 9 juillet 1971, devant L. Sirois, notaire, enregistré à Québec, sous le numéro 695-834.

Québec, 51 Desjardins, Chambre 206, P. Qué.

*Le procureur,
ANDRÉ SIROIS, avocat.*

41196-o

Succession Jean-Claude Sauvageau

Prenez avis que Dame Lucie Loïsele-Sauvageau a décidé d'accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Jean-Claude Sauvageau, et le présent avis vous est donné conformément à l'article 676 du Code civil de la province de Québec.

Cette acceptation sous bénéfice d'inventaire fut reçue à Montréal, par Me René Brunet, notaire, 4001 boulevard Métropolitain est, le dix-huit mai mil neuf cent soixante et onze (1971), et dont copie a été enregistrée à Montréal, le vingt-trois juin mil neuf cent soixante et onze (1971), sous le numéro 2283980.

Montréal, ce 23 juin 1971.

*Le notaire,
RENÉ BRUNET.*

41208-o

**Corporation municipale du village de
Lac Bouchette
Corporation municipale de St-Thomas d'Aquin**

Avis est par les présentes donné que les municipalités du village de Lac-Bouchette et de Saint-Thomas d'Aquin s'adresseront par requête au lieutenant-gouverneur en conseil, pour se fusionner conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités, ainsi qu'elles ont été autorisées par leurs règlements 128 et 94;

Au lieutenant-gouverneur en conseil,

Vos requérants vous prient d'octroyer des lettres patentes, fusionnant les municipalités du village de

Miscellaneous Notices

Estate of Jean-Guy Desjardins

Notice is hereby given that Mrs. Marguerite Gosselin-Desjardins, domiciled at 2116, Chemin Ste-Foy, Apt. 409, Ste-Foy, has accepted, under benefit of inventory, the estate of her husband, Jean-Guy Desjardins, according to a deed of July 9, 1971, before Me L. Sirois, notary, registered in Québec, under number 695-834.

Québec, 51 Desjardins, Room 206, P. Qué.

ANDRÉ SIROIS, Attorney.

41196-o

Estate of Jean-Claude Sauvageau

Take notice that Mrs. Lucie Loïsele-Sauvageau decided to accept under benefit of inventory, the estate of Jean-Claude Sauvageau, and that this notice is issued in conformity with section 676 of the Civil Code of the Province of Québec.

This acceptance under benefit of inventory was received in Montreal, by Me René Brunet, notary, 4001 Metropolitan Boulevard East, the eighteenth day of May, one thousand nine hundred and seventy-one (1971), a copy of which was registered in Montreal the twenty-third day of June, one thousand nine hundred and seventy-one (1971), under number 2283980.

Montreal, June 23, 1971.

*RENÉ BRUNET,
Notary.*

41208

**Municipal Corporation of the village of
Lac Bouchette
Municipal Corporation of St. Thomas d'Aquin**

Notice is hereby given that the municipalities of the village of Lac-Bouchette and St. Thomas d'Aquin will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council to permit their amalgamation, in accordance with the Voluntary Amalgamation Municipalities Act, and as authorized by by-laws 128 and 94.

To the Lieutenant-Governor in Council,

Your petitioners beg you to grant letters patent amalgamating the municipalities of the village of Lac-

Lac-Bouchette et de Saint-Thomas d'Aquin selon les modalités suivantes:

La nouvelle municipalité sera connue sous le nom de « Municipalité de Lac-Bouchette » et sera régie par le Code municipal;

Si la date des lettres patentes permet une première élection en novembre 1971, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion. Les deux maires actuels alternent comme maire du conseil provisoire pour deux périodes égales qui couvriront le temps séparant la première assemblée et la date de l'élection générale de 1971. Si la première élection générale a lieu en novembre 1972, chacun des conseils élira trois (3) représentants parmi ses membres pour siéger sur le conseil provisoire. Les six conseillers ainsi élus choisiront par scrutin secret le maire du conseil provisoire parmi les 2 maires qui seront alors en poste;

La première assemblée du conseil provisoire sera tenue le premier lundi juridique du mois suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20 heures dans la salle de la mairie de Lac-Bouchette;

La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes; la durée du mandat des membres du conseil est de trois (3) ans et, quant au premier mandat, conforme aux dispositions des articles 249 *c* et *d* du Code municipal;

Le salaire du maire de la nouvelle municipalité sera le même que celui fixé par le règlement numéro 89 de la municipalité de St-Thomas d'Aquin et cela, jusqu'à décision contraire du conseil de la nouvelle municipalité; le salaire des conseillers sera fixé suivant le Code municipal par le conseil de la nouvelle municipalité;

Les règlements 78 et 92 de la municipalité de Saint-Thomas d'Aquin seront abrogés et remplacés respectivement par les règlements 65 et 122 du village de Lac-Bouchette à partir du premier janvier 1972;

Les taxes spéciales décrétées aux règlements 75 et 85 du village de Lac-Bouchette et 57 de la municipalité de St-Thomas d'Aquin sont, pour l'avenir imposées et seront prélevées sur tous les biens-fonds imposables desservis par le réseau d'aqueduc et d'égout de la nouvelle municipalité de Lac-Bouchette. Ces taxes spéciales ne seront prélevées qu'en cas d'insuffisance du tarif de compensation alors en vigueur dans la nouvelle municipalité de Lac-Bouchette, comme antérieurement;

Les surplus et déficits accumulés par chacune des municipalités requérantes seront versés aux fonds de la nouvelle municipalité;

Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité est le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du village de Lac-Bouchette;

Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier (1^{er}) janvier 1972. Après

Bouchette and St. Thomas d'Aquin, under the following terms and conditions:

The new municipality shall be known as the "Municipality of Lac-Bouchette" and shall be governed by the Municipal Code;

Should the date of issue of the letters patent permit the first election to be held in November 1971, the provisional council shall consist of all the members of both councils as constituted prior to the amalgamation. The two incumbent mayors shall alternate the duties of mayor of the provisional council for the two equal terms which shall cover the period of time between the first meeting and the date of the 1971 municipal election. Should the first municipal election take place in November 1972, each council shall elect three (3) representatives from its members to sit on the provisional council. The six councillors thus elected shall, by secret ballot, elect a mayor for the provisional council from the two incumbent mayors;

The first meeting of the provisional council shall take place on the first juridical Monday of the month following upon the coming into force of the letters patent. It will be held at 8:00 o'clock p.m., in the Public Hall of Lac-Bouchette;

The first municipal election of mayor and councillors shall take place on the first Sunday of November following upon the thirtieth day after the coming into force of the letters patent; the mandate of the members of the council shall be three (3) years and the first mandate shall be subject to the provisions of sections 249 *c* and *d* of the Municipal Code;

The Mayor of the new municipality shall receive the same salary as established by by-law number 89 of the municipality of St. Thomas d'Aquin, and such until the council of the new municipality shall decide otherwise; the councillors' salary shall be fixed in accordance with the Municipal Code by the council of the new municipality;

By-laws 78 and 92 of the municipality of St. Thomas d'Aquin shall be revoked and replaced by by-laws 65 and 122 respectively of the village of Lac-Bouchette upon, from and after the first day of January, 1972;

The special taxes provided for under by-laws 75 and 85 of the village of Lac-Bouchette, and 57 of the municipality of St. Thomas d'Aquin, shall, in future, be levied on all the taxable real estate serviced by the aqueduct and sewerage system of the new municipality of Lac-Bouchette. Such special taxes however shall be levied only if the original compensatory taxes then in force in the new municipality of Lac-Bouchette shall be insufficient;

Surpluses and deficits accumulated by each of the petitioning municipalities shall be charged to the funds of the new municipality;

The Secretary-Treasurer of the former municipality of the village of Lac-Bouchette shall become Secretary-Treasurer of the new municipality;

The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall remain unchanged until the first day of January, 1972. After

cette date le taux de la taxe foncière générale sera uniformisée à la grandeur de la nouvelle municipalité;

Tout intéressé peut prendre connaissance de la requête et en obtenir copie au bureau des municipalités susmentionnées pendant les heures de bureau;

Les propriétaires des municipalités susmentionnées ont le droit de s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis aura été publié, en faisant connaître leurs motifs par écrit à la Commission Municipale du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Donné à Lac-Bouchette, ce huitième jour du mois de juillet 1971.

Corporation municipale de St-Thomas d'Aquin,
La secrétaire-trésorière,
Mme J. P. CLOUTIER.

Corporation municipale du village de Lac-Bouchette
Le secrétaire-trésorier,
JULES THIBEAULT.
41145-29-2-o

Université du Québec

(Erratum)

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition no 29, du 17 juillet 1971, à la page 5395, version française, le titre aurait dû se lire: « Université du Québec » au lieu de: « Université de Québec ».

41030-x

La Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec

Amendements aux règlements généraux

1. L'article 2-2, sous paragraphe *g*, est modifié en remplaçant la phrase suivante: « un membre est nommé par la direction générale de l'enseignement spécialisé », par celle qui suit:

« un membre dans l'enseignement collégial est nommé par la direction générale de l'enseignement spécialisé ou par la direction générale de toute autre loi qui pourra remplacer la Loi de l'enseignement spécialisé. »

2. L'article 2-2, sous-paragraphe *i*, est modifié en bifant, à l'avant-dernière ligne dudit sous-paragraphe, les termes: « les examinateurs » pour les remplacer par les mots suivants:

« Les membres du bureau des examinateurs. »

3. L'article 2-6 est modifié en enlevant complètement la dernière phrase pour ne laisser dans ledit article que les mots suivants:

« La cotisation du membre technicien diplômé est fixée annuellement par résolution du Conseil et ne devra pas excéder \$30 par année. »

4. L'article 2-10 est modifié en changeant la dernière phrase pour qu'elle se lise de la façon suivante:

« Il paiera \$2 par année. »

5. L'article 2-11 disparaît et ainsi l'article suivant, l'ancien article 2-12 devient 2-11;

6. L'article 2-13 devient 2-12;

7. L'article 2-14 devient 2-13;

8. L'article 2-15 devient 2-14;

such date the rate of the general land tax shall be standardized for the whole of the new municipality.

Any interested person may take knowledge of this petition and obtain a copy thereof at the offices of the above mentioned municipalities during office hours.

The property-owners of the above mentioned municipalities have the right to oppose the amalgamation during the month following upon that of the publication of this notice by giving the reasons for their objections in writing to the Québec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec.

Dated at Lac-Bouchette, this eighth day of the month of July, 1971.

Municipal Corporation of St. Thomas d'Aquin,
MRS. J. P. CLOUTIER,
Secretary-Treasurer.

Municipal Corporation of the village of Lac-Bouchette,
JULES THIBEAULT,
Secretary-Treasurer.
41145-29-2

Université du Québec

(Erratum)

In the notice published in the 29th Edition of the *Québec Official Gazette* on July 17, 1971, on page 5395, in the French version, the title should have read as follows: "Université du Québec" instead of: "Université de Québec".

41030-x

The Corporation of Professional Technicians of the Province of Québec

Amendements to the general by-laws

1. Section 2-2, sub-paragraph (*g*), is amended by replacing the sentence: "One member is appointed by the General Directorate of Technical and Vocational Training" by the following:

"one member in college teaching is appointed by the General Directorate of Technical and Vocational Training or by a General Directorate established under any other Act which might replace the Specialized Schools Act."

2. Section 2-2, sub-paragraph (*i*), is amended by deleting from the second last line of the said sub-paragraph the words "the examiners" and replacing them by the following:

"The members of the Board of Examiners".

3. Section 2-6 is amended by completely deleting the last sentence leaving in the said section the following words only:

"The subscription for a graduate technician member shall be fixed each year by a resolution of the Council and shall not exceed \$30 per year."

4. Section 2-10 is amended by changing the last sentence to read as follows:

"He shall pay \$2 a year."

5. Section 2-11 is deleted and the following section which was formerly section 2-12 becomes 2-11;

6. Section 2-13 becomes 2-12;

7. Section 2-14 becomes 2-13;

8. Section 2-15 becomes 2-14;

9. L'article 3-1 disparaît complètement;
10. L'article 3-2 devient 3-1;
11. L'article 3-3 disparaît;
12. L'article 3-4 devient 3-2;
13. L'article 3-5 devient 3-3;
14. L'article 3-6 devient 3-4;
15. Après l'article 3-4, un nouvel article est ajouté et portera le numéro 3-5

Article 3-5: « *membre technologue* »

Pour devenir membre technologue, un candidat doit satisfaire aux exigences suivantes:

- a) détenir un diplôme de technicien ou d'études techniques en une spécialité quelconque, diplôme décerné conformément aux exigences de la loi;
- b) détenir un diplôme d'études techniques d'une autre province ou d'un autre pays, diplôme jugé équivalent par le bureau des examinateurs;
- c) être membre de la Corporation et le demeurer en qualité de technicien diplômé ou en qualité de technicien professionnel;
- d) avoir une expérience de deux années de pratique dans une spécialité jugée satisfaisante par le bureau des examinateurs;
- e) si le candidat détient un diplôme d'études techniques dont les qualifications sont supérieures d'une année d'études au diplôme technique actuel, alors il pourra bénéficier du crédit d'une année pour le domaine pratique;
- f) les qualifications du candidat doivent répondre aux conditions des articles C et D, et doivent être conformes soit à l'article A ou soit à l'article B;
- g) le membre technologue verse une cotisation annuelle fixée par le conseil;
- h) l'année fiscale du membre technologue sera du premier janvier au 31 décembre;

16. L'article 4-1 est remplacé par le suivant:

« obtenu le titre de « technicien diplômé » ou un diplôme d'études techniques depuis au-delà de dix (10) ans en vertu de la loi de l'enseignement spécialisé ou de toute autre loi qui pourrait la remplacer, et ou avoir une formation équivalente de Technicien Diplômé depuis au-delà de dix (10) ans. »

17. L'article 4-2 disparaît et est remplacé par le suivant:

« été membre (titulaire régulier selon les règlements) de la Corporation pendant les trois (3) dernières années consécutives avant son application. »

18. L'article 4-5, paragraphe A, est modifié en ajoutant après le mot « spécialisé » dudit paragraphe, les mots suivants:

« Ou occuper ou avoir occupé pendant dix (10) ans un emploi en fonction des connaissances acquises conformément aux programmes des cours techniques et professionnels jugés équivalents par la Corporation ».

19. L'article 4-9 disparaît et est remplacé par le suivant:

« La contribution annuelle du technicien est fixée par le Conseil. »

20. L'article 5-4 est modifié en y ajoutant le sous-paragraphe suivant, nommé g):

5-4 f) « Le conseil, après avoir étudié la recommandation du rapport du comité permanent des finances, doit

9. Section 3-1 is deleted completely;
10. Section 3-2 becomes 3-1;
11. Section 3-3 is deleted;
12. Section 3-4 becomes 3-2;
13. Section 3-5 becomes 3-3;
14. Section 3-6 becomes 3-4;
15. A new section, 3-5, is added after 3-4;

Section 3-5: « *Technologist Member* »

To become a technologist member, an applicant must meet the following requirements:

- (a) hold a technician's diploma or a diploma in technical studies in some specialty, issued in accordance with the requirements of the Act;
- (b) hold a diploma in technical studies from another province or another country deemed the equivalent by the Board of Examiners;
- (c) be a member of the Corporation and so remain as a certified technician or professional technician;
- (d) have two years practice in a specialty deemed satisfactory by the Board of Examiners;

(e) Should the candidate hold a diploma in technical studies the qualification of which are higher than one year of studies towards the present technical diploma, he may be credited with one year of practice in the field;

(f) a candidate's qualifications must meet the requirements of sections (c) and (d) and of either section (a) or section (b);

(g) the technologist member shall pay annual dues fixed by the Council.

(h) the fiscal year for a technologist member will be from January 1st to December 31st.

16. Section 4-1 is replaced by the following:

« has been conferred the title of "certified technician" or obtained a diploma in technical studies over ten (10) years ago under the Specialized Schools Act or any other Act which may have replaced it, and/or have a training equivalent to that of certified technician over a period of at least ten (10) years. »

17. Section 4-2 is deleted and replaced by the following:

« has been a member (full regular member in accordance with the by-laws) of the corporation during the preceding three (3) years before his application. »

18. Section 4-5, sub-paragraph (a) is amended by adding after the word "specialized" of the said paragraph the following words:

« or to hold a position or to have held a position for ten (10) years in a field corresponding to the knowledge acquired in the technical and professional courses deemed equivalent by the Corporation. »

19. Section 4-9 is deleted and replaced by the following:

« The technician's annual dues shall be fixed by the Council. »

20. Section 5-4 is amended by adding the following sub-paragraph (g):

5-4 (f) « The Council, after studying the recommendation in the report of the Permanent Committee

l'accepter ou le transformer et payer les montants qu'il décidera aux chapitres régionaux de la corporation à des dates que le conseil déterminera. »

21. L'article 7-1 est modifié en biffant les mots « avoir été membre pour au moins . . . » et en les remplaçant par les suivants:

« Être membre depuis . . . »;

22. L'article 7-2 est modifié en faisant disparaître le sous-paragraphe B et ainsi le sous-paragraphe C devient le sous-paragraphe B et le sous-paragraphe D devient le sous-paragraphe C.

23. L'article 7-3 est modifié au paragraphe B en changeant la phrase suivante: « Ils doivent avoir été membres pour au moins huit ans » par celle qui suit:

« Ils doivent être membres depuis cinq (5) ans. »

24. L'article 7-3 E est modifié en biffant au paragraphe E le mot: « Hull ».

25. L'article 7-3 F disparaît;

26. Le paragraphe G de l'article 7-3 est modifié en biffant les mots: « Et Lauzon »;

27. Le paragraphe H de l'article 7-3 est modifié en biffant les mots « de Rimouski » pour les remplacer par les mots: « du Bas Saint-Laurent ».

28. Le paragraphe I de l'article 7-3 est modifié en biffant les mots « de Chicoutimi » pour les remplacer par les mots « du Saguenay ».

29. Le paragraphe J de l'article 7-3 est modifié en rayant les mots « Sherbrooke et Saint-Hyacinthe » pour le remplacer par le mot « L'Estrie ».

30. Le paragraphe K de l'article 7-3 disparaît;

31. L'article 7-4, paragraphe A est modifié en biffant les mots « avoir été membre pour au moins » et ces mots sont remplacés par les suivants:

« Être membre depuis . . . »;

32. L'article 7-5, paragraphe A, est modifié en biffant les mots « avoir été membre pour au moins » et ces mots sont remplacés par les suivants:

« Être membre depuis . . . »;

33. L'article 8-8 disparaît;

34. L'article 9-9 est modifié en faisant disparaître les 2ième, 3ième et 4ième paragraphes;

35. À l'article 9, le paragraphe 15 est ajouté et ledit paragraphe se lit comme suit:

9-15 « Le président général, le premier vice-président et les vice-présidents généraux, le secrétaire général et le trésorier général demeurent en fonction tant et aussi longtemps que leurs remplaçants n'auront pas été élus. »

36. L'article 10 est modifié de la façon suivante:

« l'article 10-13 devient l'article 10-12;
l'article 10-14 devient l'article 10-13;
l'article 10-15 devient l'article 10-14;
l'article 10-16 devient l'article 10-15;
l'article 10-17 devient l'article 10-16;
l'article 10-18 devient l'article 10-17;
l'article 10-19 devient l'article 10-18;
l'article 10-20 devient l'article 10-19;
l'article 10-21 devient l'article 10-20;
l'article 10-22 devient l'article 10-21;
l'article 10-23 devient l'article 10-22. »

of Finance must accept it or modify it, and pay the amounts which it has decided upon to the regional chapters of the Corporation on the dates fixed by the Council."

21. Section 7-1 is amended by deleting the words "to have been a member for at least. . ." and replacing them by the following:

"To be a member since. . .";

22. Section 7-2 is amended by deleting sub-paragraph (b), sub-paragraph (c) becoming sub-paragraph (b) and sub-paragraph (d) becoming sub-paragraph (c).

23. Section 7-3, sub-paragraph (b) is amended by changing the sentence: "They shall have been members for at least eight years" by the following: "They shall have been members for five (5) years."

24. Section 7-3 (e) is amended by deleting the word "Hull".

25. Section 7-3 (f) is annulled.

26. Section 7-3 sub-paragraph (g) is amended by deleting "and Lauzon";

27. Section 7-3 sub-paragraph (h) is amended by deleting the words "of Rimouski" and replacing when by "of Lower St. Lawrence".

28. Section 7-3 sub-paragraph (i) is amended by replacing "of Chicoutimi" by "of Saguenay".

29. Section 7-3 sub-paragraph (j) is amended by replacing "Sherbrooke and St. Hyacinthe" by "Eastern Townships".

30. Section 7-3 sub-paragraph (k) is annulled.

31. Section 7-4 sub-paragraph (a) is amended by replacing the words "have been a member for at least" by the following: "have been a member for. . .";

32. Section 7-5 sub-paragraph (a) is amended by replacing the words "have been a member for at least" by the following: "have been a member for. . .".

33. Section 8-8 is annulled;

34. Section 9-9 is amended by deleting the 2nd, 3rd and 4th paragraphs;

35. The following paragraph 15 is added to Section 9:

9-15 "The President general, the first Vice-President and the Vice-Presidents general, the Secretary General and the Treasurer General shall remain in office until a new council has been elected."

36. Section 10 is amended as follows:

"Section 10-13 becomes section 10-12;
Section 10-14 becomes section 10-13;
Section 10-15 becomes section 10-14;
Section 10-16 becomes section 10-15;
Section 10-17 becomes section 10-16;
Section 10-18 becomes section 10-17;
Section 10-19 becomes section 10-18;
Section 10-20 becomes section 10-19;
Section 10-21 becomes section 10-20;
Section 10-22 becomes section 10-21;
Section 10-23 becomes section 10-22. "

37. L'article 12-1 est modifié en biffant au paragraphe A les mots suivants:

12-1 a) « Les anciens chapitres de Montréal, Chapitre de Montreal, Hull, Rouyn-Noranda, formeront: »;

12-1 b) « Les anciens chapitres de Québec et Lauzon formeront: »;

12-1 c) « Les anciens chapitres de Trois-Rivières Technique, Trois-Rivières Papeterie et Shawinigan formeront: »;

12-1 d) « Les anciens chapitres de Sherbrooke et Textiles formeront: »;

12-1 e) « L'ancien chapitre du Bas Saint-Laurent formera: »;

12-1 f) « L'ancien chapitre Saguenay formera: »;

Le président,
GÉRARD-YVAN MARTEL,
Le secrétaire,
PAUL-ÉMILE GUAY.

Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec

Certificate

Je soussigné, Robert Raymond, secrétaire administratif de la Corporation des Techniciens professionnels de la province de Québec, certifie que les amendements ci-dessus relatés sont conformes aux modifications apportées aux règlements généraux de la Corporation des Techniciens professionnels de la province de Québec, tels qu'adoptés le 12 décembre 1970 par les administrateurs de la corporation et subséquemment ratifiés par la majorité des membres de la corporation lors d'une assemblée générale annuelle dûment convoquée et tenue au siège social de ladite corporation le 12 décembre 1970.

Le secrétaire,
ROBERT RAYMOND.

41228-0

Avis

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, que la corporation municipale de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, à l'expiration des délais légaux, suivant la publication du présent avis, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et, pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes.

La municipalité de ville projetée portera le nom de « Ste-Adèle. »

Ledit territoire de la municipalité de la ville de Ste-Adèle sera compris dans les limites suivantes:

Partant du chemin de l'angle sud du lot vingt-quatre (lot 24), rang 1, canton de Morin, de là, en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, successivement les lignes et démarcation suivantes:

La ligne sud-est des rangs 1, canton de Morin et Morin et XI du canton d'Abercrombie jusqu'à la ligne médiane du lot 4A du rang X du canton d'Abercrombie; puis dans le canton d'Abercrombie la ligne

37. Section 12-1 is amended by deleting the following:

12-1 (a) "The former chapters of Montreal, Chapter of Montreal, Hull, Rouyn-Noranda, will form:";

12-1 (b): "The former chapters of Québec and Lauzon will form:";

12-1 (c): "The former chapters of Trois-Rivières Technical, Trois-Rivières Paper-Making and Shawinigan will form:";

12-1 (d) "The former chapters of Sherbrooke and Textiles will form:";

12-1 (e): "The former chapter of Lower St. Lawrence will form:";

12-1 (f): "The former chapter of Saguenay will form:";

GÉRARD-YVAN MARTEL,
President.
PAUL-ÉMILE GUAY,
Secretary.

The Corporation of Professional Technicians of the Province of Québec

Certificate

"I, the undersigned, Robert Raymond, Executive Secretary of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Québec, do hereby certify that the above mentioned amendments are in conformity with the amendments brought to the general by-laws of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Québec, as they were adopted on December 12, 1970, by the directors of the Corporation and subsequently ratified by the majority of the members of the Corporation at an annual general meeting duly convened and held at the head office of the said Corporation on December 12, 1970.

41228

ROBERT RAYMOND,
Secretary.

Notice

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of St. Adèle, county of Terrebonne, at the expiry of legal delays, following upon the publication of this notice, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to ask for the erection of its territory into a town municipality and to obtain letters patent for this purpose, under the authority of sections 12 and according to the Cities and Towns Act.

The proposed town municipality shall be known as "St. Adèle."

The said territory of the municipality of the town of St. Adèle shall be included within the following limits:

Starting from the road at the southern angle of lot twenty-four (lot 24), range 1, township of Morin, thence, relating to the official cadastre of the parish of St. Adèle d'Abercrombie by passing successively along the following lines and demarcations:

The southeast line of ranges 1, township of Morin and XI of the township of Abercrombie to the median line of lot 4-A of range X of the township of Abercrombie; then, in the township of Abercrombie, the

médiane du lot 4A, dans une direction sud-est sur une distance de mille huit cent vingt-deux pieds et trois dixièmes de pied (1822.3'); une ligne dans le lot 4-A dans une direction N. 54° 41' E. sur une distance de quatre cent cinquante-six pieds et sept dixièmes de pied (456.7'); partie de la ligne sud-ouest du lot 5-A dans une direction N. 35° 19' O. sur une distance de cent quatre-vingt-deux pieds et deux dixièmes de pied (182.2'); une ligne dans ledit lot 5-A, dans une direction No. 0° 51' O. sur une distance de sept cent soixante-quatorze pieds (774.0'); une ligne dans les lots 5-A et 6-A, dans une direction N. 56° 38' E. sur une distance de huit cent soixante pieds (860.0') jusqu'à un point situé sur la ligne médiane du lot 6-A, ce point étant à une distance de neuf cent soixante pieds (960.0') au sud-est de la ligne de division entre les rangs X et XI; la ligne médiane du lot 6-A, dans une direction sud-est sur une distance de mille quatre cent soixante-neuf pieds et huit dixièmes de pied (1469.8'); une ligne à travers partie des lots 6-A et 7-A, dans une direction N. 34° 46' E. sur une distance de mille vingt et un pieds (1021.0'); une ligne dans le lot 7-A, dans une direction S. 26° 01' E. sur une distance de quatre-vingt pieds (80.0') et une autre ligne de direction N. 88° 37' E. sur une distance de trois cent quatre-vingt-huit pieds (388.0'); partie de la ligne sud-ouest du lot 8-A, dans une direction sud-est jusqu'à un point situé à quatre arpents (4 arpents) au nord-ouest d'un ancien chemin public localisé en partie sous les assiettes de la nouvelle route 11 et de l'autoroute des Laurentides; une ligne dans le lot 8A, dans une direction nord-est sur une distance de un arpent et demi (1½ arpent); une autre ligne dans une direction sud-est parallèle à la ligne de division entre les lots 7-A et 8-A jusqu'à un point situé à un arpent (1 arpent) au nord-ouest d'un ancien chemin public localisé en partie sous les assiettes de la nouvelle route 11 et de l'autoroute des Laurentides; une ligne dans une direction nord-est sur une distance de un arpent (1 arpent); une autre ligne dans une direction sud-est parallèle à ladite ligne de division entre les lots 7-A et 8-A et à une distance de deux arpents et demi (2½ arpents) d'icelle jusqu'au côté nord-ouest d'un ancien chemin public localisé en partie sous les assiettes de la nouvelle route 11 et de l'autoroute des Laurentides; le côté nord-ouest dudit chemin public dans une direction nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 9-A et 10-A; partie de la ligne sud-ouest du lot 10-A, dans une direction sud-est jusqu'à la rive nord-ouest de la rivière du Nord; en remontant le cours de ladite rivière du Nord en suivant les rives nord-ouest puis ouest de ladite rivière jusqu'à la ligne séparative des lots 21-A et 22 du rang X; la ligne nord-est du lot 21-A du rang X, canton d'Abercrombie; partie de la ligne séparative des rangs X et XI du canton d'Abercrombie en allant vers le nord-est; partie de la ligne sud-ouest du lot 1, rang V, canton de Wexford; partie de la ligne séparative des rangs V et IV en allant vers le nord-est; la ligne nord-est du lot 10, dans chacun des rangs V, VI, VII et VIII; la ligne séparative des rangs VIII et IX, canton de Wexford en allant vers le sud-ouest; partie de la ligne sud-ouest du lot 1, rang VIII, canton de Wexford; la

median line of lot 4-A, in a southeasterly direction a distance of one thousand, eight hundred and twenty-two and three tenths feet (1822.3); a line on lot 4-A in a N. 54° 41' E. direction, a distance of four hundred and fifty-six and seven tenths feet (456.7); part of the southwest line of lot 5-A in a N. 35° 19' W. direction, a distance of one hundred and eighty-two and two tenths feet (182.2'); a line on said lot 5-A, in a N. 0° 51' W., a distance of seven hundred and seventy-four feet (774.0'); a line on lots 5-A and 6-A, in a N. 56° 38' E. direction, a distance of eight hundred and sixty feet (860.0') to a point situated on the median line of lot 6-A, this point lying at a distance of nine hundred and sixty feet (960.0') southeast of the line of division between ranges X and XI; the median line of lot 6-A, in a southeasterly direction, a distance of one thousand four hundred and sixty-nine and eight tenths feet (1469.8'); a line across part of lots 6-A and 7-A, in a N. 34° 46' E. direction, a distance of one thousand twenty-one feet (1021.0'); a line on lot 7-A, in a S. 26° 01' E. direction, a distance of eighty feet (80.0') and another line in a N. 88° 37' E. direction, a distance of three hundred and eighty-eight feet (388.0'); part of the southwest line of lot 8-A, in a southeasterly direction to a point situated at four arpents (4 arpents) northwest of a former public road located in part under the foundation of new Highway 11 and the Laurentian Autoroute; a line on lot 8-A, in a northeasterly direction, a distance of one and one-half arpent (1½ arpent); another line in a southeasterly direction parallel to the line of division between lots 7-A and 8-A to a point situated at one arpent (1 arpent) northwest of a former public road located partly under the foundations of new Highway 11 and the Laurentian Autoroute; a line in a northeasterly direction, a distance of one arpent (1 arpent); another line in a southeasterly direction parallel to the said line of division between lots 7-A and 8-A and at a distance of two and one-half arpents (2½ arpents) from the latter to the northwestern side of a former public road located partly under the foundations of new Highway 11 and the Laurentian Autoroute; the northwest side of the said public road in a northeasterly direction to the line separating lots 9-A and 10-A; part of the southwest line of lot 10-A, in a southeasterly direction to the northwest bank of Nord River; following the course of the said Nord River by following the northwest then west banks of the said river to the line separating lots 21-A and 22 of range X; the northeast line of lot 21A of range X, township of Abercrombie; part of the line separating ranges X and XI of the township of Abercrombie running to the northeast; part of the southwest line of lot 1, range V, township of Wexford; part of the line separating ranges V and IV on the northeast; the northeast line of lot 10, in each range V, VI VII and VIII; the line separating ranges VIII and IX, township of Wexford on the southwest; part of the southwest line of lot 1, range VIII, township of Wexford; the northwest line of lot 11 in each range, XI and X, of the township of Morin; the southwest line of lot 11 and part of the southwest line of lot 10, range X; the southeast line of lot 1, range IV, township

ligne nord-ouest du lot 11 dans chacun des rangs XI et X, du canton de Morin; la ligne sud-ouest du lot 11 et partie de la ligne sud-ouest du lot 10, rang X; la ligne sud-est du lot 1, du rang IV, canton de Morin; les lignes nord-est et nord-ouest du lot 2B, dudit rang IV; partie de la ligne nord-est du lot 3 en allant vers le nord-ouest; la ligne séparative des rangs IV et V en allant vers le sud-ouest; la ligne sud-ouest du lot 24 de chacun des rangs IV, III et II du canton de Morin; partie de la ligne sud-est du lot 24, du rang 11, canton de Morin; la ligne sud-ouest du lot 24, du rang 1, canton de Morin jusqu'au point de départ.

Contenant une superficie de dix-huit mille, sept cent soixante acres, mesures anglaises.

(Superficie: 18,760.0 acres)

Au répertoire des municipalités pour l'année 1970, la population pour la municipalité de Ste-Adèle était de 5,287 âmes.

Daté à Ste-Adèle, ce 12 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON DESCHAMPS.

41259-30-2-o

of Morin; the northeast and northwest lines of lot 2-B, of said range IV, part of the northeast line of lot 3 on the northwest; the line separating ranges IV and V on the southwest; the southwest line of lot 24 of each range IV, III and II of the township of Morin; part of the southeast line of lot 24, range 11, township of Morin; the southwest line of lot 24, range 1, township of Morin to the starting point.

Measuring eighteen thousand seven hundred and sixty acres, English measure, in area.

(Area: 18,760.0 acres)

In the register of the municipalities for 1970, the population of the municipality of St. Adèle consisted of 5,287 souls.

Dated at St. Adèle, this 12th day of July, 1971.

GASTON DESCHAMPS,
Secretary-Treasurer.

41259-30-2

Soumission — Demandes de

Ville de Bromont Comté de Brôme

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Martial A. Lalande, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, boulevard Bromont, Bromont, comté de Brôme, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 9 août 1971, pour l'achat de \$397,000 d'obligations de la ville de Bromont, comté de Brôme, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$397,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er septembre 1972.....	\$ 7,000
1er septembre 1973.....	8,000
1er septembre 1974.....	9,000
1er septembre 1975.....	10,000
1er septembre 1976.....	11,000
1er septembre 1977.....	12,000
1er septembre 1978.....	13,000
1er septembre 1979.....	15,000
1er septembre 1980.....	16,000
1er septembre 1981.....	17,000

Tenders — Requests for

Town of Bromont County of Brôme

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Martial A. Lalande, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Bromont Boulevard, Bromont, county of Brôme, P.Q., until 8:00 p.m., on Monday, August 9, 1971, for the purchase of a bond issue of \$397,000 for the town of Bromont, county of Brôme, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — \$397,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
September 1, 1972.....	\$ 7,000
September 1, 1973.....	8,000
September 1, 1974.....	9,000
September 1, 1975.....	10,000
September 1, 1976.....	11,000
September 1, 1977.....	12,000
September 1, 1978.....	13,000
September 1, 1979.....	15,000
September 1, 1980.....	16,000
September 1, 1981.....	17,000

1er septembre 1982.....	18,000	September 1, 1982.....	18,000
1er septembre 1983.....	20,000	September 1, 1983.....	20,000
1er septembre 1984.....	22,000	September 1, 1984.....	22,000
1er septembre 1985.....	24,000	September 1, 1985.....	24,000
1er septembre 1986.....	26,000	September 1, 1986.....	26,000
1er septembre 1987.....	29,000	September 1, 1987.....	29,000
1er septembre 1988.....	31,000	September 1, 1988.....	31,000
1er septembre 1989.....	33,000	September 1, 1989.....	33,000
1er septembre 1990.....	36,000	September 1, 1990.....	36,000
1er septembre 1991.....	40,000	September 1, 1991.....	40,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$40,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$40,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Bromont s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 75 (tel que modifié) — \$110,000 — aqueduc, égouts; 87 — \$55,000 — construction d'un aérodrome; 91 (tel que modifié) — \$107,000 — aqueduc, égouts; 116 (tel que modifié) — \$125,000 — agrandissement de l'aérodrome.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$40,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$40,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Bromont agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 75 (as amended) — \$110,000 — aqueduct, sewers; 87 — \$55,000 — construction of an aerodrome; 91 (as amended) — \$107,000 — aqueduct, sewers; 116 (as amended) — \$125,000 — enlargement of the aerodrome.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 août 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, boulevard Bromont, Bromont, comté de Brôme, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromont (Comté de Brôme), ce 20 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL A. LALANDE.

Hôtel de ville, boulevard Bromont,
Bromont (Comté de Brôme), P.Q.
Téléphone: 534-2021, code 514.

41254-o

Ville de Boucherville

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène McClish, greffier, Hôtel de ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 août 1971, pour l'achat de \$358,000 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$358,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1972	\$ 7,000
1er septembre 1973	7,000
1er septembre 1974	7,000
1er septembre 1975	8,000
1er septembre 1976	9,000
1er septembre 1977	11,000
1er septembre 1978	11,000
1er septembre 1979	11,000
1er septembre 1980	12,000
1er septembre 1981	13,000
1er septembre 1982	14,000
1er septembre 1983	14,000
1er septembre 1984	14,000
1er septembre 1985	15,000
1er septembre 1986	15,000
1er septembre 1987	16,000
1er septembre 1988	19,000
1er septembre 1989	19,000
1er septembre 1990	19,000
1er septembre 1991	117,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 9, 1971, at 8:00 p.m., at the Town Hall, Bromont Boulevard, Bromont, county of Brôme, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromont (County of Brôme), July 20, 1971.

MARTIAL A. LALANDE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Bromont Boulevard,
Bromont (County of Brôme), P.Q.
Telephone: 534-2021, Code 514.

41254

Town of Boucherville

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène McClish, Town Clerk, Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, Québec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 10, 1971, for the purchase of a bond issue of \$358,000 of the town of Boucherville, county of Chambly, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as of September 1, 1971.

Redemption table — \$358,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1972	\$ 7,000
September 1, 1973	7,000
September 1, 1974	7,000
September 1, 1975	8,000
September 1, 1976	9,000
September 1, 1977	11,000
September 1, 1978	11,000
September 1, 1979	11,000
September 1, 1980	12,000
September 1, 1981	13,000
September 1, 1982	14,000
September 1, 1983	14,000
September 1, 1984	14,000
September 1, 1985	15,000
September 1, 1986	15,000
September 1, 1987	16,000
September 1, 1988	19,000
September 1, 1989	19,000
September 1, 1990	19,000
September 1, 1991	117,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$11,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1991 au montant de \$117,000 comprend un solde de \$97,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er septembre 1992.....	\$ 8,000
1er septembre 1993.....	8,000
1er septembre 1994.....	9,000
1er septembre 1995.....	9,000
1er septembre 1996.....	10,000
1er septembre 1997.....	10,000
1er septembre 1998.....	10,000
1er septembre 1999.....	11,000
1er septembre 2000.....	11,000
1er septembre 2001.....	11,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$117,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Boucherville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$11,000, and if greater than the latter amount, said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of September 1, 2001 of the renewable part mentioned hereafter being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1991 maturity, in the amount of \$117,000, covers a balance of \$97,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
September 1, 1992.....	\$ 8,000
September 1, 1993.....	8,000
September 1, 1994.....	9,000
September 1, 1995.....	9,000
September 1, 1996.....	10,000
September 1, 1997.....	10,000
September 1, 1998.....	10,000
September 1, 1999.....	11,000
September 1, 2000.....	11,000
September 1, 2001.....	11,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$117,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Boucherville agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 538 — \$20,000 — aqueduc, égouts, voirie; 594 — \$15,000 — aqueduc, égouts; 613 — \$30,000 — travaux d'aménagement de la Rivière-aux-Pins; 697 — \$10,000 — aqueduc, égouts; 702 — \$100,000 — aqueduc, égouts; 706 — \$100,120 — aqueduc, égouts, voirie et électricité; 707 — \$42,380 — aqueduc, égouts; 710 — \$40,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 10 août 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville (Comté de Chambly), ce 15 juillet 1971.

Le greffier,
EUGÈNE McCCLISH.

Hôtel de ville, 500, rue Rivière-aux-Pins,
Boucherville (Chambly), Québec.

Téléphone: 655-1371, code 514.

41253-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer — Rapide-des-Chênes

Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Omer Plouffe, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, Coin Elizabeth-Belmont, case postale 100 Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau, Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 août 1971, pour l'achat de \$199,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes, comté de Gatineau, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$199,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1972	x \$38,500
1er septembre 1973	x 41,500
1er septembre 1974	x 44,500
1er septembre 1975	2,500
1er septembre 1976	2,500
1er septembre 1977	2,500
1er septembre 1978	2,500
1er septembre 1979	3,000
1er septembre 1980	3,000
1er septembre 1981	3,500
1er septembre 1982	4,000

The said bonds will be issued under the following by-laws: 538 — \$20,000 — aqueduct, sewers, roads; 594 — \$15,500 — aqueduct, sewers; 613 — \$30,000 — works project on Rivière-aux-Pins; 697 — \$10,000 — aqueduct, sewers; 702 — \$100,000 — aqueduct, sewers; 706 — \$100,120 — aqueduct, sewers, roads and electricity; 707 — \$42,380 — aqueduct, sewers; 710 — \$40,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, August 10, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville (County of Chambly), July 15, 1971.

EUGÈNE McCCLISH,
Town Clerk.

Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street,
Boucherville (Chambly), Québec.

Telephone: 655-1371, code 514.

41253

The School Commissioners of the Municipality of Aylmer — Rapide-des-Chênes

County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Omer Plouffe, Secretary-Treasurer, Administration Office, Corner Elizabeth-Belmont, Post Office Box 100, Aylmer, Lucerne, county of Gatineau, Québec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 10, 1971, for the purchase of a bond issue of \$199,000 for the School Commissioners of the municipality of Aylmer-Rapide-des-Chênes, county of Gatineau, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as of September 1, 1971.

Redemption table — \$199,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1972	x \$38,500
September 1, 1973	x 41,500
September 1, 1974	x 44,500
September 1, 1975	2,500
September 1, 1976	2,500
September 1, 1977	2,500
September 1, 1978	2,500
September 1, 1979	3,000
September 1, 1980	3,000
September 1, 1981	3,500
September 1, 1982	4,000

1er septembre 1983.....	4,000	September 1, 1983.....	4,000
1er septembre 1984.....	4,500	September 1, 1984.....	4,500
1er septembre 1985.....	5,000	September 1, 1985.....	5,000
1er septembre 1986.....	5,000	September 1, 1986.....	5,000
1er septembre 1987.....	5,500	September 1, 1987.....	5,500
1er septembre 1988.....	6,000	September 1, 1988.....	6,000
1er septembre 1989.....	6,500	September 1, 1989.....	6,500
1er septembre 1990.....	7,000	September 1, 1990.....	7,000
1er septembre 1991.....	7,500	September 1, 1991.....	7,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$138,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 3 versements de \$46,000 de 1972 à 1974 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission, conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidécommiss, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of \$138,000 awarded by the Provincial Government and payable in three instalments of \$46,000 from 1972 to 1974 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grant shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The School Commissioners of the municipality of Aylmer-Rapide-des-Chênes, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Elizabeth II, Bill 64, assented to 5th July, 1968), shall request the Minister of Education to deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation including those mentioned above, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,500 and if greater than the latter amount, said surplus must comprise one or several complete annual amortizations only, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Aylmer.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$7,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 12 mai 1971 — \$199,000 — construction d'un gymnase à l'école Notre-Dame.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 10 août 1971, à 8 heures du soir, Bureau administratif, Coin Elizabeth-Belmont, case postale 100 Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Lucerne, Comté de Gatineau, ce 15 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
OMER PLOUFFE.

Bureau administratif, Coin Elizabeth-Belmont,
C.P. 100 Aylmer,
Lucerne, Comté de Gatineau, Québec,
Téléphone: 684-5387, code 819. 41252-0

Ville de Lac Etchemin
Comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Yves Létourneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Case postale 370, Ville de Lac Etchemin, comté de Dorchester, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 11 août 1971, pour l'achat de \$100,000 d'obligations de la ville de Lac Etchemin, comté de Dorchester, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$100,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er septembre 1972.....	\$ 2,000
1er septembre 1973.....	2,000

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$7,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners of the municipality of Aylmer-Rapide-des-Chênes agree not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under resolution dated May 12, 1971 — \$199,000 — building of a gymnasium at Notre-Dame School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, August 10, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Administration Office, Corner Elizabeth and Belmont, Post Office Box 100 Aylmer, Lucerne, county of Gatineau.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. Lucerne, County of Gatineau, July 15, 1971.

OMER PLOUFFE,
Secretary-Treasurer.

Administration Office, Corner Elizabeth-Belmont,
Post Office Box 100 Aylmer,
Lucerne, county of Gatineau, Québec,
Telephone: 684-5387, code 819. 41252

Town of Lac Etchemin
County of Dorchester

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Yves Létourneau, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Post Office Box 370, Town of Lac Etchemin, County of Dorchester, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 11, 1971, for the purchase of a bond issue of \$100,000 for the Town of Lac Etchemin, County of Dorchester, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — \$100,000 — 20 years	
Year	Capital
September 1, 1972.....	\$ 2,000
September 1, 1973.....	2,000

1er septembre 1974.....	2,500
1er septembre 1975.....	2,500
1er septembre 1976.....	2,500
1er septembre 1977.....	3,000
1er septembre 1978.....	3,000
1er septembre 1979.....	3,500
1er septembre 1980.....	4,000
1er septembre 1981.....	4,000
1er septembre 1982.....	4,500
1er septembre 1983.....	5,000
1er septembre 1984.....	5,500
1er septembre 1985.....	6,000
1er septembre 1986.....	6,500
1er septembre 1987.....	7,000
1er septembre 1988.....	8,000
1er septembre 1989.....	8,500
1er septembre 1990.....	9,500
1er septembre 1991.....	10,500

September 1, 1974.....	2,500
September 1, 1975.....	2,500
September 1, 1976.....	2,500
September 1, 1977.....	3,000
September 1, 1978.....	3,000
September 1, 1979.....	3,500
September 1, 1980.....	4,000
September 1, 1981.....	4,000
September 1, 1982.....	4,500
September 1, 1983.....	5,000
September 1, 1984.....	5,500
September 1, 1985.....	6,000
September 1, 1986.....	6,500
September 1, 1987.....	7,000
September 1, 1988.....	8,000
September 1, 1989.....	8,500
September 1, 1990.....	9,500
September 1, 1991.....	10,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac Etchemin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$10,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Lac Etchemin s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971,

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$10,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and interest, if any, by certified cheque payable at par at Lac Etchemin.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$10,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Lac Etchemin agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following September 1, 1971, without a written

sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 53-70 — \$100,000 — construction d'un centre sportif.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 11 août 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Case postale 370, Ville de Lac Etchemin, comté de Dorchester, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Etchemin (Comté de Dorchester), ce 15 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ME YVES LÉTOURNEAU.

Hôtel de Ville, Case postale 370,

Ville de Lac Etchemin, Comté de Dorchester, P.Q.

Téléphone: 625-4521, code 418. 41255-0

La Commission scolaire régionale Honoré-Mercier Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond Paquet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, bureau de la commission scolaire, 69, boulevard St-Joseph, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle de l'École Beaulieu, boulevard du Séminaire, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., jeudi, le 12 août 1971; pour l'achat de \$865,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Honoré-Mercier, comté de St-Jean, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$865,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1972	\$16,000
1er septembre 1973	17,000
1er septembre 1974	20,000
1er septembre 1975	21,000
1er septembre 1976	23,000
1er septembre 1977	25,000
1er septembre 1978	27,000
1er septembre 1979	30,000
1er septembre 1980	33,000
1er septembre 1981	36,000
1er septembre 1982	40,000
1er septembre 1983	43,000
1er septembre 1984	47,000
1er septembre 1985	52,000

authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 53-70 — \$100,000 — construction of a sports center.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 11, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Post Office Box 370, Town of Lac Etchemin, County of Dorchester, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac Etchemin, (County of Dorchester), July 15, 1971.

MR. YVES LÉTOURNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 370,

Town of Lac Etchemin, County of Dorchester, P.Q.

Telephone: 625-4521, code 418. 41255

The Regional School Board of Honoré-Mercier County of St. John's

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Paquet, Secretary-Treasurer, until 4:30 o'clock p.m., at the Office of the School Commission, 69 St. Joseph Boulevard, St. John's, county of St. John's, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Beaulieu School Hall, Du Séminaire Boulevard, St. John's, county of St. John's, P.Q., on Thursday, August 12, 1971, for the purchase of a bond issue of \$865,000 for the Regional School Board of Honoré-Mercier, county of St. John's, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1971.

Redemption Table — \$865,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1972	\$16,000
September 1, 1973	17,000
September 1, 1974	20,000
September 1, 1975	21,000
September 1, 1976	23,000
September 1, 1977	25,000
September 1, 1978	27,000
September 1, 1979	30,000
September 1, 1980	33,000
September 1, 1981	36,000
September 1, 1982	40,000
September 1, 1983	43,000
September 1, 1984	47,000
September 1, 1985	52,000

1er septembre 1986.....	57,000
1er septembre 1987.....	63,000
1er septembre 1988.....	68,000
1er septembre 1989.....	75,000
1er septembre 1990.....	82,000
1er septembre 1991.....	90,000

September 1, 1986.....	57,000
September 1, 1987.....	63,000
September 1, 1988.....	68,000
September 1, 1989.....	75,000
September 1, 1990.....	82,000
September 1, 1991.....	90,000

La commission scolaire régionale Honoré-Mercier, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$90,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$90,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Honoré-Mercier s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter

The regional School Board of Honoré-Mercier, pursuant to section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63, 1968 Statutes) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust in the hands of the Minister of Finance from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$90,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several whole annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and, starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John's.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$90,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Honoré-Mercier agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following September 1, 1971,

du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions datées du 19 mars 1970 telle que modifiée — \$165,000 polyvalente à Iberville; 16 avril 1970 — \$700,000 polyvalente à St-Jean.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 12 août 1971, à 8 heures du soir, salle de l'École Beaulieu, boulevard du Séminaire, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jean (Comté de Saint-Jean), ce 15 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND PAQUET.

Bureau de la commission scolaire, 69, boulevard St-Joseph, St-Jean (Comté de St-Jean), P.Q.
Téléphone: 348-4951, code 514. 41256-o

Village de Sainte-Rosalie Comté de Bagot

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Girard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 63, rue Centre, Case postale 69, Ste-Rosalie, comté de Bagot, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, Ste-Rosalie, comté de Bagot, P.Q., mercredi, le 11 août 1971, pour l'achat de \$271,000 d'obligations du village de Ste-Rosalie, comté de Bagot, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieure à 7½%, ni supérieure à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$271,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er septembre 1972.....	\$ 6,500
1er septembre 1973.....	7,000
1er septembre 1974.....	7,000
1er septembre 1975.....	7,500
1er septembre 1976.....	8,500
1er septembre 1977.....	9,000
1er septembre 1978.....	9,500
1er septembre 1979.....	11,000
1er septembre 1980.....	11,500
1er septembre 1981.....	13,000
1er septembre 1982.....	14,000
1er septembre 1983.....	15,500
1er septembre 1984.....	16,500
1er septembre 1985.....	18,000
1er septembre 1986.....	19,500

without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolutions dated March 19, 1970, as amended — \$165,000 — polyvalent school in Iberville; April 16, 1970 — \$700,000 — polyvalent school in St. John.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, August 12, 1971, at 8:00 o'clock p.m., in the Beaulieu School Hall, Du Séminaire Boulevard, St. John's, county of St. John's, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. John's (County of St. John's), July 15, 1971.

RAYMOND PAQUET,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission, 69 St. Joseph Boulevard, St. John's (County of St. John's), P.Q.
Telephone: 348-4951, code 514. 41256

Village of Sainte-Rosalie County of Bagot

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Girard, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 63 Centre Street, P.O. Box 69, Ste-Rosalie, county of Bagot, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Ste-Rosalie, county of Bagot, P.Q., on Wednesday, August 11, 1971, for the purchase of a bond issue of \$271,000 for the village of Ste-Rosalie, county of Bagot, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1, 1971.

Redemption table — \$271,000 — 20 years	
Year	Capital
September 1, 1972.....	\$ 6,500
September 1, 1973.....	7,000
September 1, 1974.....	7,000
September 1, 1975.....	7,500
September 1, 1976.....	8,500
September 1, 1977.....	9,000
September 1, 1978.....	9,500
September 1, 1979.....	11,000
September 1, 1980.....	11,500
September 1, 1981.....	13,000
September 1, 1982.....	14,000
September 1, 1983.....	15,500
September 1, 1984.....	16,500
September 1, 1985.....	18,000
September 1, 1986.....	19,500

1er septembre 1987.....	16,500
1er septembre 1988.....	17,500
1er septembre 1989.....	19,000
1er septembre 1990.....	21,000
1er septembre 1991.....	23,000

September 1, 1987.....	16,500
September 1, 1988.....	17,500
September 1, 1989.....	19,000
September 1, 1990.....	21,000
September 1, 1991.....	23,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$23,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rosalie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$23,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Sainte-Rosalie s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 74 — \$39,300 — bordures et trottoirs; 75 — \$126,200 — travaux de rues; 76 — \$105,500 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 11 août 1971, à 8 heures du soir, Salle municipale, Ste-Rosalie, comté de Bagot, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$23,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rosalie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$23,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The village of Ste-Rosalie agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 74 — \$39,300 — kerbs and side-walks; 75 — \$126,200 — road works; 76 — \$105,500 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 11, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Ste-Rosalie, county of Bagot, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rosalie (Comté de Bagot), ce 14 juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN GIRARD.

Bureau de la Corporation,
Case postale 69, 63, rue Centre,
Ste-Rosalie (Comté de Bagot), P.Q.
Téléphone: 799-3707, code 514. 41257-0

Ste-Rosalie (County of Bagot), July 14, 1971.

JEAN GIRARD,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
P.O. Box 69, 63 Centre Street,
Ste-Rosalie (County of Bagot), P.Q.
Telephone: 799-3707, code 514. 41257

La Commission des écoles catholiques de Verdun Comté de Verdun

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Conrad Bouvier, secrétaire-trésorier, Centre administratif, 1100, 5ième Avenue, Verdun, comté de Verdun, Québec, jusqu'à 5 heures 30 de l'après-midi, lundi, le 9 août 1971, pour l'achat de \$1,540,000 d'obligations pour la commission des écoles catholiques de Verdun, comté de Verdun, datées du 1er septembre 1971 et remboursables en série du 1er septembre 1972 au 1er septembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,540,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1972	\$ 34,000
1er septembre 1973	36,000
1er septembre 1974	39,000
1er septembre 1975	42,000
1er septembre 1976	46,000
1er septembre 1977	49,000
1er septembre 1978	53,000
1er septembre 1979	58,000
1er septembre 1980	62,000
1er septembre 1981	67,000
1er septembre 1982	73,000
1er septembre 1983	78,000
1er septembre 1984	85,000
1er septembre 1985	92,000
1er septembre 1986	99,000
1er septembre 1987	107,000
1er septembre 1988	115,000
1er septembre 1989	125,000
1er septembre 1990	135,000
1er septembre 1991	145,000

La commission des écoles catholiques de Verdun, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains

The Catholic School Commission of Verdun County of Verdun

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Conrad Bouvier, Secretary-Treasurer, Administration Centre, 1100 5th Avenue, Verdun, county of Verdun, Québec, until 5:30 o'clock p.m., Monday, August 9, 1971, for the purchase of a bond issue of \$1,540,000 for the Catholic School Commission of Verdun, county of Verdun, dated September 1, 1971 and redeemable serially from September 1, 1972 to September 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as of September 1, 1971.

Redemption table — \$1,540,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1972	\$ 34,000
September 1, 1973	36,000
September 1, 1974	39,000
September 1, 1975	42,000
September 1, 1976	46,000
September 1, 1977	49,000
September 1, 1978	53,000
September 1, 1979	58,000
September 1, 1980	62,000
September 1, 1981	67,000
September 1, 1982	73,000
September 1, 1983	78,000
September 1, 1984	85,000
September 1, 1985	92,000
September 1, 1986	99,000
September 1, 1987	107,000
September 1, 1988	115,000
September 1, 1989	125,000
September 1, 1990	135,000
September 1, 1991	145,000

The Catholic School Commission of Verdun, in conformity with section 1 of the Act amending the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), shall request the Minister of Education to deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said school corporation, the sums sufficient

du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$145,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Verdun.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$145,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission des écoles catholiques de Verdun s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 20 avril 1971 — \$1,540,000 — construction de l'école Lévis-Sauvé et dépenses d'immobilisation.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 9 août 1971, à 5 heures 30 de l'après-midi, Centre administratif, 1100, 5ième Avenue, Verdun, comté de Verdun, Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$145,000, and if greater than the latter amount, said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Verdun.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$145,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Catholic School Commission of Verdun agrees not to bring new bonds out on the Canadian market within the sixty days upon, from and after September 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the resolution dated April 20, 1971 — \$1,540,000 — building of the Lévis-Sauvé School and immobilization expenses.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Monday, August 9, 1971, at 5:30 o'clock p.m., in the Administration Centre, 1100 5th Avenue, Verdun, County of Verdun, Québec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Verdun (Comté de Verdun), ce 14 juillet 1971.
Le secrétaire-trésorier,
 CONRAD BOUVIER,
 Centre administratif, 1100, 5^{ème} Avenue,
 Verdun, (Comté de Verdun), Québec,
 Téléphone: 769-2771, code 514. 41258-0

Verdun (County of Verdun), July 14, 1971.
 CONRAD BOUVIER,
Secretary-Treasurer,
 Administration Centre, 1100 5th Avenue,
 Verdun, County of Verdun, Québec,
 Telephone: 769-2771, code 514. 41258

Ventes pour taxes

Ville de St-Antoine

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Ville Saint-Antoine, comté de Terrebonne, que les propriétés, ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal de l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 854, boulevard Saint-Antoine, Ville Saint-Antoine, VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for taxes

Town of St-Antoine

Public notice is hereby given by the undersigned city clerk, of the town of Saint-Antoine, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 854, Boulevard Saint-Antoine, Town of Saint-Antoine, FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipality taxes and interest plus the cost incurred, unless said taxes interest and cost are paid before the sale.

Noms des propriétaires Owner's name	No de cadastre Cadastral numbers	Montant dû Amount Due
Mrs. Lucien Leveillé, 470, 20e Avenue, Ville Saint-Antoine.	199-6	\$ 6697.44
St-Jérôme Properties, 2015 rue Drummond, Suite 200, Montréal, P.Q.	P-171, P-168, P-169, P-166, P-167, P-165, P-164, P-163	8,390.33
Hugo West, a/s Ernest Sabloff, 1255 University St., Montréal	195-127, 195-133, 194-183	4,904.67
Jean-Paul Thérien, 1220 Champlain St., Duvernay, Town of Laval, P.Q.	193-6, 193-5, 193-1	1,429.26
Adam Greenspoon Realities, a/s Adam Greenspoon, Plaza Ste. Thérèse en Haut, Ste-Thérèse, P.Q.	P-120, P-121, P-126, 120-23, 120-24, 120-25, 120-35, 121-20, 126-37, 120-26, 120-27, 120-28, 120-29-30-31-32-33-18-20-22-21-15, 121-21, 126-41, 126-40-39-38, 120-16, 120-37, 121-22	7,341.32

Tous ces lots apparaissant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, division d'enregistrement de Terrebonne.

N.B. Autorisation le 10 juin 1971 demandé à la Commission municipale de Québec, pour énumération abrégée des numéros de cadastres, à être mis en vente pour non paiement des taxes dû le 31 décembre 1970.

Copie certifiée.

Donné à Ville St-Antoine, comté de Terrebonne, ce 12^e jour de juillet 1971.

41197-30-2-o

Le greffier,
 JEAN PAUL.

All these lots appear in the official cadastre of the parish of St-Jérôme, division of registration of Terrebonne.

N.B. Authorization asked to the Québec Municipal Commission, for abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, due december 31, 1970.

Certified copy.

Given at Town of Saint-Antoine, county of Terrebonne, this 12th day of July, 1971.

41197-30-2-o

JEAN PAUL,
 City Clerk.

Ville de St-Félicien

Avis public est par les présentes donné, que le conseil municipal de la ville de St-Félicien, par une résolution en date du 5 juillet 1971, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipale et scolaire, générale ou spéciale, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan

Town of St-Félicien

Public notice is hereby given that the Town Council of the Town of St-Félicien, by resolution dated the fifth day of July, 1971, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Town Act, to sell immovable properties hereinafter described for non-payment of municipal and school taxes, general or special, with interest and costs, and that consequently the said immovable properties shall be sold by public auction

public dans la salle du conseil à l'Hôtel de ville de St-Félicien, 270, blvd Sacré-Coeur, St-Félicien, Qué., le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1971, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels lesdites taxes pour l'année 1971 et des années antérieures intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an. Ils font tous partie du plan cadastral et du livre de renvoi de la ville de St-Félicien.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la ville de St-Félicien et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable en monnaie légale ou chèque visé.

in the Council Room of the Town Hall of St-Félicien, 270 Sacré-Coeur Blvd., St-Félicien, Qué., on the NINTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time.

However, there shall be excluded from the sale, those immovable properties on which the said taxes, for the year 1971 and previous years, interest and costs, have been paid prior to the sale.

The immovable properties hereafter described will be sold subject to the one year right of redemption. They are all on the official plan and book of reference of the Town of St-Félicien.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the Town of St-Félicien and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency or by certified cheque.

Nom et adresse	Description de l'immeuble	Montant des taxes
Name and address	Description of immovable	Amount of taxes
Dufour, Mme Paul, 6, rue Vaudreuil, St-Félicien, Québec. Une partie du lot No 1-A-33 mesurant en superficie 4,964'.	Ptie 1-A-33 rang I, canton Demeules township..... A part of lot 1-A-33 mesuring and having an area 4,964.	\$ 509.73
Gagné, Paul, 28, rue Dumas, St-Félicien, Québec.....	6-A-4, rang I, canton Demeules township..... 6-A-75 rang I, canton Demeules township.	\$ 684.45
6-A-4 — De figure irrégulière, mesurant 50 pi. au nord-est, 135 pi. au sud-est 136', au nord-ouest contenant en superficie 6,725 pi. car.	6-A-4 — The irregular figure, measuring 50 f. in its nord-est line 135 f. in its southeast line, 136 f. in its northeast line, and having an area of 6,725 sq. f.	
6-A-75 — De figure irrégulière, mesurant 92.4 pi. au nord-ouest, 60 pi. de son côté nord-est, 96.5 pi. de son côté sud-est, 60 pi. dans son côté sud-ouest, mesurant en superficie 5,667 pi. car.	6-A-75 — The irregular figure, measuring 92.4 f. in its northwest line, 60 f. in its northeast line, 96.5 f. in its south-east line, 60 f. in its southwest line and having an area of 5,667 sq. f.	
Gagné, Paul, 28 rue Dumas, St-Félicien, Qué.....	6-B-30 rang I, canton Demeules township.....	\$28.75
6-B-30 — De figure irrégulière, mesurant 139.4 pi. dans son côté nord, 50 pi. dans son côté est, 143.5 pi. dans son côté sud, 50.5 pi. dans son côté ouest, mesurant en superficie 7,067 pi. car.	6-B-30 — Of irregular figure, measuring 139.4 f. in its north line, 50 f. in its east line, 143.5 f. in its south line, 50.5 f. in its west line, and having an area of 7,067 sq. f.	
Perron, Albert, 7, rue St-Charles, St-Félicien, Québec.	49-A-14-2 R. III, canton Ashuapmouchouan township 49-A-14-1 R. III, canton Ashuapmouchouan township 49-A-28-1 R. III, canton Ashuapmouchouan township 49-A-29-1 R. III, canton Ashuapmouchouan township	1,174.63
49-A-14-2 — De figure irrégulière, mesurant 54 pi. de largeur par une profondeur de 84 pi. contenant en superficie 4,536 pi. car.	49-A-14-2 — Of irregular figure, measuring 54 f. in the width, and 84 f. in depth and having in area of 4,536 sq. f.	
49-A-14-1 — De figure irrégulière, mesurant 54 pi. de largeur par une profondeur de 84 pi. contenant en superficie 4,536 pi. car.	49-A-14-1 — Of irregular figure, measuring 54 f. in the width, and 84 f. in depth, and having an area of 4,536 sq. f.	
49-A-29-1 — De figure irrégulière, mesurant 54 pi. de largeur par une profondeur de 10 pi., contenant en superficie 540 pi. car.	49-A-29-1 — Of irregular figure, measuring 54 f. in the width, and 10 f. in depth, and having in area of 540 sq. f.	
49-A-28-1 — De figure irrégulière, mesurant 54 pi. de largeur par une profondeur de 10 pieds contenant en superficie 540 pi. car.	49-A-28-1 — Of irregular figure, measuring 54 f. in the width, and 10 f. in depth, and having in area of 540 sq. f.	
Les Immeubles Marcotte limitée, 269-B, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, Québec.	49-C-7 R. III, canton Ashuapmouchouan township.	4,412.43
49-C-7 — De figure irrégulière, mesurant 182 pi. au nord-ouest et au sud-est, 88 pi. au nord-est, 76 pi. au sud-ouest, contenant en superficie 14,924 pi. car.	49-C-7 — Of irregular figure, measuring 182 f. in the north-west and southeast, 88 f. in the northeast, 76 f. in the southwest and having an area of 14,924 sq. f.	

Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable	Montant des taxes Amount of taxes
Langevin, Antonien, boul. Sacré-Coeur, St-Félicien, Québec. 3-D-12-1 — De figure irrégulière, mesurant 3,432 pi. car. Borné au nord-ouest par le lot 3-D-11-1, 3-D-11-1-1, et 3-D-11-2, à l'ouest par le lot 3-D-12 au sud par le lot 3-D-8 et 3-D-9 et à l'est par le lot 3-D-10.	3-D-12-1 rang I, canton Demeules township. 3-D-12-1 — Of irregular figure, and having an area of 3,432 sq. f. It is bounded to the northwest by the lot 3-D-11-1, 3-D-11-1-1, and 3-D-11-2, to the west by the lot 3-D-12, to the south by the lot 3-D-8 and 3-D-9, to the east by the lot 3-D-10.	10.71
En foi de quoi, j'ai signé à St-Félicien, ce 12e jour de juillet 1971. 41136-29-2-o	In witness whereof I have signed at St-Félicien, this 12th day of July, 1971. 41136-29-2-o	J. A. BLOUIN, Town Clerk.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer l'entrée en vigueur, à compter du 21 juillet 1971, des sections I et IV, de l'article 75, des sections VIII, IX, XI à XV, ainsi que des articles 124, 125 et 126 de la Loi de la protection du consommateur.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2584, en date du 21 juillet 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur des sections I (article 1) et IV (articles 43 à 46), de l'article 75, des sections VIII (articles 76 à 83), IX (articles 84 à 88), XI à XV (articles 97 à 119), ainsi que des articles 124, 125 et 126 de ladite Loi de la protection du consommateur (sanctionnée le 14 juillet 1971) soit fixée au 21 juillet 1971, sous l'autorité de l'article 126 de ladite loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS it is expedient to fix the coming into force upon July 21, 1971, of sections I and IV, article 75, sections VIII, IX, XI to XV, as well as articles 124, 125 and 126 of The Consumer Protection Act.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 2584, dated July 21, 1971, We have decreed and ordered and, do hereby decree and order, that the coming into force of sections I (article 1) and IV (articles 43 to 46), article 75, sections VIII (articles 76 to 83), IX (articles 84 to 88), XI to XV (articles 97 to 119), as well as articles 124, 125 and 126 of the said Consumer Protection Act (assented to on July 14, 1971) be fixed as July 21, 1971, under the authority of article 126 of the said Act.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

41251-o

JEAN ALAIRE,
Sous-procureur général adjoint.

Canada,
Province de
Québec
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 20 de la Charte de l'Université Laval (1970, chapitre 78), cette charte entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au premier septembre 1971 la date de l'entrée en vigueur de cette charte.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2295, en date du 29 juin 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date d'entrée en vigueur de la charte de l'Université Laval soit fixée au premier septembre 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

41251-o

JEAN ALAIRE,
Sous-procureur général adjoint.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of July in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

41251

JEAN ALAIRE,
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS under section 20 of the Charter of the Université Laval (1970, Chapter 78), this charter shall come into force upon the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the first of September, 1971 the date of the coming into force of this charter.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 2295, dated June 29, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that the date of the coming into force of the Charter of the Université Laval be the first of September, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-ninth day of June in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

41251

JEAN ALAIRE,
Assistant Deputy Attorney General.

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil ExécutifOrder in Council
Executive Council Chamber

Numéro 2395

Number 2395

Québec, le 7 juillet 1971.

Québec, July 7, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands situated in the river basins of James Bay.

ATTENDU QUE l'aménagement hydroélectrique du complexe Nottaway-Broadback-Rupert projeté par l'Hydro-Québec dans les bassins des rivières de la Baie James nécessite la construction d'ouvrages;

WHEREAS the hydro-electric power development for the Nottaway-Broadback-Rupert Complex, proposed by Hydro-Québec for the river basins of James Bay, entails the construction of certain works;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans les secteurs prévus pour la réalisation de ces ouvrages;

WHEREAS it is deemed expedient to prevent any nuisance staking in the sectors reserved for the carrying out of those works;

ATTENDU QUE, conformément au sous-paragraphe (1) de l'article 268 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire, par règlement, au jalonnement des terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires à l'aménagement de forces hydrauliques ou à toutes autres fins;

WHEREAS, in conformity with sub-paragraph (1) of section 268 of the Mining Act (S.Q., 1965, Chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be required or necessary for the development of water power, or for any other purpose;

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1367 du 7 avril 1971, certains terrains susceptibles d'être affectés par les projets hydroélectriques ont été réservés et soustraits au jalonnement;

WHEREAS pursuant to Order in Council number 1367, dated April 7, 1971, certain lands likely to be affected by the hydro-electric proposals have been reserved and withdrawn from staking;

ATTENDU QUE les résultats des plus récentes études entreprises par les ingénieurs de l'Hydro-Québec montrent qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications à l'arrêté en conseil numéro 1367 du 7 avril 1971 et qu'il y a lieu de soustraire des étendues additionnelles de terrains.

WHEREAS the results of the latest studies undertaken by Hydro-Québec engineers prove that it is expedient to bring certain amendments to Order in Council number 1367, dated April 7, 1971 and that it is expedient to withdraw additional strips of land.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre des Richesses naturelles:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement:

THAT the following be reserved and withdrawn from staking:

a) les étendues des réservoirs projetés (incluant les îles qui y seront situées) jusqu'aux élévations maximum suivantes prévues:

(a) the strips of land for the proposed reservoirs (including the islands situated thereon) up to the following maximum elevations, as provided for:

R-8A.....	Cote 720
R-10.....	Cote 925
R-11.....	Cote 1000

R-8A.....	Elevation 720
R-10.....	Elevation 925
R-11.....	Elevation 1000

b) un corridor devant servir à l'érection d'une ligne de transport d'énergie et ayant deux (2) milles de largeur, soit un (1) mille de chaque côté de l'emprise de la route proposée qui reliera Matagami à Fort Rupert;

(b) a corridor to be used for the construction of an electric transmission line two (2) miles wide, namely one (1) mile on each side of the right of way of the planned road leading from Matagami to Fort Rupert;

c) les terrains situés à une distance de vingt chaînes (20 chs.) ou moins des barrages et digues faisant partie des travaux d'emmagasinement.

(c) the lands situated at a distance of twenty chains (20 chains) or less from the dams and dikes forming part of the storage works.

QUE soit modifié le paragraphe d) de l'arrêté en conseil numéro 1367 du 7 avril 1971 qui devra se lire de la façon suivante:

THAT paragraph (d) of Order in Council number 1367 dated April 7, 1971, which shall read as follows, be amended:

d) une lisière de terrain de cinq (5) milles de largeur, soit deux milles et demi (2½ m.) de chaque côté de

(d) a strip of land five (5) miles wide, namely two and one-half miles (2½ m.) on each side of the axis of

l'axe du canal Nottaway — Evans entre la cote 850 prévue pour le réservoir Evans et la rivière Nottaway.

QUE ce règlement ait force de loi dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

41248-o Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Nottaway — Evans Canal, between Mark 850 provided for the Evans Reservoir and Nottaway River.

THAT this regulation become effective following upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

41248 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2444

Québec, le 14 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Percé, comté de Gaspé Sud.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Percé, comté de Gaspé Sud, pour la période s'étendant du 15 juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Percé, comté de Gaspé Sud, pour la période s'étendant du 15 juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

41249-o Le greffier du conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2367

Québec, 7 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant les Règlements de l'Hôtellerie.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi de l'Hôtellerie, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements sur les matières mentionnées dans cet article;

ATTENDU QUE des règlements intitulés « Règlements de l'Hôtellerie » ont été adoptés par l'arrêté en conseil numéro 480 du 11 mars 1965 et subséquemment modifiés par les arrêtés en conseil numéros 1665 du 25 août 1965, 474 du 22 mars 1966, 1628 du 14 juin

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2444

Québec, July 14, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of Percé, county of Gaspé South.

WHEREAS, under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Chapter 60 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Percé, county of Gaspé South, to be a tourist area for the period extending from June 15, 1971 to September 30, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of Percé, county of Gaspé South, for the period extending from June 15, 1971 to September 30, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

41249 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2367

Québec, July 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation amending the Regulations of the Hotel Trade.

WHEREAS, under section 12 of the Hotels Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations on the matters mentioned in this section;

WHEREAS regulations, entitled "Regulations of the Hotel Trade", were adopted by Order in Council number 480 of March 11, 1965 and were subsequently amended by Orders in Council numbers 1665 of August 25, 1965, 474 of March 22, 1966, 1628 of June 14, 1967,

1967, 3485 du 17 septembre 1970 et 682 du 24 février 1971;

ATTENDU QUE ces règlements ont été publiés, tel qu'il est prescrit par l'article 12 de ladite loi, dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier ces règlements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche que ce qui suit soit adopté comme :

« Règlement modifiant les Règlements de l'Hôtellerie ».

L'article 35 des règlements de l'Hôtellerie est remplacé par le suivant :

« 35. Avant le 1er octobre de chaque année, tout détenteur de permis doit déclarer, sur des formules fournies à cette fin par le Service de l'Hôtellerie, le prix qui sera en vigueur pour chaque chambre à compter du 1er janvier suivant.

Cette déclaration doit faire mention, le cas échéant, des repas compris dans le prix indiqué et de toute variation saisonnière en spécifiant la date. »

IL EST DE PLUS ORDONNÉ que le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
41265-o JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2313

Québec, le 29 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement du régime de retraite des enseignants.

ATTENDU QUE l'article 27 de la loi du régime de retraite des enseignants (chapitre 68, Statuts de 1965) prévoit qu'une définition de ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative soit donnée par règlement pour les fins dudit régime :

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre d'État aux Finances, que soit adopté le règlement numéro 5 qui définit ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative pour les fins du régime de retraite des enseignants :

- a) la fonction d'instituteur; ou
- b) toute fonction de conseil, d'animation, de coordination ou de direction se rapportant directement à l'administration des programmes d'enseignement, à l'organisation pédagogique des écoles, à la formation académique ou personnelle des élèves ou des instituteurs, aux activités para-pédagogiques ou aux services aux élèves; ou
- c) toute fonction à plein temps, quoique non directement reliée à l'enseignement, exercée par une personne ayant déjà participé au régime de retraite des enseignants et dans l'exercice de laquelle l'expérience et les

3485 of September 17, 1970 and 682 of February 24, 1971;

WHEREAS these regulations were published in the *Québec Official Gazette*, as prescribed by section 12 of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to amend these regulations;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game, that the following be adopted as a :

"Regulation amending the Regulations of the Hotel Trade".

Section 35 of the Regulations of the Hotel Trade is replaced by the following :

"35. Every permit holder, before the first day of October of each year, must declare on the forms supplied for such purpose by the Hotel Service, the room prices that shall be in effect upon and after the following first day of January.

This declaration should indicate, where applicable, which meals are included in prices and should state any seasonal variations which shall apply and the effective dates."

IT IS FURTHER ORDERED that the present regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
41265 Clerk of the Executive Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2313

Québec, June 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation of the Teachers Pension Plan.

WHEREAS section 27 of the Teachers Pension Plan Act (chapter 68, 1965 Statutes) provides that a definition of what constitutes a pedagogical or educational position shall be given by regulations for purposes of the said Plan :

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister without portfolio to the Department of Finance, that Regulation number 5 which defines what constitutes a pedagogical or educational position for purposes of the Teachers Pension Plan be adopted, to wit :

- (a) the position of a teacher; or
- (b) any position of counsellor, school society animator, coordinator or administrator directly relating to the administration of educational programmes, to the pedagogical organization of schools, to the academic or personal training of pupils or instructors, to extra-curricular activities or to student services; or
- (c) any full-time position which, whilst not directly related to education, is held by a person having previously participated in the Teachers Pension Plan, and is one in which the experience and knowledge of a

connaissances d'une personne ayant déjà exercé une fonction visée aux alinéas a) et b) du présent règlement sont utiles.

Ce règlement prend effet à compter du 1er juillet 1971.

41178-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

person who has previously held a position envisaged in paragraphs (a) and (b) of this Regulation are deemed to be useful.

This Regulation shall become effective upon July 1, 1971.

41178 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2314

Québec, le 29 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement du régime de retraite des enseignants.

ATTENDU QUE l'article 27 de la loi du régime de retraite des enseignants (chapitre 68, Statuts de 1965) prévoit qu'une définition de ce qui constitue une infirmité corporelle ou mentale soit donnée par règlement pour les fins dudit régime:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre d'État aux Finances, que soit adopté le règlement numéro 6 qui définit ce qui constitue une infirmité corporelle ou mentale pour les fins du régime de retraite des enseignants.

Constitue une infirmité corporelle ou mentale, pour les fins du régime de retraite des enseignants:

Une maladie, une infirmité ou une blessure grave, qui même avec un traitement médical adéquat, altère le fonctionnement du corps ou de l'esprit d'une personne au point qu'elle ne peut plus, pendant une période prolongée, exercer régulièrement une fonction visée par la loi du régime de retraite des enseignants.

Une telle maladie, une telle infirmité ou une telle blessure rend régulièrement une telle personne incapable d'occuper une fonction pédagogique ou éducative lorsque l'activité physique ou mentale qu'elle peut encore déployer, compte tenu de son âge, de son sexe, de son niveau académique et de son expérience professionnelle, est insuffisante pour lui permettre d'accomplir une telle fonction de la même façon que ceux qui en font habituellement leur moyen de subsistance.

Une telle maladie, une telle infirmité ou une telle blessure n'est prolongée que si elle doit durer indéfiniment, c'est-à-dire qu'il n'y a pas vraisemblablement de guérison probable dans l'état actuel des connaissances médicales.

Ce règlement prend effet à compter du 1er juillet 1971.

41178-0 *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2394

Québec, le 7 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2314

Québec, June 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation of the Teachers Pension Plan.

WHEREAS section 27 of the Teachers Pension Plan Act (chapter 68, 1965 Statutes) provides that a definition of what constitutes a physical or mental infirmity shall be given by regulation for the purposes of the said Plan:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister without portfolio to the Department of Finance, that Regulation number 6, which defines what constitutes a physical or mental infirmity for purposes of the Teachers Pension Plan, be adopted.

The following constitutes a physical or mental infirmity for purposes of the Teachers Pension Plan:

Any sickness, infirmity or serious injury which, even with adequate medical attention, affects the bodily or mental functions of a person to the point where such person, during a prolonged period, can no longer perform the duties of a position envisaged by the Teachers Pension Plan Act.

Such a sickness, infirmity or injury shall render such a person unfit to regularly hold a pedagogical or educational position when the physical or mental activity of which he is yet capable, taking into consideration age, sex, academic level and professional experience, shall be insufficient to permit of his performing the duties entailed by such a position in the same manner as those who make their livelihood from it.

Such a sickness, infirmity or injury shall only be "prolonged" if it must be of indefinite duration; that is to say, there shall be not livelihood of probable recovery within the existing competence of medical knowledge.

This Regulation shall become effective upon July 1, 1971.

41178 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2394

Québec, July 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.

ATTENDU QUE l'aménagement hydroélectrique des rivières Eastmain et La Grande qui font partie du bassin versant de la Baie James, nécessite la construction d'ouvrages;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans les secteurs prévus pour la réalisation de ces ouvrages;

ATTENDU QUE, conformément au sous-paragraphe (1) de l'article 268 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire, par règlement, au jalonnement des terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires à l'aménagement des forces hydrauliques ou à toutes autres fins;

ATTENDU QUE des études préliminaires permettent de délimiter les territoires qui seront affectés par l'aménagement des rivières Eastmain et La Grande.

IL EST ORDONNÉ EN CONSÉQUENCE, sur la recommandation du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement:

(a) un corridor de deux (2) milles de largeur, soit un (1) mille de largeur de chaque côté de l'axe des rivières suivantes:

Rivière Eastmain: depuis son embouchure à la Baie James jusqu'au miliaire 69.5 (emplacement E-4)

Rivière Opinaca: depuis son embouchure à la rivière Eastmain jusqu'au miliaire 60.0 (mesuré depuis l'embouchure de la Eastmain) (emplacement 0-3)

un corridor de deux (2) milles de largeur, soit un (1) mille de largeur de chaque côté de l'axe prévu pour la dérivation Opinaca-Eastmain, soit depuis le miliaire 41 sur l'Opinaca jusqu'au miliaire 44 sur la Eastmain.

b) les étendues des réservoirs projetés (incluant les îles qui y seront situées) jusqu'aux élévations maximum suivantes prévues:

Rivière Eastmain

Ouvrage	— miliaire 69.5 (E-4)	cote de retenue 660
Ouvrage	— miliaire 108.5 (E-5)	cote de retenue 760
Ouvrage	— miliaire 134.5 (E-6)	cote de retenue 880
Réservoir Lichteneger	— miliaire 185	cote de retenue 1000
Réservoir Leveneur	— miliaire 220	cote de retenue 1100

Rivière Opinaca (tributaire au nord de la rivière Eastmain)

Réservoir Petit Opinaca	— miliaire 60	cote de retenue 640
Réservoir Low	— miliaire 92	cote de retenue 720

c) *Corridors* — La Grande Rivière

1. Corridor de deux (2) milles de largeur, soit un (1) mille de largeur de chaque côté de l'axe de la rivière, ainsi qu'un corridor d'un mille (1m.) de largeur le long de ses embranchements:

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands situated in the river basins of James Bay.

WHEREAS the hydro-electric power development of the Eastmain and La Grande Rivers, which form part of the river basin of James Bay, entails the construction of certain works;

WHEREAS it is deemed expedient to prevent any nuisance staking in the sectors reserved for the carrying out of those works;

WHEREAS, in conformity with sub-paragraph (1) of section 268 of the Mining Act (S.Q. 1965, Chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be required or necessary for the development of water power, or for any other purpose;

WHEREAS preliminary studies enable the delimitation of territories which shall be affected by the development of the Eastmain and La Grande Rivers.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the following be reserved and withdrawn from staking:

(a) a corridor two (2) miles wide, namely one (1) mile wide on each side of the axis of the following rivers:

Eastmain River: from its mouth at James Bay up to milestone 69.5 (emplacement E-4)

Opinaca River: from its mouth at Eastmain River up to milestone 60.0 (measured from the mouth of the Eastmain) (emplacement 0-3)

a corridor two (2) miles wide, namely one (1) mile wide on each side of the axis provided for the Opinaca-Eastmain diversion, namely from milestone 41 on the Opinaca to milestone 44 on the Eastmain.

(b) the strips of land for the proposed reservoirs (including the islands situated thereon) up to the following maximum elevations, as provided for:

Eastmain River:

Works	— milestone 69.5 (E-4)	Reservoir level 660
Works	— milestone 108.5 (E-5)	Reservoir level 760
Works	— milestone 134.5 (E-6)	Reservoir level 880
Lichteneger Reservoir	— milestone 185	Reservoir level 1000
Leveneur Reservoir	— milestone 220	Reservoir level 1100

Opinaca River (tributary north of Eastmain River)

Petit Opinaca Reservoir	— milestone 60	Reservoir level 640
Low Reservoir	— milestone 92	Reservoir level 720

(c) *Corridors* — La Grande River

1. A corridor two (2) miles wide, namely one (1) mile wide on each side of the axis of the river, as well as a corridor one mile (1 m.) wide along its embranchements:

- 1.1 La Grande rivière, du miliaire 320 jusqu'à sa source;
- 1.2 La rivière Kanaaupscow, du miliaire 100 jusqu'à sa source;
- 1.3 La rivière Sakami, du miliaire zéro à l'embouchure dans La Grande rivière (aux environs du miliaire 115) jusqu'à sa source;
- 1.4 La rivière de Pontois, du lac Frégate jusqu'à sa source;
- 1.5 La rivière Laforge, du miliaire zéro à l'embouchure dans La Grande rivière (aux environs du miliaire 290) jusqu'à sa source.
2. Corridor de quatre (4) milles de largeur, soit deux (2) milles de largeur de chaque côté de l'axe de la rivière et de l'axe prévu pour les dériviations anticipées par canaux ouverts, ainsi que deux (2) milles de largeur le long des embranchements de rivière:
 - 2.1 La Grande rivière, du miliaire zéro à la Baie James jusqu'au miliaire 320;
 - 2.2 La rivière Kanaaupscow, du miliaire zéro (aux environs du miliaire 90 de La Grande rivière) jusqu'au miliaire 100;
 - 2.3 La rivière de Pontois, du miliaire zéro (aux environs du miliaire 232 de La Grande rivière) jusqu'au lac Frégate;
 - 2.4 Du lac Boyd (situé au sud du lac Sakami alimentant la rivière Sakami tributaire de La Grande rivière) un canal ouvert en direction du lac Low (alimenté par les eaux de la rivière Eastmain détournée par canal ouvert dans le petit lac Opinica): dérivation de la rivière Eastmain dans La Grande rivière;
 - 2.5 Du lac Roundeyed (faisant suite aux lacs Nichicun et Naococane — source de La Grande rivière) par la rivière Eagle provenant du lac Eagle, canal ouvert vers le lac Icebound et un canal ouvert reliant ce lac au lac Kaniapiscou: dérivation de la rivière Kaniapiscou dans La Grande rivière;
3. Corridor de dix (10) milles de largeur:
 - 3.1 La rivière Kanaaupscow (tributaire de La Grande rivière) entre les milles 165 et 178 approximativement, en direction nord vers la Grande rivière de la Baleine, entre les méridiens approximatifs 73°55' et 74°15' en vue d'un canal ouvert serpentant dans ce corridor: dérivation de La Grande rivière de la Baleine dans La Grande rivière.

d) les étendues des réservoirs projetés (incluant les îles qui y seront situées) jusqu'aux élévations maximum suivantes prévues:

Réservoir Kanaaupscow	cote de retenue	600
Réservoir Sakami	cote de retenue	650
Réservoir Grande Pointe	cote de retenue	850
Réservoir Frégate	cote de retenue	1100
Réservoir Laforge	cote de retenue	1250
Réservoir Puisseaux (Roundeyed)	cote de retenue	1705
Réservoir Naococane - Nichicun	cote de retenue	1800

les étendues des réservoirs formées par les ouvrages de retenue jusqu'aux élévations maximum suivantes prévues:

Miliaire 70	cote de retenue	520
Miliaire 110	cote de retenue	580

- 1.1 La Grande River, from milestone 320 to its source;
- 1.2 Kanaaupscow River, from milestone 100 to its source;
- 1.3 Sakami River, from milestone zero at its mouth at La Grande River (in the vicinity of milestone 115) to its source;
- 1.4 Pontois River, from Frégate Lake to its source;
- 1.5 Laforge River, from milestone zero at its mouth at La Grande River (in the vicinity of milestone 290) to its source;
2. A corridor four (4) miles wide, namely two (2) miles wide on each side of the axis of the river and the axis provided for the diversions anticipated by open channels, as well as two (2) miles wide along the embankments of the river:
 - 2.1 La Grande River, from milestone zero to James Bay up to milestone 320;
 - 2.2 Kanaaupscow River, from milestone zero (in the vicinity of milestone 90 of La Grande River) to milestone 100;
 - 2.3 Pontois River, from milestone zero (in the vicinity of milestone 232 of La Grande-River) to Frégate Lake;
 - 2.4 From Boyd Lake (situated south of Sakami Lake feeding Sakami River, tributary of La Grande River), an open channel in the direction of Low Lake (fed by the waters of the Eastmain River diverted by the open channel in small Opinaca Lake): diversion of Eastmain River into La Grande River;
 - 2.5 From Roundeyed Lake (following Nichicun and Naococane Lakes — source of La Grande River) by Eagle River issuing from Eagle Lake, the open channel to Icebound Lake and an open channel joining this lake to Kaniapiscou Lake; diversion of Kaniapiscou River into La Grande River;
3. A corridor ten (10) miles wide:
 - 3.1 Kanaaupscow River (tributary of La Grande River) between 165 and 178 miles approximately, in a northerly direction towards Grande rivière de la Baleine, between the approximate 73°55' and 74°15' meridians for an open channel meandering in this corridor; diversion of Grande rivière de la Baleine into La Grande River.

d) the strips of land for the proposed reservoirs (including the islands situated thereon) up to the following maximum elevations, as provided for:

Kanaaupscow Reservoir	Reservoir level	600
Sakami Reservoir	Reservoir level	650
Grande Pointe Reservoir	Reservoir level	850
Frégate Reservoir	Reservoir level	1100
Laforge Reservoir	Reservoir level	1250
Puisseaux Reservoir (Roundeyed)	Reservoir level	1705
Naococane Reservoir - Nichicun	Reservoir level	1800

the strips of land for the proposed reservoirs formed by the reservoir works up to the following maximum elevations, as provided for:

Milestone 70	Reservoir level	520
Milestone 110	Reservoir level	580

Miliaire 140 cote de retenue 850
Miliaire 280 cote de retenue 1250

e) les terrains situés à une distance de vingt chaînes (20 chs.) ou moins des barrages et digues faisant partie des travaux d'emmagasinement.

QUE ce règlement ait force de loi dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

41248-o

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2374

Québec, 7 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au règlement numéro 1 du Barreau du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité du paragraphe 2 de l'article 14 de la Loi du Barreau du Québec (chapitre 77 des lois de 1966-1967), les modifications à l'article 47 du règlement numéro 1 du Barreau du Québec adoptées par le Conseil Général du Barreau du Québec les 23 et 24 octobre 1970 à Trois-Rivières, dont copie est annexée aux présentes, soient approuvées;

QUE sous l'autorité du paragraphe 2 de l'article 14 de ladite loi, les modifications à l'article 7 dudit règlement et sous l'autorité du paragraphe 4 de l'article 50 de ladite loi, les modifications au paragraphe 5 de la formule II adoptée en vertu de l'article 4, à l'article 9, à la formule IV adoptée en vertu de l'article 9 et au paragraphe 9 de l'article 10 dudit règlement adoptées par le Conseil Général du Barreau du Québec les 25 et 26 février 1971 à Québec, dont copie est annexée aux présentes, soient approuvées;

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Modifications au règlement numéro 1

L'article 47 du règlement numéro 1 est modifié en ajoutant le paragraphe 15 suivant:

« 15. Il lui est interdit d'endosser un chèque fait à l'ordre d'un client, à moins d'avoir reçu de ce dernier une autorisation à cet effet et à condition que l'endossement soit fait uniquement pour dépôt dans un compte en fidéicommis. »

Modifications du règlement numéro 1

L'article 7 dudit règlement est modifié en retranchant au paragraphe 1, les mots « histoire du droit et droit romain », « droit international public, » et « droit maritime et droit aérien. »

L'article 9 dudit règlement est modifié en remplaçant le mot « dix » par le mot « trente ».

Milestone 140 Reservoir level 850
Milestone 280 Reservoir level 1250

(e) the lands situated at a distance of twenty chains (20 chains) or less from the dams and dikes forming part of the storage works.

THAT this regulation become effective following upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

41248

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2374

Québec, July 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the amendments to By-Law number 1 of The Bar of the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT under subsection 2 of section 14 of The Bar Act (Chapter 77 of the Statutes of 1966-1967), the amendments to section 47 of By-Law number 1 of The Bar of the Province of Québec, adopted by the General Council of the Bar of the Province of Québec, on October 23rd and 24th, 1970, in Trois-Rivières, a copy of which is attached hereto, be approved;

THAT under subsection 2 of section 14 of the said Act, the amendments to section 7 of the said By-Law, and under subsection 4 of section 50 of the said Act, the amendments to subsection 5 of Form II adopted pursuant to section 4, in section 9, on Form IV, adopted pursuant to section 9 and subsection 9 of section 10 of the said By-Law, adopted by the General Council of the Bar of the Province of Québec on February 25th and 26th, 1971, in Québec, a copy of which is attached hereto, be approved;

THAT publication be made to this effect in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Amendments to by-law number 1

Article 47 of By-Law number 1 is amended by adding paragraph 15 as follows:

"15. He shall not endorse a cheque made payable to a client unless he has received from the latter an authorization to that effect and on the condition that such endorsement be made solely for deposit in a trust account."

Amendments to By-Law number 1

Article 7 of the said By-Law is amended by repealing, in paragraph 1, the words "History of law and Roman law," "Public international law," and "Maritime law and Air law".

Article 9 of the said By-Law is amended by replacing the word "ten" by the word "thirty".

L'article 10 dudit règlement est modifié en abrogeant le paragraphe 9.

Article 10 of the said By-Law is amended by repealing paragraph 9.

L'annexe A dudit règlement est modifiée:

Appendix A of the said By-Law is amended:

— en remplaçant le paragraphe 5 de la formule II par le suivant:

— by replacing paragraph 5 of Form II by the following:

« 5. Avez-vous un casier judiciaire? Oui... Non... Si oui, précisez: ... »

“5. Do you have a police record? Yes... No... If so, give details: ...”

— en remplaçant la formule IV par la suivante:

— by replacing Form IV by the following:

FORMULE IV — FORM IV

Avis du candidat à l'examen du Barreau — Notice of candidate to the Bar examination

(Article 9 du Règlement I) — (Art. 9 of By-Law I)

(Sceau) — (Seal)

BARREAU DU QUÉBEC — BAR OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Je, soussigné (I, the undersigned).....
(nom, prénoms — first name, surname)

donne avis au secrétaire du Bureau des examinateurs que je me présenterai au prochain examen du Barreau.
(give notice to the Secretary of the Board of Examiners that I will present myself for the next examination of the Bar).

Je déclare solennellement que: (I solemnly declare that:)

Je suis né le (I was born on)..... à (at).....

Le nom de mon père est (The name of my father is).....

Le nom de ma mère est (The name of my mother is).....

Je suis citoyen canadien (I am a Canadian citizen).....

J'ai été immatriculé le (I was matriculated on).....

Depuis mon immatriculation mes résidences ont été: (Since my matriculation my residences have been:)

Ma résidence actuelle est: (My present residence is:)

Mon numéro de téléphone est: (My telephone number is:)

Je n'ai aucun casier judiciaire, sauf (I have no police record, except)..... (Si oui, précisez et produisez copie certifiée de la plainte, du jugement et de la sentence) (If you have, give details and annex a certified copy of the charge, the judgment and the sentence)

Je suis respectueux de l'ordre public. (I am respectful of the public order).

Je n'ai jamais fait une cession de biens ou une proposition en vertu de la Loi sur la faillite; je n'ai jamais été mis en faillite. (Si oui, produisez copie certifiée des documents pertinents) (I have never made an assignment of my property or a proposal in virtue of the Bankruptcy Act; I have never been put into bankruptcy (If you have, annex a certified copy of the relevant documents)

Mon état civil est (My civil status is).....

Le nom de mon conjoint est (The name of my spouse is).....

Dans le passé, je me suis présenté à l'examen du Barreau aux dates suivantes: (In the past, I have presented myself for the Bar examination on the following dates:)

Je désire que le résultat de mon examen me soit communiqué à l'adresse suivante: (Please mail the results of my examination to the following address:)

Je joins à cet avis la somme de \$125. (I include herewith the fee of \$125.)

Et j'ai signé, (And I have signed,)

.....
(signature du requérant — signature of candidate)

Déclaré devant moi à (Declared before me at)...

dans la province de Québec, (in the Province of Québec,) ce (this) jour de (day of) 19.....

(commissaire à l'assermentation — Commissioner for Oaths)

Le secrétaire général,
JACQUES TISSEUR,
Secretary General.
41266

41266-0

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Terris

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { LÉO FORTIN, bourgeois de Hem-
No 12,252. { mingford, district de Beauhar-
nois, demandeur, contre J.R. PRIEST INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Hemmingford, dit district, défenderesse et PAUL HÉBERT *et al*, comptable agréé, 225, rue St-Jacques, en les cité et district de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite de ladite J.R. Priest Inc., mis en cause ès qualité.

« Un terrain sis et situé au village de Hemmingford, comté de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Hemmingford, comme étant une partie de chacun des lots numéros neuf, dix et onze de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro cinq (5-pties 9, 10 et 11), ledit terrain mesurant cent trente-cinq pieds de profondeur par toute la largeur desdits lots et bornée comme suit: en front à l'ouest par la rue Bouchard; en arrière à l'est par parties des mêmes lots demeurant la propriété de Marcel Fortin; d'un côté au nord par le lot 5-12 à Léo et Hermas Fortin; et de l'autre côté au sud par le lot 5-8 propriété du vendeur. Avec bâtisses ci-dessus construites, y compris l'équipement et la machinerie devenus immeubles par destination, savoir:

- 1 réservoir 500 gallons pour mélasse avec pompe;
- 1 mélasseuse Oméga avec moteur et contrôles;
- 1 machine à compris Amandus Kahl Nach avec alimentateur refroidisseur et équipement complet;
- 1 convoyeur de plancher avec moteur;
- 1 crible Forano No 150;
- 1 casseau à blé d'inde;
- 1 mélangeur à grain 1 tonne;
- 1 mélangeur à moulée Vessot 1½ tonne;
- 1 moulange Oméga 5 A.C. série 58 avec moteur 60 H.P.;
- 1 élévateur pour le grain et moteur;

De Terris

District of Beauharnois

Superior Court, { LÉO FORTIN, gentleman, of
No. 12,252. { Hemmingford, district of
Beauharnois, plaintiff, against J.R. PRIEST INC., corporation legally incorporated, having its head office at Hemmingford, said district, defendant and PAUL HÉBERT *et al*, chartered accountant, 225 St. James Street, in the city and district of Montreal, in his capacity as trustee in the bankruptcy of the said "J.R. Priest Inc.", mis en cause ès qualité.

"A piece of land situated in the village of Hemmingford, county of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Hemmingford as being a part of each of lots numbers nine, ten and eleven of the official subdivision of part of original lot number five (5 P. 9, 10 and 11), the said piece of land measuring one hundred and thirty-five feet in depth by the whole width of the said lots and bounded as follows: in front on the west by Bouchard Street; at the rear on the east by parts of the same lots remaining the property of Marcel Fortin; on one side on the north by lot 5-12 belonging to Léo and Hermas Fortin; and on the other side on the south by lot 5-8 property of the Vendor. With buildings built thereon, including the equipment and the machinery which have become fixtures, to wit:

- 1 500-gallon reservoir for molasses, with pump;
- 1 molasses mixer;
- 1 Amandus Kahl Nach feed-compressor with cooling feeder and complete equipment;
- 1 floor conveyor with motor;
- 1 Forano sieve No. 150;
- 1 corn breaker;
- 1 one-ton grain mixer;
- 1 one-and-a-half-ton Vessot feed mixer;
- 1 Omega seed-grinding mill, 5 A.C., Série 58, with 60 HP motor;
- 1 grain elevator, and motor;

1 élévateur pour moulée avec moteur et distributeur;
1 balance Fairbank Morse 50,000 lbs;
1 balance semi-automatique sur rail;
1 balance de vrac sur rail;
1 élévateur d'homme avec moteur; »

1 feed elevator, with motor and dispenser;
1 Fairbank Morse scale, 50,000 pounds;
1 semi-automatic scale on rail;
1 bulk-weigher on rail;
1 man-lift with motor; »

Pour être vendu au bureau d'Enregistrement de la Division de Huntingdon, à Huntingdon, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registry Office of the Division of Huntingdon, at Huntingdon, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock a.m.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Salaberry de Valleyfield, J.-LUCIEN PRIMEAU.
le 16 juillet 1971. 41246-0

Sheriff's Office, J.-LUCIEN PRIMEAU,
Salaberry de Valleyfield, *Assistant Sheriff.*
July 16, 1971. 41246

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Provinciale, { IRENÉ ROY, des cité et district
C.P. 81,757. { de Hull, professeur, demandeur,
vs RENÉ MYRE de St-Pierre de
Wakefield, district de Hull, défendeur.

Provincial Court, { IRENÉ ROY, of the city and dis-
C.P. 81,757. { trict of Hull, teacher, plaintiff,
vs RENÉ MYRE of St. Pierre de
Wakefield, district of Hull, defendant.

« Un immeuble sis à St-Pierre de Wakefield, étant partie du lot trente (Ptie 30) aux plan et livre de renvoi officiels du rang six (R. VI) du canton de Wakefield, mesurant soixante-quinze pieds en front sur le chemin public, sur cent soixante-quinze pieds de profondeur (75' x 175'), plus ou moins, et borné comme suit:

«An immoveable lying in St. Pierre de Wakefield, forming part of lot thirty (P. 30) on the official plan and book of reference of Range six (R. VI) for the township of Wakefield, measuring seventy-five feet in front on the public road, by one hundred and seventy-five feet in depth (75' x 175'), more or less, and bounded as follows:

À l'est par le Chemin public, au sud par une autre partie du même lot, propriété de M. Aymot, ou représentants, à l'ouest par autres parties du même lot, propriété de M. François Amyot, ou représentants, et M. Marcel Renaud, ou représentants; au nord par autre partie du même lot, propriété de M. Marcel Renaud, ou représentants. »

On the east, by the public road, on the south by another part of the same lot, property of Mr. Amyot, or representatives, on the west by other parts of the same lot, property of Mr. François Amyot, or representatives, and Mr. Marcel Renaud, or representatives; on the north by another part of the same lot, property of Mr. Marcel Renaud, or representatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, à Maniwaki, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the Registry Office of Gatineau Division in Maniwaki, the TWENTY-SIXTH day of the month of AUGUST 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint intérimaire,*
Hull, ce 13 juillet 1971. JEAN-GUY ROCHON.
41247-0

Sheriff's Office, JEAN-GUY ROCHON,
Hull, July 13, 1971. *Interim Assistant Sheriff.*
41247

MÉGANTIC

Canada — Province of Québec
District de Mégantic

Mégantic
Cour Provinciale, { CORPORATION SCOLAIRE
No 6572. { SACRÉ COEUR DE MA-
RIE, corps politique légalement
constitué, ayant une place d'affaires à Sacré-Coeur de Marie, district de Mégantic, demanderesse, vs NELSON BOISVERT, résidant à Sacré-Coeur de Marie, district de Mégantic, défendeur.

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Mégantic,
Provincial Court, { CORPORATION SCOLAIRE
No. 6572. { SACRÉ COEUR DE MA-
RIE, body politic legally incorporated, having a place of business at Sacré-Coeur de Marie, district of Mégantic, plaintiff, vs NELSON BOISVERT, residing at Sacré-Coeur de Marie, district of Mégantic, defendant.

« 1° Une terre de cinq arpents de largeur sur la profondeur des terres du rang, laquelle est située en le sep-

"1. A piece of land five arpents wide by the depth of the lands of the range, situated in the seventh range

tième rang du canton de Thetford, comme étant le lot numéro deux A (2-A) dudit rang et dudit canton avec les bâtisses y érigées, sauf et à distraire dudit lot deux A un lopin de terre à prendre dans la partie nord est du lot de terre deux A, dans ledit septième rang de la contenance de trois acres en superficie, plus ou moins, comprenant tout le terrain de chaque côté de la rivière qui traverse ledit lot jusqu'à la distance du refouillage de l'eau de la chaussée du moulin à grains et comprenant le petit cours d'eau qui se jette dans la petite rivière en arrière dudit moulin à grains, lequel lopin de terre est connu au cadastre officiel pour ledit septième rang du canton de Thetford, comme étant partie du lot deux A (ptie de 2-A). »

« 2^o Une terre de cinq arpents de largeur sur une profondeur qui part du trait carré au nord-ouest et qui va jusqu'au terrain d'Armand Jacques, faisant partie des lots numéros deux A et deux B (pties de 2-A et 2-B) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre pour le huitième rang du canton de Thetford, comté de Mégantic, avec bâtisses et dépendances, et ainsi borné: en front au nord-ouest par le chemin public, en arrière au sud-est par ledit Armand Jacques, d'un côté au sud-ouest par Arthur Verreault, et de l'autre côté au nord-est par Irénée Routhier.

Sujet ledit lot deux A (2-A) rang sept aux servitudes en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. Ltd., selon les titres à cet effet, et sujet lesdits lots deux A et deux B (2-A et 2-B) rang huit aux servitudes de poteaux de The Bell Telephone Company of Canada Ltd.

« 3^o Une terre située sur le septième rang du canton de Thetford, de la contenance de cent acres plus ou moins, connue et désignée comme étant le lot numéro deux B (2-B) au cadastre officiel dudit canton avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf et à distraire, l'emplacement d'école suivant les titres à cet effet; cet emplacement est situé le long de la ligne du lot deux A dudit cadastre.

Sauf et à distraire en faveur de Wilfrid Auclair qui l'a réservé pour lui-même et ses ayants-droit un emplacement mesurant deux cent cinquante pieds de largeur le long de la route Nationale, cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur le long de la ligne du lot numéro trois A, cent cinquante pieds de profondeur dans la ligne nord-est et borné comme suit, savoir: en front à la route, d'un côté au sud-ouest par ledit lot numéro trois A, et de tous autres côtés par le résidu dudit lot présentement vendu, avec toutes les bâtisses dessus construites, y compris une remise à bois qui empiète actuellement sur le terrain vendu. Sujet à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Company suivant acte enregistré sous le numéro 1945. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Thetford à Thetford Mines, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois d'AOÛT 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-LOUIS LALLIER.
Thetford Mines, ce 20 juillet 1971. 41267

of the township of Thetford as forming lot number two A (2 A) of the said range and township with buildings erected thereon, save the withdrawal from said lot two A of a strip of land to be taken in the northeast part of lot of land two A, in the said seventh range, measuring three acres in area, more or less, comprising all the land on each side of the river which crosses the said lot to the water outlet from the grain mill causeway and including the small water course which flows in the small river in the rear of the said grain mill, the said strip of land known on the official cadastre for the said seventh range of the township of Thetford, as forming part of lot two A (P. of 2 a)".

"2. A piece of land five arpents wide by a depth which starts at the "trait carré" on the northwest and which goes to the land of Armand Jacques, forming part of lots numbers two A and two B (P. of 2 A and 2 B) on the official plans and in the books of reference for the eighth range of the township of Thetford, county of Mégantic, with buildings and dependencies, and bounded: in the front on the northwest by the public road, in the rear on the southeast by the said Armand Jacques, on one side on the southwest by Arthur Verreault, and on the other side on the northeast by Irénée Routhier.

Said lot two A (2 A), range seven, subject to servitudes in favor of The Shawinigan Water & Power Co. Ltd., according to titles to this effect, and the said lots two A and two B (2 A and 2 B), range eight, subject to the servitudes for the posts of The Bell Telephone Company of Canada Ltd.

3. A strip of land situated in the seventh range of the township of Thetford, measuring one hundred acres, more or less, known and designated as forming lot number two B (2 B) on the official cadastre of the said township with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Save the withdrawal of the school emplacement according to the titles to this effect; this emplacement is situated along the line of lot two A of the said cadastre.

Save the withdrawal in favor of Wilfrid Auclair, who reserved it for himself and his beneficiaries, of an emplacement measuring two hundred and fifty feet wide along the National Highway, one hundred and ninety feet deep along the line of lot number three A, one hundred and fifty feet deep in the northeast line and bounded as follows, to wit: in front by the highway, on one side on the southwest by said lot number three A, and on all other sides by the remainder of the said lot now sold, with all buildings constructed thereon, including a wood shed which presently encroaches upon the land sold. Subject to a servitude in favor of The Shawinigan Water & Power Company according to a deed registered under Number 1945."

To be sold at the Registry Office of the division of Thetford, in Thetford Mines, on the THIRTY-FIRST day of the month of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the morning.

JEAN-LOUIS LALLIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Thetford Mines, July 20, 1971. 41267-0

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 807-334. { **C**RÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires au numéro 612 St-Jacques ouest, dans la cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME GEORGIE DUBÉ FOURNELLE, épouse commune en biens de Jean-Paul Fournelle, et agissant en vertu de l'article 1425-A du Code civil résidant et domiciliée à 2674, rue Rachel est, dans la cité et le district de Montréal, défenderesse.

« Un certain emplacement ayant front sur la quatre-vingt-huitième Avenue, en la ville de Rivière-des-Prairies, mesurant trente-sept pieds et soixante-quinze centièmes d'un pied de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé:

a) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent cinquante-cinq, de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois, (23-755) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

b) De la partie Nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent cinquante-six, de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois, (23-Partie N.O.- 756) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, mesurant cette dite partie douze pieds et soixante-quinze centièmes d'un pied de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée de la manière suivante: en front vers le nord-est par la quatre-vingt-huitième Avenue; en arrière vers le sud-ouest par une ruelle connue et désignée sous le numéro 23-758 des mêmes plan et livre de renvoi officiels; d'un côté vers le sud-est par le résidu dudit lot numéro 23-756; et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot ci-dessus décrit numéro 23-755.

Avec une maison y élevée portant les numéros 10,372, 10,374 et 10,376 de ladite quatre-vingt-huitième Avenue, dont le mur sud-est est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes constituées sur ledit immeuble et sujet notamment à une servitude mutuelle et réciproque de droit de vue et de lumière sur et en faveur de l'immeuble ci-dessus décrit et sur et en faveur de l'immeuble adjacent vers le sud-est et formé entr'autres du résidu dudit lot numéro 23-756, tel qu'il appert d'un acte de servitude par destination de père de famille exécuté par le Débiteur devant le notaire soussigné, le 24 janvier 1962, et dont copie a été dûment enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 1,579,811. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, 12 juillet 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL LAMBERT.

41221-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 807-334. { **C**REDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, corporation legally incorporated and having its principal place of business at number 612 St. James West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME GEORGIE DUBÉ FOURNELLE, wife common as to property of Jean-Paul Fournelle, and acting under Article 1425a of the Civil Code, residing and domiciled at 2674 Rachel Street East, in the city and district of Montreal, defendant.

"A certain emplacement fronting on eighty-eighth Avenue, in the town of Rivière-des-Prairies, measuring thirty-seven and seventy-five hundredths feet wide by one hundred feet deep, English measure and more or less, and comprising:

(a) The lot of land known and designated under number seven hundred and fifty-five of the official subdivision of lot number twenty-three (23-755) on the official plan and book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less.

(b) The northwestern part of the lot of land known and designated under number seven hundred and fifty-six of the official subdivision of lot number twenty-three (23-N.W.P. 756) on the said official plan and book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies, the said part measuring twelve and seventy-five hundredths feet wide by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded in the following way: in front towards the northeast by eighty-eighth Avenue; at the rear towards the southwest by a lane known and designated under number 23-758 on the same official plan and book of reference; on one side towards the southeast by the remainder of said lot number 23-756; and on the other side towards the northwest by the lot described above, number 23-755.

With a house built thereon bearing numbers 10,372, 10374 and 10,376 of the said eighty-eighth Avenue, the southeastern wall thereof being common.

As the whole now exists with all the servitudes created on the said immovable and subject principally to a mutual and reciprocal servitude of right of view and light over and in favour of the immovable described above and over and in favour of the adjoining immovable towards the southeast and formed among others by remainder of the said lot number 23-756, as appears from a deed of servitude made by the proprietor, executed by the debtor before the undersigned notary on January 24, 1962 and copy of which has been duly registered at the registry office of the Montreal division, under number 1,579,811."

To be sold at the office of the Prothonotary, Montreal Superior Court, on the FIRST day of SEPTEMBER, 1971 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, July 12, 1971.

PAUL LAMBERT,

Assistant Sheriff.

41221

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-479. { **L**A BANQUE D'ÉPARGNE DE
LA CITÉ ET DU DISTRICT DE
MONTRÉAL, une corporation ayant
sa principale place d'affaires à Montréal, district de
Montréal, demanderesse, *vs* EMIL SHEWCHUK &
SON INC., une corporation légalement constituée,
et ayant sa principale place d'affaires au numéro 6590,
40e Avenue, Rosemont, district de Montréal, défen-
deresse.

« Un certain emplacement ayant façade sur la rue Denise, en la cité de LaSalle, connu et désigné comme étant la subdivision numéro soixante-huit du lot originaire numéro mille six (1006-68) du cadastre officiel de la paroisse de Lachine; ledit lot mesurant quarante-sept pieds (47') de façade sur une profondeur de quatre-vingt-trois pieds (83') et ayant une superficie de trois mille neuf cent un pieds carrés (3,901 p.c.).

Avec les maisons dessus érigées et portant les numéros civiques 7650, 7652, 7654 and 7656, rue Denise, LaSalle.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées.

Ladite propriété sujette à une servitude de passage pour fins industrielles, en faveur de la Compagnie de téléphone Bell du Canada limitée et la Commission Hydro-Électrique de Québec en vertu d'un acte enregistré sous le numéro 2168587. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour supérieure de Montréal, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL LAMBERT.
Montréal, 12 juillet 1971. 41219

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 802-973. { **L**A BANQUE D'ÉPARGNE DE LA
CITÉ ET DU DISTRICT DE
MONTRÉAL, une corporation ayant
sa principale place d'affaires à Montréal, district de
Montréal, demanderesse, *vs* DAME FADHILA MO-
CHE, épouse séparée de biens de Victor Moche, rési-
dant et domiciliée au numéro 67-2 Kyomachi, Ikuta,
Japon, défenderesse.

Ce certain emplacement ayant façade sur le boulevard Notre-Dame, en la cité de Laval, connu et désigné comme étant la subdivision deux cent dix-huit du lot originaire trente (30-218) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 4900 et 4902 dudit boulevard Notre-Dame.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL LAMBERT.
Montréal, 12 juillet 1971. 41218

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 804-479. { **T**HE MONTREAL CITY AND
DISTRICT SAVINGS BANK,
a corporation having its principal place
of business at Montreal, district of Montreal, plaintiff,
vs EMIL SHEWCHUK & SON INC., corporation
legally constituted—having its principal place of business
at number 6590, 40th Avenue, Rosemont, district of
Montreal, defendant.

“A certain emplacement fronting on Denise Street, in the city of LaSalle, known and designated as being the subdivision number sixty-eight of the original lot number one thousand and six (1006-68) of the official cadastre of the parish of Lachine; measuring the said lot in front forty-seven feet (47'), in depth eighty-three feet (83') and having a superficial area of three thousand nine hundred and one square feet (3,901 s.f.).

With the houses thereon erected and bearing civic numbers 7650, 7652, 7654 et 7656 Denise Street, LaSalle.

With all the servitudes active and passive apparent or occult thereto attached.

Subject, the said property to a servitude of passage for industrial purposes, in favour of the Bell Telephone Company of Canada Limited and the Québec Hydro-Electric Commission in virtue of a deed registered under number 2168587.”

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, the FIRST day of SEPTEMBER 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL LAMBERT,
Superior Court, Assistant-Sheriff.
Montréal, July 12, 1971. 41219-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 802-973. { **T**HE MONTREAL CITY AND
DISTRICT SAVINGS BANK,
a corporation having its principal
place of business at Montreal, district of Montreal,
plaintiff, *vs* DAME FADHILA MOCHE, wife separate
as to property of Victor Moche, residing and domiciled
at number 67-2 Kyomachi, Ikuta, Japan, defendant.

“That certain emplacement fronting on Notre-Dame Boulevard, in the city of Laval, known and designated as subdivision two hundred and eighteen of original lot thirty (30-218) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

With the building thereon erected bearing civic numbers 4900 and 4902 of said Notre-Dame Boulevard.”

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard in the city of Laval, on the FIRST day of SEPTEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL LAMBERT,
Superior Court, Assistant-Sheriff.
Montreal, July 12, 1971. 41218-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-480. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA
CITÉ ET DU DISTRICT DE
MONTRÉAL, une corporation légale-
ment constituée et ayant sa principale place d'affaires
à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs
EMIL SHEWCHUK & SON INC., une corporation
légalement constituée et ayant sa principale place
d'affaires au numéro 6590, 40e Avenue, Rosemont,
district de Montréal, défenderesse.

« Un certain emplacement ayant façade sur la rue
Denise en la cité de LaSalle, connu et désigné comme
étant la subdivision numéro soixante-neuf du lot origi-
naire numéro mille six (1006-69) au cadastre officiel
de la paroisse de Lachine; ledit lot mesurant quarante-
sept pieds (47') de façade sur une profondeur de
quatre-vingt-trois pieds (83') et ayant une superficie
de trois mille neuf cent un pieds carrés. (3,901 p.c.)

Avec les maisons dessus érigées et portant les numéros
civiques 7640, 7642, 7644 et 7646, rue Denise, LaSalle.

Avec toutes les servitudes actives et passives, appa-
rentes ou occultes y attachées.

Ladite propriété sujette à une servitude de passage
pour fins industrielles en faveur de la Compagnie de
Téléphone Bell du Canada limitée et la Commission
Hydro-électrique de Québec, en vertu d'un acte enregis-
tré sous le numéro 2168587. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour
supérieure de Montréal, le DEUXIÈME jour de
SEPTEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Cour supérieure, *Le shérif adjoint,*
Bureau du Shérif, PAUL LAMBERT.
Montréal, 12 juillet 1971 41220

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 804-480. { THE MONTREAL CITY AND
DISTRICT SAVINGS BANK,
corporation legally constituted having its
principal place of business at Montreal, district of
Montreal, plaintiff, vs EMIL SHEWCHUK & SON
INC., corporation legally constituted having its
principal place of business at number 6590, 40th
Avenue, Rosemont, district of Montreal, defendant.

“A certain emplacement fronting on Denise Street,
in the City of LaSalle, known and designated as being
the subdivision number sixty-nine of the original lot
number one thousand and six (1006-69) of the official
cadastre of the parish of Lachine; measuring the said
lot in front forty-seven feet (47') in depth eighty-three
feet (83') and having a superficial area of three thou-
sand nine hundred and one square feet (3,901 s.f.).

With the houses thereon erected and bearing civic
numbers 7640, 7642, 7644 and 7646 Denise Street,
LaSalle.

With all the servitudes active and passive, apparent
or occult thereto attached.

Subject the said property to a servitude of passage
for industrial purposes, in favour of the Bell Telephone
Company of Canada Limited and The Québec Hydro-
Electric Commission, in virtue of a deed registered
under number 2168587.”

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior
Court of Montreal, the SECOND day of SEPTEMBER,
1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Superior Court, *PAUL LAMBERT,*
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Montreal, July 12, 1971. 41220-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { COU-BER INC., corps politique
Cour Provinciale, et incorporé ayant une place
No 74-159. } d'affaires à 294 Père Grenier, Qué-
bec, district de Québec, contre MA-

DAME BERTHA RENAUD, (madame Irénée Renaud)
résidant à 384 Gauvin, Ville Vanier, Québec,
district de Québec.

« Lot numéro 2431 des subdivisions 177 et 178 du
cadastre officiel de Ville Vanier, appartenant à Ma-
dame Bertha Renaud (Madame Irénée Renaud), avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-
QUATRIÈME jour d'AOÛT 1971, à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif, RAYMOND HAINS.
Québec, le 20 juillet 1971. 41260-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { COU-BER INC., body politic
Provincial Court, and incorporate, having a
No. 74-159. } place of business at 294 Père Gre-
nier, Québec, district of Québec,

versus MRS. BERTHA RENAUD (Mrs. Irénée Renaud),
residing at 384 Gauvin, Ville Vanier, district of
Québec.

“Lot number 2431 of subdivisions 177 and 178 of the
official cadastre of Ville Vanier, belonging to Mrs.
Bertha Renaud (Mrs. Irénée Renaud), with the buildings
built thereon, circumstances and dependencies.”

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chau-
veau Avenue, Québec, on the TWENTY-FOURTH
day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Québec, July 20, 1971. 41260

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: (JOS. GRENIER LIMITÉE, cor-
Cour Supérieure, } poration légalement constituée,
No 147-486. } ayant sa place d'affaires à 947,
Avenue Royale, Beauport, en le
comté de Québec, Québec, vs ÉMILIE GUILLOT,
entrepreneur général, domicilié à 458, rue Seigneuriale,
Beauport, comté de Québec, Québec.

« La subdivision un du lot originaire numéro huit cent quarante (840-1) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

La subdivision numéro un du lot originaire numéro huit cent quarante et un (841-1) du même cadastre.

La subdivision huit du lot originaire huit cent quarante-deux (842-8) du même cadastre, tous lots contigus, avec la maison dessus construite donnant sur la rue Seigneuriale à Beauport Ouest, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu en bloc, au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,

Québec, le 20 juillet 1971.

41261-0

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: (JOS. GRENIER LIMITÉE, Cor-
Superior Court, } poration legally incorporated,
No. 147-486. } having its place of business at 947
Royale Avenue, Beauport, in the
county of Québec, Québec, vs ÉMILIE GUILLOT,
general contractor, domiciled at 458 Seigneuriale Street,
Beauport, county of Québec, Québec.

"Subdivision one of original lot number eight hundred and forty (840-1) of the official cadastre for the parish of Beauport, Québec Registration Division.

Subdivision number one of original lot number eight hundred and forty-one (841-1) of the same cadastre.

Subdivision eight of original lot eight hundred and forty-two (842-8) of the same cadastre, all lots contiguous, with the house built thereon fronting on Seigneuriale Street, at Beauport West, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the Québec registry office, 10 Chauveau Avenue, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock a.m.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, July 20, 1971.

41261

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: (LOUIS-PHILIPPE HÉBERT,
Cour Supérieure, } domicilié à 27 rue Lagueux,
No 7358. } Lauzon, contre LEVIS WOODOOR
INC., corporation légale ayant son
siège social à 57 Kennedy, Lévis.

« Le lot 73-24 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, de figure régulière, borné vers le nord-est par le lot 74-20, vers le sud-est par le lot 73-23, vers le sud-ouest, par le lot 73-17 (route Président Kennedy) et vers le nord-ouest par le lot 73-25; mesurant cent pieds (100') de largeur par cent soixante-sept pieds et quatre dixièmes (167.4') de profondeur; contenant en superficie seize mille sept cent quarante pieds carrés, mesure anglaise (16,740 p.c.). Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot 73-20 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, de figure régulière, borné vers le nord-est par le lot 75-3 vers le sud-est par le lot 74-19, vers le sud-ouest par le lot 73-24 et le nord-ouest par le lot 74-21; mesurant cent pieds (100') de largeur par soixante pieds (60') de profondeur; contenant en superficie six mille pieds carrés, mesure anglaise (6,000 p.c.). Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113 rue St-Georges, Lévis, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,

Québec, le 20 juillet 1971.

41262-0

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: (LOUIS PHILIPPE HÉBERT,
Superior Court, } domiciled at 27 Lagueux Street,
No. 7358. } Lauzon, versus LEVIS WOODOOR
INC., a legal corporation having
its head office at 57 Kennedy, Lévis.

"Lot 73-24 on the official cadastre for the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, of regular configuration, bounded towards the northeast by lot 74-20, towards the southeast by lot 73-23, towards the southwest, by lot 73-17 (President Kennedy Route) and towards the northwest by lot 73-25; measuring one hundred feet (100') in width by one hundred and sixty-seven and four tenths feet (167.4') in depth; measuring sixteen thousand seven hundred and forty square feet, (16,740 sq. ft.). The whole with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Lot 73-20 on the official cadastre for the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, of regular configuration; bounded towards the northeast by lot 75-3, towards the southeast by lot 74-19, towards the southwest by lot 73-24 and the northwest by lot 74-21; measuring one hundred feet (100') in width by sixty feet (60') in depth; measuring six thousand square feet (6,000 sq. ft.) English measure. The whole with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Lévis, 113 St. Georges Street, Lévis, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, July 20, 1971.

41262

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: } JEAN-MARIE RACINE, journa-
 Cour Provinciale, } lier domicilié à St-Tite des
 No 53-905. } Caps, comté de Montmorency,
 } contre RÉAL LACHANCE, (Émi-
 le), domicilié à St-Tite des Caps, comté de Montmo-
 rency, Québec.

« Un morceau de terre formant partie des lots quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux, quatre cent cinquante-trois, quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-cinq (P. de 451, 452, 453, 454, 455) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Joachim, borné dans son ensemble comme suit: vers le sud-est à la terre actuelle de l'acquéreur (Réal Lachance) à la limite entre les paroisses de St-Joachim et St-Tite des Caps; mesurant huit arpents dans cette ligne entre les paroisses; bornée vers le sud au résidu desdits lots 451, 452, 453, 454, 455, restant au vendeur, (Émile Lachance) par une ligne perpendiculaire à la ligne divisoire desdits lots et partant à l'intersection de la ligne entre les lots 328 et 329. Bornée vers l'ouest à la partie du lot 351 du Séminaire de Québec, et vers le nord par la partie du lot 351 du Séminaire de Québec par une ligne qui part du coin ouest de cette terre et se rend au bout du trait-carré avec le lot 318. Le tout avec bâtisses dessus construites s'il y en a.

Cette terre mesure d'après les lignes tirées par les parties huit arpents le long de la ligne entre les paroisses, sur sept arpents de largeur dans l'autre sens. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer, comté de Montmorency, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
 Québec, le 20 juillet 1971.

Le shérif adjoint,
 RAYMOND HAINS.
 41250-0

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: } JEAN-MARIE RACINE, labour-
 Provincial Court, } er, domiciled at St-Tite des
 No. 53-905. } Caps, county of Montmorency,
 } against RÉAL LACHANCE, (Émi-
 le), domiciled at St-Tite des Caps, county of Montmo-
 rency, Québec.

« A piece of land forming part of lots four hundred and fifty-one, four hundred and fifty-two, four hundred and fifty-three, four hundred and fifty-four, four hundred and fifty-five (P. of 451, 452, 453, 454, 455) on the official cadastre for the parish of St. Joachim, bounded, on the whole, as follows: on the southeast by the land presently belonging to the purchaser (Réal Lachance), at the limit between the parishes of St. Joachim and St. Tite des Caps, measuring eight arpents on this line between the parishes; bounded, on the south by the remainder of said lots 451, 452, 453, 454, 455, remaining the vendor's, (Émile Lachance), by a line perpendicular to the dividing line of the said lots and starting from the intersection of the line between lots 328 and 329. Bounded on the west by part of lot 351 belonging to the Séminaire de Québec, and on the north by part of lot 351 of the Séminaire de Québec, by a line which starts from the west corner of this land and goes to the end of the "trait-carré" with lot 318. The whole with buildings constructed thereon, if existing.

This land measures, according to the lines drawn by the parties, eight arpents along the line between the parishes by seven arpents in width in the other direction."

To be sold at the Montmorency Registry Office, in Château-Richer, county of Montmorency, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
 Québec, July 20, 1971.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
 41250

SAINT-FRANÇOIS

Canada — Province de Québec
 District de St-François

Cour Supérieure, { HARRY GRAHAM JR., de la
 Bref No 37-020. { ville de Sawyerville, province
 } de Québec, district de St-François,
 demandeur, vs GEORGE BROCK, domicilié à Tren-
 holm, province de Québec, district de Drummond,
 défendeur.

Description

« Ce certain emplacement situé dans le canton de Kingsey, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, comme étant le lot cadastral dix-neuf du troisième rang dudit canton, moins une partie d'icelui s'étendant au sud-ouest du chemin et toute cette partie du lot cadastral dix-huit « A » du même troisième rang, s'étendant sur le côté nord-ouest du chemin public qui traverse ledit lot.

SAINT-FRANÇOIS

Canada — Province of Québec
 District of St-François

Superior Court, { HARRY GRAHAM JR., of the
 Writ No. 37-020. { town of Sawyerville, Province
 } of Québec, district of St-François,
 plaintiff, vs GEORGE BROCK, domiciled in Tren-
 holm, Province of Québec, district of Drummond,
 defendant.

Designation

« That certain emplacement situate in the township of Kingsey, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township, as being cadastral lot nineteen in the third range of said township, less the part of same lying southwest of the road and all that part of cadastral lot eighteen "A", in the said third range, lying on the northwest side of the public highway going through said lot.

Ensemble avec les membres et appartenances qui s'y trouvent et y appartenant.»

« Cette certaine ferme située dans le canton de Kingsey, comté de Drummond, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, comme suit:

a) les lots numéros six « B » du deuxième rang et deux « E » du premier rang et un « B » du premier rang;

b) Un morceau de terrain formant partie du lot numéro deux du premier rang, et tout le terrain sur le côté sud du canal, aussi un chemin après l'extrémité du moulin à blé dessus érigé, ledit chemin étant de trente pieds de large et donnant assez d'espace pour y faire les réparations d'un bout à l'autre le long du canal jusqu'à la digue et alors suffisamment d'espace pour donner accès à la gravière vis à vis de la digue et permettre d'y extraire le gravier; borné au sud-est par le terrain de l'acheteur et s'étendant jusqu'à la rivière St-François sur le côté nord et par le terrain d'un certain Whitton sur le côté nord-ouest.

Présentement connu comme étant le lot cadastral numéro deux « B » et partie de deux « C » du premier rang, ainsi qu'acheté de Mlle K. A. Trenholm, par un acte exécuté devant Me D. M. Rowat, N.P., le 4^e jour de décembre 1909 et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, le 21^e jour de décembre 1909 comme étant B-55 numéro 43053; la propriété ici décrite contient 15 acres de terrain en superficie, plus ou moins; sujet aux droits de la voie du chemin de fer qui traverse ledit lot numéro 2B et conduit à « Kingsey Quarry » ainsi qu'établi par titres antérieurs.

Le tout avec les bâtisses et améliorations dessus érigées.»

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de la division de Drummond, Palais de Justice de Drummondville, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1971 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Palais de Justice,

Drummondville, le 1^{er} juillet 1971.

Le shérif,

STEPHEN DOLAN

41217

Together with members and appurtenances, thereon found and thereto belonging.”

“That certain farm situate in the township of Kingsey, county of Drummond, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township, as;

(a) The lots numbers six “B” in the second range and two “E” in the first range and one “B” in the first range;

(b) A piece of land forming part of lot number two in the first range, and all the land on the south side of the canal, also a road past the end of the grist-mill thereon erected, said road being thirty feet in width and sufficient room for making repairs of the throughs up along side the canal to the dam and then to be allowed sufficient room to communicate with and to the gravel-pit opposite the dam and to draw gravel therefrom; bounded on the southeast by the land of the purchase and extending to the St-François River on the north side and to the land of one Whitton on the northwest side.

Now known as lot cadastral number two “B” and part of two “C” in the first range, as bought from Miss K.A. Trenholm, by deed executed before Me D.M. Rowat, N.P. the 4th December 1909 and duly registered in Drummond County Registry Office the 21st December 1909 as B-55 no 43053; the property hereby described containing 15 acres of land, in superficies more or less; subject to a railroad track across said lot number 2B and leading to Kingsey Quarry as established by previous titles.

The whole with buildings and improvements thereon erected and thereto belonging.”

To be sold at the Registry Office for Drummond Division, at Drummond Court House, on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Court House,

Drummondville, July 1, 1971.

STEPHEN DOLAN,

Sheriff.

41217-0

INDEX No 30

ARRÊTÉS EN CONSEIL

2313 — Régime de retraite des enseignants, (règlement).....	5642
2313 — Teachers Pension Plan, (regulation).....	5642
2314 — Régime de retraite des enseignants, (règlement).....	5643
2314 — Teachers Pension Plan, (regulation).....	5643
2367 — Hôtellerie, (modification aux règlements).....	5641
2367 — Hotel Trade, (amendment to the regulations).....	5641
2374 — Barreau du Québec, (règlement numéro 1).....	5646
2374 — Bar of the Province of Québec, (amendment to by-law number 1).....	5646
2394 — Soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.....	5644
2394 — Withdrawal from staking of certain lands situated in the river basins of Jame Bay.....	5644
2395 — Soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.....	5640
2395 — Withdrawal from staking of certain lands situated in the river basins of James Bay.....	5640
2444 — Percé, comté de Gaspé Sud, territoires de la municipalité.....	5641
2444 — Percé, county of Gaspé South, territory of the municipality.....	5641

ORDERS IN COUNCIL

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

Association coopérative étudiante du campus de Drummondville (<i>Formation</i>)	5611
Association coopérative étudiante du CEGEP de Ste-Foy (<i>Formation</i>)	5611
Association coopérative étudiante du CEGEP de Sherbrooke (<i>Formation</i>)	5612
Association coopérative étudiante du collège de Rivière-du-Loup (<i>Formation</i>)	5612
Coopérative de consommation de l'Outaouais (La) (<i>Formation</i>)	5612

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

AVIS DIVERS

Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec (<i>Mod. Règl.</i>)	5617
Corporation of the Professional Technicians of the Province of Québec (<i>Amend. By-laws</i>)	5617
Estate André Campbell (<i>Benefit of inventory</i>)	5562
Estate Jean Guy Desjardins (<i>Benefit of inventory</i>)	5615
Estate Jean Claude Sauvageau (<i>Benefit of inventory</i>)	5615
Lac Bouchette, village (<i>Requête-Petition</i>)	5615
St-Adèle, munic. (<i>Requête-Petition</i>)	5620
St-Rédempteur, village (<i>Requête-Petition</i>)	5562
Succession André Campbell (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	5562
Succession Jean-Guy Desjardins (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	5615
Succession Jean-Claude Sauvageau (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	5615
Université du Québec (<i>Erratum</i>)	5617
University of Québec (<i>Erratum</i>)	5617

MISCELLANEOUS NOTICES

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Cauchon, Claude	5586
Deslongchamps, George Burton	5585
Dusablon, Armande	5586
Hinks, Walter Anthony	5586
Jastrzebski, Zygmunt Marian	5586
Lapierre, Bernard	5587
Levis, Moïse H.	5586
Lussier, Joseph André Yves Jeannot	5585
Plourde, Maurice	5587
Williams, Edward Charles	5585

BILLS

BILLS

Sanctioned	5608
Sanctionnés	5609

**CAISSES D'ÉPARGNE
ET DE CRÉDIT**

**SAVINGS AND
CREDIT UNIONS**

Caisse d'entraide économique de Ste-Foy (<i>Nom-Name ch.</i>)	5614
Caisse d'économie des employés de Québec North Shore (<i>Fusion-Amalgamation</i>)	5614
Caisse populaire Provost, de Lachine (La) (<i>Nom-Name ch.</i>)	5614

**COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES**

**EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES**

Changements d'agent:

Changes of agent:

Mitsubishi International Corporation	5583
--------------------------------------	------

**COMPAGNIES —
LOI DES**

**COMPANIES
ACT**

**Demandes d'abandon
de charte**

**Applications for
Surrender of Charter**

Anjou Construction ltée	5570
Ashdod Development Corp.	5572
Bel-Air French Cleaners Ltd	5573

Bissonnette (R.) ltée	5572
Buanderie du jubilé de la reine inc	5573
Builtex Products Inc	5571
Café Roma (Noranda) inc	5572
Cardinal Distributors, Ltd	5571
Compagnie de gaz propane Pino limitée (La)	5569
Club golf-O-rama inc	5572
Compagnie des arts de St-Jean inc. (La)	5573
Computer Consultants Corporation	5573
Couvent Maplewood	5574
Gas propane Pino (Côte Nord) incorporée	5570
Institut de pédagogie familiale d'Outremont	5574
Laiterie Beauceronne inc	5573
M.M.K. Art Inc	5574
Mont-Joli Gas Propane Inc	5570
National Containers Holdings Corp	5572
Pensionnat d'Hochelega	5574
Pensionnat Ste-Emélie de Montréal	5575
Placements Clairevue Inc	5571
Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de St-Lambert	5575
Pensionnat des Saints Nom de Jésus et de Marie de Valleyfield	5575
Pino Transport Inc	5570
Queen's Jubilee Laundry Inc	5573
Union gaz propane cie ltée	5571
Val Royal Shopping Centre Ltd	5572

Lettres patentes	Letters Patent		
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	Taxi Acton inc.	5553
Hamelin Enterprises Inc.	5535	Thundercraft Industries Inc.	5553
Heine et frère ltée.	5536	Tourunik inc.	5554
Hôtels-Motels G. & G. inc.	5536	Traverse Oka inc.	5554
Impression B.T.V. inc.	5536	Trialex Investments Inc.	5543
Intensive Language Teaching Center (Montreal) Inc.	5520	Turoma plastic ltée.	5554
Jeune Chambre de St-Ambroise inc.	5537	Turpin Chemicals Inc.	5555
Joaillerie La Bonne Pendule inc.	5537	Verdun Motor Boat Club Incorporated (The)	5555
Jobidon (Édouard) inc.	5537	Viger, Laflamme, Deniger & associés inc.	5556
Laboratoire Jean-Pierre ltée.	5538	Voyagex inc.	5556
Lacaille & Lapointe inc.	5538	Watier (Maurice) Québec ltée.	5556
Laguë (Pierre) Auto inc.	5538		
Langevin Construction Inc.	5524	Lettres patentes annulées	Letters Patent Annulled
Larocque Sounding Inc.	5539	Trojan Inc.	5583
Lave-auto Moderne inc.	5539		
Leblanc distribution inc.	5539	Sièges sociaux	Head Offices
Leduc Construction Inc.	5540	Alamac Realty Corp.	5580
M.S.J., électrique ltée.	5540	Atelier libre de recherches graphiques.	5580
Maçonnerie Laurentide (1971) inc.	5541	Bolduc et associés inc.	5579
Magasin à rayon et à escompte Nick ltée.	5542	Bourret Gardens Ltd.	5578
Marché d'alimentation G. & C. inc. (La)	5541	Broadway Automobile Ltd.	5578
Mathieu (Georges) Auto Center Inc.	5541	Cedar Crescent Development Ltd.	5580
Mines Somed ltée (Les)	5542	Coc'n Bull Ltd.	5581
Montreal Compactors Manufacturers Ltd.	5532	Construction « Monso » inc. (Les)	5582
Nick's Discount Department Store Ltd.	5542	Corporation de placement et de finance Proma ltée.	5579
Norab Plastic Inc.	5544	Développements Valair inc. (Les)	5581
Oka Ferry Inc.	5554	Direct Motor Express (Québec) Limited.	5580
Olympiad-Motor Inc.	5542	Dynasel Corporation.	5582
Palettes St-Janvier inc. (Les)	5542	F.D. Electric Inc.	5578
Placements Bromont inc. (Les)	5543	Friendly Home for Young Women and Children (The)	5582
Placements Trialex inc.	5543	Hippo inc.	5579
Plastiques Norab inc. (Les)	5544	Lessard Auto Electric Ltd.	5578
Picard (André) inc.	5544	M.M.P. publicité inc.	5579
Place Casot ltée.	5545	Meteor Holdings Corp.	5582
Place Y. Girard inc.	5545	Orean Sales Inc.	5579
Plomberie C.D. inc.	5545	Parent & Sperandio Inc.	5581
Polyger inc.	5546	Proma Investment & Finance Corporation Ltd.	5579
Poncet inc.	5546	Simon Jewellery Ltd.	5581
Prêts St-Charles inc.	5546	Société Fabec inc.	5580
Prévost (J.G.) assurances inc.	5547		
Producteurs des Cantons de l'Est inc. (Les) ..	5547	DEMANDE À LA LÉGISLATURE	APPLICATION TO LEGISLATURE
Productions Dodre inc. (Les)	5548	Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec (La)	5609
Produits chimiques Cobel ltée.	5548	Federation of Catholic School Boards of the Province of Québec (The)	5609
Publications Samedi-Dimanche inc. (Les) ..	5548		
Q.M.H. inc.	5549	LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT
Québec Federation of Snowmobile Clubs.	5533	Cossette Enterprises Inc.	5587
Quincaillerie Bélisle & Bélisle inc.	5549	Entreprises Cossette inc.	5587
R.J.P.M. Enterprises Inc.	5530	Société coopérative agricole de Ste-Anne du Lac.	5587
Restaurants B & R incorporée (Les)	5549		
Restaurants M & R inc.	5550		
Restaurants S.S.L. inc.	5550		
Richard (Pierre) inc.	5550		
Salim inc.	5551		
Société pétrolière E.L.F. inc.	5551		
Somatex inc.	5552		
Somed Mines Ltd.	5542		
Studio Jean Sauvageau ltée.	5552		
Tabagie Laurette limitée.	5552		
Tardif (J.) auto inc.	5553		

MINISTÈRES	DEPARTMENTS	NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Éducation	Education	<i>Divers:</i>	<i>Miscellaneous:</i>
<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>	Langevin, Pierre (<i>Coroner</i>).....	5614
Arntfield, Diss. (<i>Acc.-Grant</i>).....	5612		
Chandler, Diss. (<i>Acc.-Grant</i>).....	5613		
Rivière-Bleue, Diss. (<i>Acc.-Grant</i>).....	5613		
Rollet, Diss. (<i>Acc.-Grant</i>).....	5613		
Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial Institutions, Companies and Cooperatives	PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>	Consumer Protection Act, coming into force of sections I and IV, article 75, sections VIII, IX, XI to XV, as well as articles 124, 125 and 126 of the Act.....	5638
Compagnie d'assurance mutuelle de la municipalité du canton de Clifton, partie est, comté de Compton (La) (<i>Annul.</i>).....	5588	Lands titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the township of New Richmond, electoral district of Bonaventure.....	5563
Mutuel Insurance Company of the Municipality of the East Part of the township of Clifton, County of Compton (The) (<i>Annul.</i>)	5588	Lands titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the township of Percé (Village of Percé), electoral district of Gaspé-South.....	5564
Terres et forêts	Lands and Forests	Lands titles Act in certain electoral districts of the cadastre of a part of the Terra-Firma-de-Mingan Seigniorie, electoral district of Duplessis.....	5568
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	Lands titles Act in certain electoral districts of the cadastre of a part of the township of La Richardière (Terra-Firma-de-Mingan Seigniorie), electoral district of Duplessis....	5566
Amos, village (Dalquier, canton-township)	5584	Protection du consommateur, entrée en vigueur des sections I et IV de l'article 75 des sections VIII, IX, XI à XV, ainsi que des articles 124, 125, 126 de la loi.....	5638
Palmarolle, canton-township.....	5584	Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de New-Richmond, district électoral de Bonaventure.....	5563
St-David de l'Auberivière, par.....	5584	Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton Percé (Village de Percé), district électoral de Gaspé-Sud.....	5564
St-Foy, par.....	5584	Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan, district électoral de Duplessis.....	5568
St-Germain de Rimouski, par.....	5584	Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de la Richardière (Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan), district électoral de Duplessis..	5566
St-Germain de Rimouski, ville-town (<i>Revisé-Revised</i>).....	5585	Université Laval, coming into force of the charter.....	5639
St-Laurent, par.....	5583	Université Laval, entrée en vigueur de la charte.....	5639
Transports et communications	Transportation and Communications	SOUSSIONS —	TENDERS —
Regulations EC-1 (<i>Sings to be displaced on vehicles used for driving instruction purposes</i>)	5609	demandes de	Request for
Regulations EC-2 (<i>Controls which must be provided on vehicles used for driving instruction purposes</i>).....	5610	Aylmer-Rapide-des-Chênes, c.s.- s.c.....	5626
Règlement EC-1 (<i>Affichage à être apposé sur les véhicules servant à l'enseignement de la conduite automobile</i>).....	5609	Boucherville, ville - town.....	5624
Règlement EC-2 (<i>Dispositifs de conduite à être utilisés sur les véhicules servant à l'enseignement de la conduite automobile</i>).....	5610	Bromont, ville - town.....	5622
		Honoré-Mercier, c.s.r.- r.s.b.....	5630
		Lac Etchemin, ville - town.....	5628
		Ste-Rosalie, village.....	5632
		Verdun, c.s.- s.c.....	5634
Travail et de la Main-d'oeuvre	Labour and Manpower		
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>		
Alimentation, détail, Saguenay-Lac St-Jean (<i>Convention collective</i>).....	5592		
Employés de garage, Québec (<i>Mod.</i>).....	5589		
Fourniture, détail, Montréal (<i>Mod.</i>).....	5601		
Garage Employees, Québec (<i>Amend.</i>).....	5589		
Retail Food, Saguenay-Lac St-Jean (<i>Collective Agreement Decree</i>).....	5592		
Retail Fur, Montreal (<i>Amend.</i>).....	5601		
Voirie	Roads		
Entretien de routes discontinué.....	5613		
Maintenance of roads discontinued.....	5613		

SYNDICATS	PROFESSIONAL	Banque d'épargne de la cité et du district de	
PROFESSIONNELS	SYNDICATES	Montréal (La) vs Emil Shewchuk & Son	
Canadian Union of Communication Workers		Inc.	5652
(Name ch.)	5588	Banque d'épargne de la cité et du district de	
Union canadienne des travailleurs en commu-		Montréal (La) vs Emil Shewchuk & Son	
nication (L') (Nom ch.)	5588	Inc.	5653
		Crédit foncier Franco-Canadien vs Dubé	
		Fournelle	5651
VENTES	SALES	Montreal City and District Savings Bank	
Par Shérifs	By Sheriffs	(The) vs Moche	5652
Beauharnois	Beauharnois	Montreal City and District Savings Bank	
Fortin vs Priest (J.R.) inc.	5648	(The) vs Emil Shewchuk & Son Inc.	5652
		Montreal City and District Savings Bank	
		(The) vs Emil Shewchuk & Son Inc.	5653
Hull	Hull	Québec	Québec
Roy vs Myre	5649	Cou-Ber inc. vs Renaud	5653
		Grenier (Jos.) ltée vs Guillot	5654
		Hébert vs Levis Woodoor Inc.	5654
		Racine vs Lachance	5655
Mégantic	Mégantic	Saint-François	Saint-François
Corporation scolaire Sacré-Coeur de Marie		Graham jr. vs Brock	5655
vs Boisvert	5649		
		Taxes	Taxes
Montréal	Montreal	St-Antoine, ville - town	5636
Banque d'épargne de la cité et du district de		St-Félicien, ville-town	5636
Montréal (La) vs Moche	5652		



RÉPERTOIRE DES TAUX DE LOCATION



(Reliure anneaux)
Québec, 1971 (polycopié)

\$3.

Taux maxima autorisés par
le Service général des achats
à l'égard des outillage
et matériel loués par
le gouvernement du Québec.

en vente

MONTREAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Itée,
39 ouest, rue Notre-Dame

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau Itée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal